



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Département des finances, des institutions et de la santé
Service des affaires intérieures et communales

Departement für Finanzen, Institutionen und Gesundheit
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Rapport sur les finances communales Bericht über die Gemeindefinanzen 2011



Février / Februar 2013

Table des matières

Message 2011	3
--------------	---

1 Plan de la publication

1.1 Introduction	5
1.2 Plan de la publication	5

2 Structure de la population

2.1 Vue d'ensemble	6
2.2 Comparaison avec la Suisse	9
2.3 Comparaison de la taille des communes suisses	10
2.5 Evolution du nombre de communes en Suisse	10
2.6 Les fusions dans le canton du Valais	18

3 Introduction au Modèle Comptable Harmonisé (MCH)

3.1 MCH – Historique	20
3.2 MCH – Objectifs principaux	20
3.3 MCH – Caractéristiques principales	21

4 Présentation des comptes 2011 des communes valaisannes

4.1 Résultat annuel	24
4.2 Bilan, fortune et découvert	26
4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches – comptes 2011	31
4.4 Charges de fonctionnement selon les natures – comptes 2011	32
4.5 Revenus de fonctionnement selon les natures – comptes 2011	33
4.6 Investissements selon les tâches – comptes 2011 communes – dépenses et recettes	34
4.7 Fiscalité dans les communes	35
4.8 Choix des indicateurs financiers – rappel	39
4.9 Collecte des données – rappel	39
4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés – rappel	40
4.11 Degré d'autofinancement	41
4.12 Capacité d'autofinancement	44
4.13 Taux des amortissements ordinaires	47
4.14 Endettement net par habitant	50
4.15 Taux du volume de la dette brute	53
4.16 Indicateurs financiers – récapitulatif	56
4.17 Les indicateurs financiers selon les régions	58
4.18 Conclusions	71

Inhaltsverzeichnis

Botschaft 2011	3
----------------	---

1 Gliederung des Berichts

1.1 Einleitung	5
1.2 Gliederung des Berichts	5

2 Bevölkerungsstruktur

2.1 Gesamtüberblick	6
2.3 Vergleich mit der Schweiz	9
2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemeinden	10
2.5 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz	10
2.6 Fusionen im Kanton Wallis	18

3 Einführung in das Harmonisierte Rechnungsmodell (HRM)

3.1 HRM – Vorgeschichte	20
3.2 HRM – Hauptziele	20
3.3 HRM – Hauptmerkmale	21

4 Präsentation des Ergebnisses 2011 der Walliser Gemeinden

4.1 Jahresergebnis	24
4.2 Bilanz, Eigenkapital und Fehlbetrag	26
4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funktionen – Rechnung 2011	31
4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2011	32
4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2011	33
4.6 Investitionen nach Funktionen – Rechnung 2011 – Ausgaben und Einnahmen	34
4.7 Besteuerung in den Gemeinden	35
4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinnerung	39
4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung	39
4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbeitung von einheitlichen Finanzkennzahlen – zur Erinnerung	40
4.11 Selbstfinanzierungsgrad	41
4.12 Selbstfinanzierungskapazität	44
4.13 Ordentliche Abschreibungssatz	47
4.14 Nettoschuld pro Kopf	50
4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote	53
4.16 Finanzkennzahlen – Übersicht	56
4.17 Die Finanzkennzahlen bezogen auf die Regionen	58
4.18 Schlussfolgerungen	71



Maurice Tornay

Conseiller d'Etat - Vizepräsident des Staatsrats

Chef du Département des finances, des institutions et de la santé du canton du Valais

Vorsteher des Departements für Finanzen, Institutionen und Gesundheit des Kantons Wallis

Message 2011

Madame, Monsieur,

En application de la loi sur les communes et de son devoir de surveillance, le canton procède à des relevés statistiques sur l'état des finances communales. Sur la base de ces informations, un rapport de synthèse est établi afin de permettre aux milieux intéressés de se faire une idée précise de la situation qui prévaut dans les communes valaisannes en matière de gestion financière.

En publiant ce rapport sur les finances communales, le Conseil d'Etat entend exposer de manière transparente l'évolution de la situation financière des communes valaisannes. A l'instar d'autres instruments, le présent document permet également au canton de mieux cibler ses activités de conseil et de soutien en faveur des communes.

A la lecture de ce document, vous constaterez que la situation financière globale des communes valaisannes pour l'année 2011 peut être qualifiée de bonne à très bonne. L'année 2012, qui vient de s'achever, ne devrait pas démentir cette situation favorable.

En vue consolidée, les 141 municipalités dégagent au 31 décembre 2011 une marge d'autofinancement de plus de 435.1 millions de francs. L'excédent de revenus, après prise en compte des amortissements, se chiffre à 146.5 millions de francs. L'activité d'investissement atteint, avec un montant net de 357.3 millions de francs, des sommets jamais atteints à ce jour. L'excédent de financement s'élève à 77.8 millions de francs.

Cette situation n'est pas le fruit de hasard. Elle est également le reflet des décisions prises par les membres des exécutifs et législatifs communaux. Ainsi, en ce début de nouvelle législature, je voudrais dire ici ma reconnaissance à tous les élus communaux qui ont exercé leur mandat durant ces quatre dernières années et exprimer ma confiance et ma gratitude envers celles et ceux qui se sont engagés à assurer la relève à dater du 1^{er} janvier de cette année.

Botschaft 2011

Werte Damen und Herren,

In Anwendung des Gemeindegesetzes und seiner Aufsichtspflicht entsprechend führt der Kanton statistische Erhebungen über den Zustand der Gemeindefinanzen durch. Auf der Grundlage dieser Informationen wird ein Bericht verfasst, der es den interessierten Kreisen ermöglichen soll, sich ein klares Bild über die Finanzhaushaltsführung in den Walliser Gemeinden zu verschaffen.

Mit der Veröffentlichung dieses Berichts über die Gemeindefinanzen beabsichtigt der Staatsrat, die Entwicklung der Finanzlage der Walliser Gemeinden transparent darzulegen. Das vorliegende Dokument wie auch weitere Instrumente erlaubt es dem Kanton ebenfalls, seine Beratungs- und Unterstützungstätigkeit noch gezielter auf die Gemeinden auszurichten.

Bei der Lektüre dieses Dokuments werden Sie feststellen, dass die Finanzlage der Walliser Gemeinden als Gesamtes im 2011 als gut bis sehr gut bewertet werden kann. Das Jahr 2012, das eben zu Ende gegangen ist, dürfte dieser günstigen Situation nicht widersprechen.

Die 141 Einwohnergemeinden als Gesamtes betrachtet erzielen per 31. Dezember 2011 eine Selbstfinanzierungsmarge von über 435.1 Millionen Franken. Der Ertragsüberschuss beziffert sich nach Abzug der Abschreibungen auf 146.5 Millionen Franken. Die Investitionstätigkeit erreicht mit Nettoinvestitionen von 357.3 Millionen Franken einen bis dato noch nie da gewesenen Wert. Der Finanzierungsüberschuss beläuft sich auf 77.8 Millionen Franken.

Diese Situation ist kein Zufallsergebnis. Es ist ebenso das Spiegelbild von Entscheidungen, welche die Mitglieder der Gemeindeexekutiven und die Legislativen getroffen haben. So will ich zum Beginn dieser neuen Legislatur allen Gemeindevertretern, die in den vergangenen vier Jahren ihr Mandat ausgeübt haben, ein grosses Dankeschön aussprechen. All jenen, die seit dem 1. Januar dieses Jahres die Fortsetzung der Mandate sicherstellen, bringe ich mein Vertrauen und meine Dankbarkeit zum Ausdruck.

Ma gratitude va également à tous les employés communaux ainsi qu'aux collaborateurs de la section des finances communales du Service des Affaires intérieures et communales pour leur travail et leur engagement quotidiens au service des communes valaisannes.

La complexité toujours croissante de la gestion des affaires publiques requiert de plus en plus de compétences et de disponibilité. Mais participer activement au développement et au futur de sa commune reste un défi passionnant!

Et les défis ne manqueront pas. Pensons ici aux seules conséquences que vont produire l'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires et l'éventuelle révision de la loi sur l'aménagement du territoire. La transition sera extrêmement difficile à gérer, non seulement pour les autorités communales et cantonales, mais également pour des dizaines de petites et moyennes entreprises.

Je tiens néanmoins à vous délivrer ici un message de confiance. La situation financière actuelle des communes, tout comme celle du canton, peuvent être qualifiées de bonnes, ce qui nous permet d'aborder l'avenir avec une certaine sérénité.

Nous avons également à nous réjouir d'avoir réussi, ensemble, à mettre sous toit l'importante réforme de la péréquation financière intercommunale et de la nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes avec pour principale conséquence un renforcement de l'autonomie communale.

Je reste persuadé que les communes, en tant que premier échelon de notre Etat fédéraliste, doivent conserver des compétences fortes. En effet, c'est au niveau communal que le lien de proximité entre les autorités et le citoyen est le plus fort. Cette proximité permet une action politique concrète, en prise directe avec les attentes de la population.

Mais la commune, en tant qu'institution, doit évoluer. C'est pourquoi le Conseil d'Etat, après avoir pris connaissance du rapport de la commission extraparlamentaire «Territoire et institutions du 21^e siècle en Valais», a réaffirmé son engagement de faire de ce dossier l'une des priorités gouvernementales de la législature 2013-2017. Nous entendons ainsi doter maintenant le Valais d'une organisation territoriale et institutionnelle à la hauteur de ses ambitions.

En finalité, n'oublions jamais qu'au-delà des réformes, il y a avant tout des hommes et des femmes, des familles, des enfants, qui doivent rester le centre de nos préoccupations et guider notre action. Car l'action politique ne se résume pas à la gestion de dossiers ou à l'élaboration de lois, mais trouve sa légitimité première dans la volonté de se mettre au service des autres pour la réalisation du bien commun.

Meinen Dank geht ebenfalls an alle Gemeindeangestellten sowie an die Mitarbeiter der Sektion Gemeindefinanzen der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten für ihre Arbeit und ihr tägliches Engagement im Dienste der Walliser Gemeinden.

Die zunehmende Komplexität in der Bewältigung von öffentlichen Aufgaben erfordert immer mehr Kompetenz und Verfügbarkeit. Aktiv an der Entwicklung und der Zukunft der eigenen Gemeinde mitwirken zu können bleibt jedoch eine spannende Herausforderung.

Und die Herausforderung nehmen nicht ab. Denken wir nur schon an die Auswirkungen, die sich aus der Annahme der Zweitwohnungsinitiative oder der voraussichtlichen Revision des Raumplanungsgesetzes ergeben werden. Nicht nur für die kommunalen und kantonalen Behörden wird es äusserst schwierig werden, den Übergang zu bewerkstelligen, sondern auch für eine Vielzahl von kleineren und mittleren Unternehmen.

Nichtsdestotrotz möchte ich Ihnen eine Botschaft des Vertrauens überbringen. Die aktuelle Finanzlage der Gemeinden und ebenso des Kantons kann als gut bezeichnet werden, was es uns erlaubt wird, die Zukunft mit einer gewissen Gelassenheit angehen zu können.

Ebenso freut es uns, dass es uns gemeinsam gelungen ist, die wichtige Neugestaltung des Finanzausgleichs und die Neuverteilung der Aufgaben zwischen dem Kanton und den Gemeinden unter Dach zu bringen, welche hauptsächlich zur Stärkung der Gemeindeautonomie beitragen.

Ich bin stets überzeugt, dass die Gemeinden als unterste Ebene unseres föderalistischen Staates starke Kompetenzen bewahren müssen. Der stärkste Nähe und Verbindung zwischen den Behörden und den Bürgern zeigt sich in der Tat auf kommunaler Ebene. Diese Nähe ermöglicht ein konkretes politisches Handeln im direkten Einklang mit den Erwartungen der Bevölkerung.

Nun, die Gemeinde als Institution muss sich weiterentwickeln. Deshalb hat der Staatsrat nach Kenntnisnahme des Berichts der ausserparlamentarischen Kommission „Gebiet und Institutionen im 21. Jahrhundert im Wallis“ sein Engagement bekräftigt, indem er dieses Dossier zu einer der Prioritäten für die Legislatur 2013-2017 erklärt hat. Das Wallis ist in dem Mass mit einer territorialen und institutionellen Organisation zu versehen, wie die Ambitionen des Dossiers dies beabsichtigen.

Wir dürfen letztendlich nie vergessen, dass hinter jeder Reform vor allem Männer und Frauen, Familien, Kinder stecken, welche im Zentrum unserer Anliegen bleiben und unser Handeln leiten müssen. Denn das politische Handeln beschränkt sich nicht auf das Verwalten von Dossiers oder Erarbeiten von Gesetzen, sondern findet seine Legitimation im Willen, sich anderen in den Dienst zu stellen, um ein gemeinsames Wohl zu erreichen.

1.1 Introduction

La Section des Finances communales (SFC) a élaboré et publié jusqu'à ce jour 5 rapports sur les finances communales. Ces derniers rapportaient sur les comptes 2004, 2006, 2008, 2009 et 2010 des communes valaisannes.

Aujourd'hui, nous vous proposons notre publication en version papier et informatique avec la même structure que les précédentes.

1.2 Plan de la publication

Le chapitre 2 traite de la structure de la population des communes municipales en Valais. Il donne une vue d'ensemble de la répartition des habitants selon la taille des communes, compare la structure cantonale à celle au niveau Suisse et de l'Europe, confronte par comparaison le nombre et la taille des communes en Suisse, relate le mouvement des fusions.

Une introduction sur le Modèle Comptable Harmonisé (MCH) occupe le chapitre 3. Elle devrait permettre aux moins initiés de se familiariser avec le domaine particulier des finances publiques. Un bref rappel historique, les objectifs et les caractéristiques principales y sont développés.

Le chapitre 4 énumère les dispositions légales en vigueur et met en évidence quelques éléments essentiels de ce nouvel environnement législatif. Il est le plus volumineux de la série car il traite des finances communales à l'aide d'aperçus sur le résultat global consolidé, de graphiques quant à l'affectation des dépenses et des charges respectivement des revenus et des recettes par fonction ou nature, l'évolution de la fortune et du découvert, de la charge fiscale et des indicateurs financiers.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Section des finances communales (SFC)

1.1 Einleitung

Bis heute hat die Sektion Gemeindefinanzen (SGF) 5 Berichte über die Gemeindefinanzen erstellt und veröffentlicht. Diese bezogen sich auf die Rechnungen 2004, 2006, 2008, 2009 und 2010 der Walliser Gemeinde.

Die vorliegende Publikation unterbreiten wir Ihnen mit derselben Struktur wie die Vorangegangenen in Papierform und in elektronischer Form.

1.2 Gliederung des Berichts

Das Kapitel 2 behandelt die Bevölkerungsstruktur der Munizipalgemeinden im Wallis. Es gibt eine Gesamtübersicht über die Einwohnerverteilung nach Gemeindegrössen, vergleicht die kantonale Struktur mit derjenigen der Schweiz und Europa, macht Vergleiche über Anzahl und Grösse der Gemeinden in der Schweiz und berichtet über die Bewegung durch Fusionen.

Das Kapitel 3 ist einer Einführung in das Harmonisierte Rechnungsmodell (HRM) gewidmet. Dies sollte den Nicht-Insidern die Besonderheiten der öffentlichen Rechnungslegung vertraut machen; ein kurzer geschichtlicher Rückblick, die Ziele und die Hauptmerkmale.

Das Kapitel 4 zeigt die geltenden gesetzlichen Bestimmungen auf und hebt einige grundlegende Elemente des neuen gesetzlichen Umfeldes hervor. Es ist das umfangreichste und behandelt mittels Übersichten die konsolidierten Gesamtergebnisse sowie mittels Grafiken die Zuordnung der Ausgaben und Aufwände bzw. Einnahmen und Erträge nach Funktionen und Arten. Weiter widmet es sich der Entwicklung beim Eigenkapital/Bilanzfehlbetrag, der Steuerbelastung und den Finanzkennzahlen.

Nun wünschen wir Ihnen eine angenehme Lektüre.

Sektion Gemeindefinanzen (SGF)

2.1 Vue d'ensemble

Cette vue d'ensemble concerne la population ESPOP au 31.12.2011 des 141 (143) communes. Elle comprend les Suisses établis et étrangers avec une autorisation de séjour (permis B) ou autorisation d'établissement (permis C) ainsi que les personnes dans le processus d'asile résidant depuis 12 mois ou plus en Suisse. La typologie de la population et des communes selon la taille est celle retenue par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS). Les chiffres entre parenthèses donnent la situation au 31.12.2010.

- 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes valaisannes comptent moins de 101 habitants. 0.1% (0.1%) de la population y est domiciliée, soit 263 (258) personnes.
- 34 (38) communes ou 24.1% (26.6%) de l'ensemble des communes comptent entre 101 et 500 habitants. 3.3% (3.7%) de la population y est domiciliée, soit 10'317 (11'723) personnes.
- 33 (30) communes ou 23.4% (21.0%) de l'ensemble des communes comptent entre 501 et 1'000 habitants. 7.6% (6.8%) de la population y est domiciliée, soit 24'007 (21'388) personnes.
- 29 (30) communes ou 20.6% (21.0%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 13.6% (13.9%) de la population y est domiciliée, soit 43'036 (43'525) personnes.
- 26 (26) communes ou 18.4% (18.2%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 26.0% (25.9%) de la population y est domiciliée, soit 82'352 (80'886) personnes.
- 9 (9) communes ou 6.4% (6.3%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 20.5% (20.5%) de la population y est domiciliée, soit 65'094 (63'996) personnes.
- 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.0% (29.1%) de la population y est domiciliée, soit 91'953 (90'908) personnes.

Ainsi dans notre canton, plus de la moitié des communes a une population inférieure à 1'000 habitants.

Ce constat n'est pas uniquement valaisan. Tous les cantons où des procédures de fusion sont en cours avancent cette dimension du problème: trop de trop petites communes en nombre d'habitants. Cela signifie bien souvent l'existence d'un décalage important entre la dimension politique de la commune et la dimension économique efficiente des tâches publiques locales.

2.1 Gesamtüberblick

Dieser Überblick zeigt die Wohnbevölkerung ESPOP der 141 (143) Gemeinden per 31.12.2011. Er umfasst die Schweizer sowie die Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung (Ausweis B), Niederlassungsbewilligung (Ausweis C) und Personen in einem Asyl-Verfahren, welche sich seit 12 oder mehr Monaten in der Schweiz aufhalten. Die Einteilung der Bevölkerung und der Gemeinden nach der Grösse entspricht den Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS). Die Werte in Klammern entsprechen dem Stand per 31.12.2010.

- 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Walliser Gemeinden zählen weniger als 101 Einwohner. 0.1% (0.1%) der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 263 (258) Personen.
- 34 (38) Gemeinden oder 24.1% (26.6%) aller Gemeinden zählen zwischen 101 und 500 Einwohner. 3.3% (3.7%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 10'317 (11'723) Personen.
- 33 (30) Gemeinden oder 23.4% (21.0%) aller Gemeinden zählen zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 7.6% (6.8%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 24'007 (21'388) Personen.
- 29 (30) Gemeinden oder 20.6% (21.0%) aller Gemeinden zählen zwischen 1'001 und 2'000 Einwohner. 13.6% (13.9%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 43'036 (43'525) Personen.
- 26 (26) Gemeinden oder 18.4% (18.2%) aller Gemeinden zählen zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 26.0% (25.9%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 82'352 (80'866) Personen.
- 9 (9) Gemeinden oder 6.4% (6.3%) aller Gemeinden zählen zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 20.5% (20.5%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 65'094 (63'996) Personen.
- 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Gemeinden zählen mehr als 10'000 Einwohner. 29.0% (29.1%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 91'953 (90'908) Personen.

In unserem Kanton haben also mehr als die Hälfte der Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner.

Dieser Umstand betrifft nicht nur das Wallis. Alle Kantone, in denen Fusionsprozesse im Gang sind, sehen sich dieser Problematik gegenüber: zu viele Gemeinden mit geringer Einwohnerzahl. Dies bedeutet oft eine grosse Kluft zwischen der politischen und der wirtschaftlichen Dimension der Gemeinde, um die lokalen öffentlichen Aufgaben effizient zu erfüllen.

Description

La carte qui suit montre les limites des communes municipales. Les données relatives au nombre d'habitants ont été reprises de l'Office cantonal de la statistique (statistique ESPOP).

Question examinée

Quel était le nombre d'habitants par commune en 2011 (2010) selon une répartition en 5 catégories?

Commentaire

- 34'587 (33'369) personnes vivent dans les 72 (73) communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Le 51.1% (51.0%) de l'ensemble des communes valaisannes héberge le 10.9% (10.7%) de l'ensemble de la population.
- A contrario, 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.0% (29.1%) de la population y est domiciliée, soit 91'953 (90'908) personnes.

Ausgangslage

Die nachfolgende Karte zeigt die Munizipalgemeinden aufgrund der Einwohnerzahl. Die Angaben stammen vom kantonalen statistischen Amt (ESPOP - jährliche Bevölkerungsstatistik).

Fragestellung

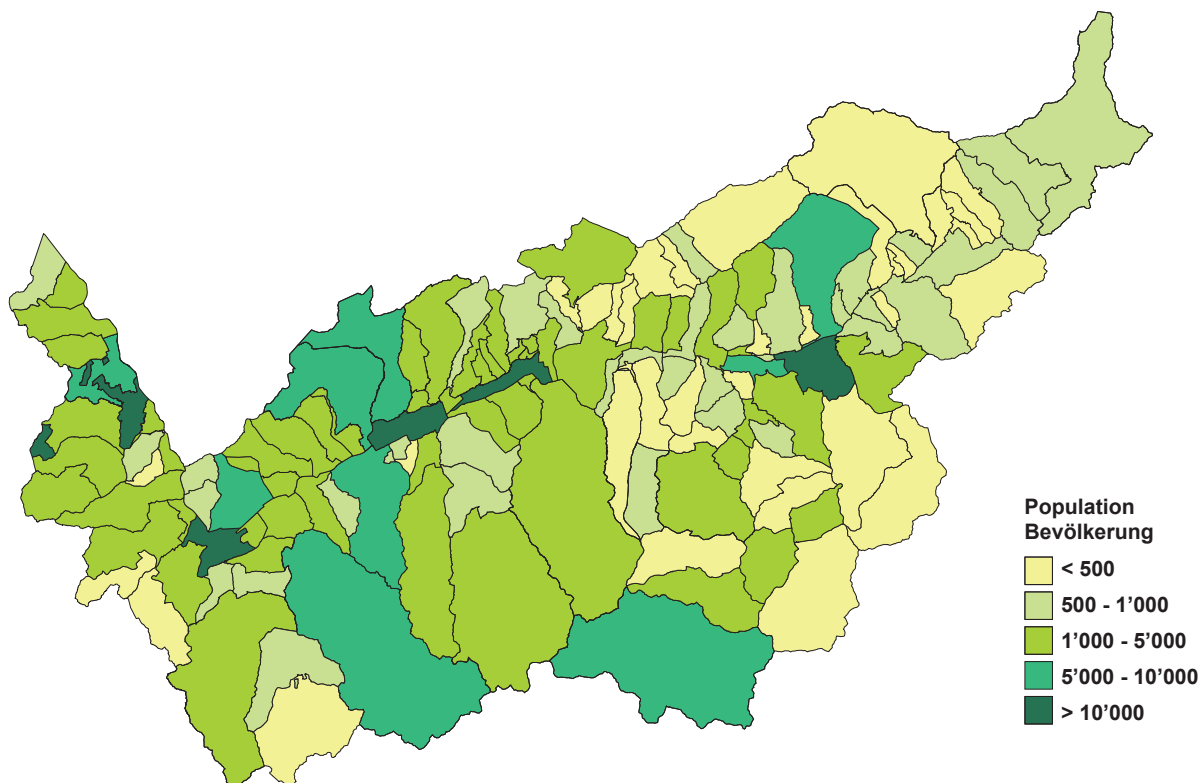
Welches war die Einwohnerzahl pro Gemeinde im Jahr 2011 (2010), dargestellt in fünf Kategorien?

Kommentar

- 34'587 (33'369) Personen leben in 72 (73) Gemeinden mit 1'000 oder weniger Einwohner. Dies entspricht 51.1% (51.0%) der Walliser Gemeinden oder 10.9% (10.7%) der Gesamtbevölkerung.
- Demgegenüber zählen 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Walliser Gemeinden mehr als 10'000 Einwohner. In diesen Gemeinden leben 91'953 (90'908) Personen oder 29.0% (29.1%) der Gesamtbevölkerung.

Carte: Nombre d'habitants au 31.12.2011

Karte: Einwohnerzahl per 31.12.2011

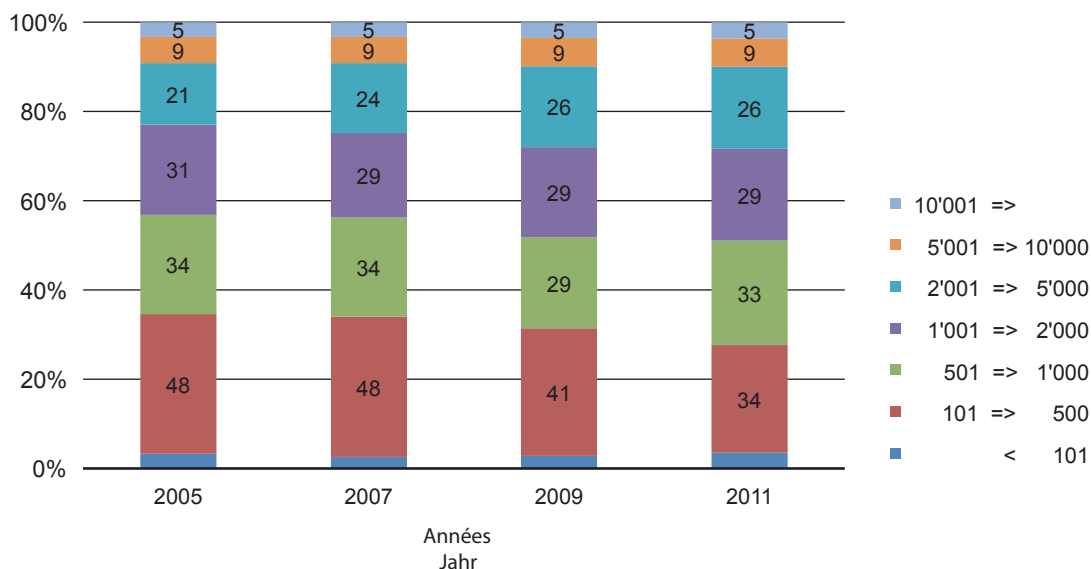


En Valais, l'évolution se traduit comme suit:

Im Wallis zeigt sich die Entwicklung wie folgt:

Population et communes selon la taille

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse

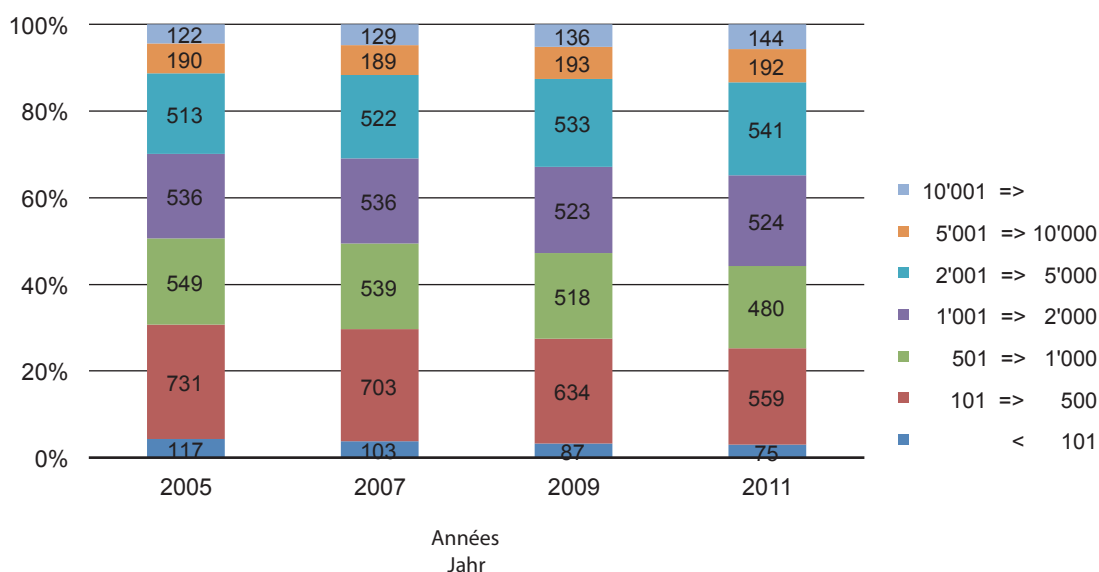


En Suisse, l'évolution se traduit comme suit:

In der Schweiz zeigt sich die Entwicklung wie folgt:

Population et communes selon la taille

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse



2.2 Comparaison avec la Suisse

Cette vue d'ensemble concerne la population au 31.12.2011 des 2'515 communes suisses. 7'954'662 habitants. Il est intéressant de comparer ces données avec celles du Canton du Valais.

- 75 communes ou 3% de l'ensemble des communes comptent une population de moins de 101 habitants. 0.06% de la population suisse y est domiciliée, soit 4'793 personnes.
- 559 communes ou 22.2% de l'ensemble des communes comptent une population entre 101 et 500 habitants. 2.10% de la population y est domiciliée, soit 166'873 personnes.
- 480 communes ou 19.1% de l'ensemble des communes comptent une population entre 501 et 1'000 habitants. 4.47% de la population y est domiciliée, soit 355'209 personnes.
- 524 communes ou 20.8% de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 9.41% de la population y est domiciliée, soit 748'330 personnes.
- 541 communes ou 21.5% de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 21.91% de la population y est domiciliée, soit 1'743'190 personnes.
- 192 communes ou 7.6% de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 16.81% de la population y est domiciliée, soit 1'337'389 personnes.
- 144 communes ou 5.7% de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 45.24% de la population y est domiciliée, soit 3'598'878 personnes.

Ainsi dans notre pays, 44.3% des communes a une population inférieure à 1'000 habitants.

- 526'875 personnes vivent dans les 1'114 communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Autrement dit, le 44.3% de l'ensemble des communes suisses héberge le 6.62% de l'ensemble de la population.

Source: OFS, bilan de la population résidente permanente totale selon les districts et les communes, en 2011 1) su-f-1.2.2.1.15.

2.2 Vergleich mit der Schweiz

Diese Übersicht zeigt die Bevölkerung der 2'515 Gemeinden in der Schweiz per 31.12.2011. 7'954'662 Einwohner. Es ist interessant, diese Daten mit denen des Kantons Wallis zu vergleichen.

- 75 Gemeinden oder 3% aller Gemeinden haben weniger als 101 Einwohner. 0.06% der Schweizer Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 4'793 Personen.
- 559 Gemeinden oder 22.2% aller Gemeinden haben zwischen 101 und 500 Einwohner. 2.10% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 166'873 Personen.
- 480 Gemeinden oder 19.1% aller Gemeinden haben zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 4.47% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 355'209 Personen.
- 524 Gemeinden oder 20.8% aller Gemeinden haben zwischen 1001 und 2'000 Einwohner. 9.41% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 748'330 Personen.
- 541 Gemeinden oder 21.5% aller Gemeinden haben zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 21.91% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 1'743'190 Personen.
- 192 Gemeinden oder 7.6% aller Gemeinden haben zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 16.81% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 1'337'389 Personen.
- 144 Gemeinden oder 5.7% aller Gemeinden haben mehr als 10'000 Einwohner. 45.24% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 3'598'878 Personen.

In unserem Land haben also 44.3% aller Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner.

- 526'875 Personen wohnen in den 1'114 Gemeinden, die 1'000 Einwohner und weniger zählen. Oder mit anderen Worten wohnen in 44.3% aller Schweizer Gemeinden 6.62% der Gesamtbevölkerung.

Quelle: BFS, Bilanz der ständigen Wohnbevölkerung (Total) nach Bezirken und Gemeinden, 2011 1) su-d-1.2.2.1.15

2.3 Comparaison de la taille des communes suisses

2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemeinden

Canton	Nombre de communes au 31.12.2011	Nombre d'habitants au 31.12.2011	En % de la population totale	Population moyenne par communes
Aargau	220	618'298	7.8%	2'810
Appenzell A.Rh.	20	53'313	0.7%	2'666
Appenzell I.Rh.	6	15'743	0.2%	2'624
Basel-Landschaft	86	275'360	3.5%	3'202
Basel-Stadt	3	186'255	2.3%	62'085
Bern	383	985'046	12.4%	2'572
Fribourg	167	284'668	3.6%	1'705
Genève	45	460'534	5.8%	10'234
Glarus	3	39'217	0.5%	13'072
Graubünden	178	193'388	2.4%	1'086
Jura	64	70'542	0.9%	1'102
Luzern	87	381'966	4.8%	4'390
Neuchâtel	53	173'183	2.2%	3'268
Nidwalden	11	41'311	0.5%	3'756
Obwalden	7	35'885	0.5%	5'126
St Gallen	85	483'156	6.1%	5'684
Schaffhausen	27	77'139	1.0%	2'857
Schwyz	30	147'904	1.9%	4'930
Solothurn	121	256'990	3.2%	2'124
Thurgau	80	251'973	3.2%	3'150
Tessin	157	336'943	4.2%	2'146
Uri	20	35'382	0.4%	1'769
Valais	141	317'022	4.0%	2'248
Vaud	339	725'944	9.1%	2'141
Zug	11	115'104	1.4%	10'464
Zürich	171	1'392'396	17.5%	8'143
Suisse	2'515	7'954'662	100%	3'163
Kanton	Anzahl Gemeinden per 31.12.2011	Anzahl Einwohner per 31.12.2011	In % der Gesamtbevölkerung	Durchschnittliche Bevölkerungszahl pro Gemeinde

2.4 Evolution du nombre de communes en Suisse

La population valaisanne représente le 4.0% (4.0%) de l'ensemble de la population suisse. Avec une population moyenne par communes de 2'248 (2'182) habitants, notre canton se situe en dessous de la moyenne suisse qui est de 3'163 (3'043) habitants. La population de la commune valaisanne moyenne représente le 71.0% (71.7%) de la population de la commune suisse moyenne. L'écart s'est maintenu.

Corripo dans le canton du Tessin reste la plus petite commune avec ses 12 (12) habitants, alors que la ville de Zürich confirme sa suprématie et dénombre 376'990 (371633) habitants.

2.4 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz

Die Walliser Bevölkerung macht 4.0% (4.0%) der Gesamtbevölkerung der Schweiz aus. Mit einem Bevölkerungsdurchschnitt von 2'248 (2'182) Einwohner pro Gemeinde liegt unser Kanton unter dem Schweizer Durchschnitt von 3'163 (3'043) Einwohnern. Dies entspricht 71.0% (71.7%) im Vergleich zum Schweizer Durchschnitt. Dieses Verhältnis hat sich kaum verändert.

Corripo im Kanton Tessin mit 12 (12) Einwohner bleibt die kleinste Gemeinde, während die Stadt Zürich mit 376'990 (371'633) Einwohner ihre Vormachtstellung bestätigt.

Canton/Kanton	Au 01.01/Per 01.01																	Variation depuis 1990	
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	en unité	en %	
																		Veränderung seit 1990	
																	in Anzahl	in %	
Aargau	232	232	232	232	231	231	231	231	229	229	229	229	220	220	219	216	-16	-6.9%	
Appenzell A.Rh.	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%	
Appenzell I.Rh.	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	0	0.0%	
Basel-Landschaft	73	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	13	17.8%	
Basel-Stadt	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	0	0.0%	
Bern	412	401	400	400	400	400	398	398	398	396	395	392	388	387	386	384	-28	-6.8%	
Fribourg	259	253	242	226	223	202	182	176	168	168	168	168	168	168	165	164	-95	-36.7%	
Genève	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	0	0.0%	
Glarus	29	29	29	29	29	27	27	27	27	25	25	25	25	3	3	3	-26	-89.7%	
Graubünden	213	213	212	212	209	208	208	208	207	206	203	190	180	180	178	160	-53	-24.9%	
Jura	82	82	83	83	83	83	83	83	83	83	83	64	64	64	64	57	-25	-30.5%	
Luzern	107	107	107	107	107	107	107	103	97	96	96	88	87	87	87	83	-24	-22.4%	
Neuchâtel	62	62	62	62	62	62	62	62	62	62	62	53	53	53	53	37	-25	-40.3%	
Nidwalden	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%	
Obwalden	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	0	0.0%	
St Gallen	90	90	90	90	90	90	90	89	89	88	88	86	85	85	85	77	-13	-14.4%	
Schaffhausen	34	34	34	34	34	34	33	32	32	32	32	27	27	27	26	26	-8	-23.5%	
Schwyz	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	0	0.0%	
Solothurn	130	126	126	126	126	126	126	126	125	125	125	125	122	122	121	119	-11	-8.5%	
Thurgau	179	143	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	-99	-55.3%	
Tessin	247	245	245	245	238	238	238	204	199	190	190	181	157	157	143	131	-116	-47.0%	
Uri	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%	
Valais	163	163	163	160	160	160	158	153	153	153	153	143	143	141	141	135	-28	-17.2%	
Vaud	385	385	384	384	383	382	382	381	381	378	376	375	346	333	325	325	-60	-15.6%	
Zug	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%	
Zürich	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	170	-1	-0.6%	
Suisse/Schweiz	3'021	2'975	2'899	2'880	2'865	2'842	2'815	2'763	2'740	2'721	2'715	2'636	2'584	2'530	2'495	2'406	-615	-20.4%	
Baisse annuelle/Rückgang pro Jahr			-76	-19	-15	-23	-27	-52	-23	-19	-6	-79	-52	-54	-35	-89			

Entre 1990 et 2013, le nombre de communes politiques est passé de 3'021 à 2'406. Le rythme est certainement influé par la durée des périodes législatives (de 2 à 5 ans selon les cantons) et les dates desdites périodes qui, démocratie oblige, sont échelonnées chaque année, en boucle continue, entre 2011 et 2016. Nous notons au passage que les dates d'entrée en fonction des Exécutifs et Législatifs communaux sont également réparties sur l'année, en janvier pour certains, en mai, juin, juillet ou encore septembre pour d'autres.

De très nombreux projets de fusions ont abouti jusqu'à ce jour selon le répertoire officiel des communes de Suisse publié par l'OFS (version du 11.12.2012). Par contre, ils ne rentreront en vigueur que ces prochaines années et ce pour les raisons évoquées ci-dessus. 89 communes disparaîtront en 2013 avec en tête du nombre de fusion les Grisons, elles seront 13 en 2014, dont 9 dans le canton de Soleure.

En parallèle à ces fusions déjà décidées, nous recensons 43 projets en cours qui touchent 206 communes dans 10 cantons. Le canton de Vaud (55 communes touchées) se retrouve en tête de liste, suivi du Tessin (42) et des Grisons (41). Le nombre de communes pourrait ainsi être diminué de 163.

Petit tour d'horizon de la presse 2012 pour les cantons suisses.

Appenzell Rhodes Extérieures - En date du 13 septembre 2010, le Grand Conseil a déclaré comme important le postulat de l'ex-député Roger Sträuli, Rehetobel, et consorts, par lequel mandat a été donné au Conseil d'Etat d'analyser des structures actuelles des communes d'Appenzell Rhodes Extérieures.

Zwischen 1990 und 2013 ist die Anzahl der politischen Gemeinden von 3'021 auf 2'406 zurückgegangen. In den Jahren zwischen 2011 und 2016 wird der Rhythmus einerseits durch die Dauer der Legislaturperiode (2 bis 5 Jahre laut Kantone) und andererseits durch das In-Kraft-Treten innerhalb dieser Perioden beeinflusst (ein Resultat der Demokratie). Zudem ist zu erwähnen, dass das Amtsantrittsdatum der kommunalen Exekutiven und Legislativen ebenfalls übers Jahr verteilt ist, d.h. bei einigen ist es im Januar, bei anderen im Mai, im Juni, im Juli oder noch im September.

Laut dem offiziellen vom BfS veröffentlichten Register der Schweizer Gemeinden ist bis heute (Stand 11.12.2012) eine grosse Anzahl Fusionsprojekte zustande gekommen. Aus den vorerwähnten Gründen werden diese in den nächsten Jahren in Kraft treten. Mit Graubünden an der Spitze wird aufgrund von Fusionen im 2013 die Anzahl der Gemeinden um 89 zurückgehen. 13 Gemeinden werden es im 2014 sein, wovon 9 im Kanton Solothurn.

Neben diesen bereits beschlossenen Fusionen sind in 10 Kantonen 43 Projekte mit 206 Gemeinden am Laufen. An der Spitze dieser Liste ist der Kanton Waadt (55 Gemeinden), gefolgt von den Kantonen Tessin (42) und Graubünden (41). Die Anzahl Gemeinden könnte sich somit um 163 vermindern.

Ein kleiner Überblick aus der Presse 2012 über die Schweizer Kantone.

Appenzell Ausserrhoden - Der Kantonsrat hat am 13. September 2010 ein vom damaligen Kantonsrat Roger Sträuli, Rehetobel, und von Mitunterzeichnenden eingereichtes Postulat für erheblich erklärt, mit welchem der Regierungsrat beauftragt wurde, die heutigen Gemeindestrukturen von Appenzell Ausserrhoden zu analysieren.

Le Conseil d'Etat a par la suite approuvé l'adjudication au centre de compétence de Management Public (KPM) de l'université de Berne d'un mandat pour l'établissement d'un rapport d'analyse.

L'atelier du 1^{er} juillet 2011 a marqué le début officiel du projet. Les présidents et les secrétaires des communes ont été invités à cette manifestation de même que le bureau élargi du Grand Conseil, les postulants, les membres du Conseil d'Etat ainsi que quelques personnes de l'administration cantonale plus particulièrement touchées par le thème.

Le rapport de KPM a été transmis dans le courant du 1^{er} trimestre 2012 et présenté le 1^{er} juin 2012 aux communes, membres du Conseil d'Etat, à l'administration cantonale et aux médias.

Bâle-Ville et Bâle-Campagne devraient fusionner. C'est ce que demande l'initiative „un Bâle“ lancée le vendredi 3.8.2012. Cette initiative est soutenue par un large comité de représentants des milieux de l'économie et des politiciens de gauche jusqu'aux partis bourgeois.

Berne - Le corps électoral bernois a adopté l'article constitutionnel sur l'optimisation des fusions de communes par 166 633 voix contre 102 301, ainsi que la modification en ce sens de la loi sur les communes par 162 912 voix contre 102 604. Le Conseil exécutif se félicite de l'issue favorable de cette votation. Il est convaincu que ces modifications créent des conditions propices à des communes saines, garantes d'un canton performant.

Bien que ce «oui» assouplisse légèrement la garantie d'existence des communes, le conseiller d'Etat Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, estime que les fusions volontaires de communes resteront majoritaires.

Il n'en reste pas moins qu'à compter du 1^{er} janvier prochain, le Grand Conseil pourra ordonner une fusion contre la volonté des communes concernées s'il en va de l'intérêt des communes, de la région ou du canton. En outre, le Conseil exécutif aura désormais la possibilité de réduire les sommes versées au titre de la péréquation financière aux communes qui s'opposent à une fusion.

Fribourg au futur, un canton à 37 communes?

La loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) confère une responsabilité importante aux préfets. Chargés d'élaborer un projet de plan de fusions jusqu'à la fin du mois de juin 2012, ils ont présenté le 5 juillet à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) le résultat de leur travail. Avec l'ambition de préparer les condi-

Der Regierungsrat hat in der Folge der Erteilung eines Analyse- und Berichtsauftrags an das Kompetenzzentrum für Public Management (KPM) der Universität Bern zugestimmt.

Am 1. Juli 2011 fand ein Startworkshop statt. Mit diesem Anlass wurde das Projekt offiziell gestartet. Eingeladen wurden die Gemeindepräsidien und Gemeindegeschreibenden, das erweiterte Büro des Kantonsrates, der Postulant, die Mitglieder des Regierungsrates und einige vom Thema speziell betroffene Personen der kantonalen Verwaltung.

Der Bericht des KPM wurde im 1. Quartal 2012 eingereicht und am 1. Juni 2012 den Gemeinden, Mitgliedern des Kantonsrates und der kantonalen Verwaltung sowie den Medien vorgestellt.

Basel-Stadt und Baselland sollen fusionieren. Das verlangt die am Freitag der 3.8.2012 lancierte Initiative „ein Basel“, die von einem breit gefächerten Komitee aus Wirtschaftsvertretern und Politikern von links bis bürgerlich unterstützt wird.

Bern - Das Bernische Stimmvolk hat den Verfassungsartikel zur Optimierung von Gemeindegemeinschaften mit 166'633 Ja zu 102'301 Nein und die entsprechende Änderung des Gemeindegesetzes mit 162'912 Ja zu 102'604 Nein angenommen. Der Regierungsrat hat mit Befriedigung vom positiven Ergebnis dieser Abstimmung Kenntnis genommen. Er ist überzeugt, dass damit gute Voraussetzungen für gesunde Gemeinden und somit für einen leistungsstarken Kanton geschaffen worden sind.

Für Regierungsrat Christoph Neuhaus, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektor, stellt fest, dass freiwillige Gemeindegemeinschaften auch mit dem Ja zur moderaten Lockerung der Bestandesgarantie der Gemeinden im Vordergrund stehen werden.

Ab dem 1. Januar 2013 kann der Grosse Rat einen Gemeindegemeinschaften jedoch gegebenenfalls auch gegen den Willen der beteiligten Gemeinden anordnen, wenn es kommunale, regionale oder kantonale Interessen erfordern. Zudem wird der Regierungsrat neu die Möglichkeit erhalten, Leistungen aus dem Finanzausgleich gegenüber fusionsunwilligen Gemeinden zu kürzen.

Freiburg inskünftig ein Kanton mit 37 Gemeinden?

Das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindegemeinschaften (GZG) überträgt den Oberamt Männern eine wichtige Aufgabe: Bis Ende Juni 2012 hatten sie einen Entwurf eines Fusionsplans auszuarbeiten. Diesen haben sie nun am 5. Juli der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) vorgestellt. Mit dem Anspruch, die Rahmenbedingungen vorzubereiten, welche es den Gemeinden

tions qui permettront aux communes d'affronter les défis qui les attendent dans les prochaines années, les préfets ont redessiné les cartes de leur district. Selon les variantes, le canton de Fribourg pourrait voir ainsi, durant les prochaines législatures, ses communes passer de 165 à 37.

Les sept préfets fribourgeois avaient six mois, à compter de l'entrée en vigueur de la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC), pour présenter à la DIAF un rapport contenant le résultat des évaluations réalisées, leurs conclusions et leur projet de plan de fusions.

L'originalité de cette loi du 9 décembre 2010, qui s'inscrit dans le prolongement d'une précédente campagne de fusions communales - 1999/2006 - réside dans le fait que, pour la première fois, un plan de fusions englobait l'ensemble des communes d'un district. Ce plan de fusions s'appuie sur une vision globale de l'avenir des communes. Il était attendu des préfets qu'ils fassent preuve d'anticipation afin de préparer les conditions qui permettront aux communes d'affronter les défis qui les attendent d'ici une vingtaine d'années.

Les préfets se sont attelés à une véritable radiographie des communes de leur district, appuyant leur réflexion sur des éléments comme la santé de la vie démocratique, les structures de l'administration, les perspectives d'aménagement local, le niveau des infrastructures, les projets de développement, l'offre pour les familles ou les personnes âgées, la vie associative... Une analyse approfondie des collaborations intercommunales existantes, des forces comme des faiblesses - actuelles et futures - des communes a débouché sur une évaluation personnalisée de chaque commune.

Sur cette base ont été établis de nouveaux périmètres communaux, avec l'objectif que ces futures communes fusionnées disposent des compétences nécessaires afin de répondre aux exigences fixées par la Constitution. Ce projet a été élaboré en collaboration avec les communes, lesquelles ont été consultées au travers de visites de communes, de séances d'information, d'entretiens bilatéraux ou de questionnaires aux Conseils communaux.

Menée sans tabou, la démarche a conduit les préfets à examiner également les possibilités de fusions interdistricts. En outre, certaines communes peuvent, de manière exceptionnelle, être proposées au sein de deux périmètres. Plusieurs variantes sont ainsi parfois présentées.

Le canton de Fribourg compte actuellement 165 communes. Selon les perspectives envisagées par les préfets, leur nombre pourrait osciller entre 37 et 63 dans les années à venir, même si nombre de ces prévisions ne se réaliseront pas dans le cadre temporel de la présente loi.

ermöglichen, die kommenden Herausforderungen zu meistern, haben die Oberamtmänner die Karten ihre Bezirke neu gezeichnet. Je nach Variante könnte damit die Anzahl Gemeinden des Kantons Freiburg während der nächsten Legislaturperioden von 165 bis auf 37 sinken.

Innert sechs Monaten nach Inkrafttreten des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) hatten die sieben Oberamtmänner der ILFD einen Bericht mit dem Ergebnis ihrer Analysen, ihren Schlussfolgerungen und ihrem Fusionsplan-Entwurf zu unterbreiten.

Das Gesetz vom 9. Dezember 2010 stellt eine Fortsetzung des früheren Förderungsdekrets - 1999/2006 - dar. Die Neuerung besteht darin, dass erstmals ein Fusionsplan sämtliche Gemeinden eines Bezirks umfasst. Dieser Fusionsplan beruht auf einer ganzheitlichen Vision für die Zukunft der Gemeinden. Von den Oberamtmännern wurde erwartet, dass sie vorausschauend die Rahmenbedingungen vorbereiten, welche es den Gemeinden ermöglichen, die Herausforderungen zu meistern, die in den nächsten zwanzig Jahren auf sie zukommen.

Die Oberamtmänner haben die Gemeinden ihres Bezirks gewissermassen durchleuchtet. Dabei haben sie Elemente wie die gelebte Demokratie, die Verwaltungsstrukturen, die Perspektiven für die Ortsplanung, den Zustand der Infrastrukturen, die Ausbau- und Verbesserungsprojekte, die Angebote für Familien oder Betagte oder auch das Vereinsleben berücksichtigt. Für jede Gemeinde wurde eine vertiefte Analyse der Formen interkommunaler Zusammenarbeit sowie der Stärken und Schwächen sowie Chancen und Risiken vorgenommen.

Auf dieser Grundlage wurden Perimeter für neue Gemeinden zusammengestellt mit dem Ziel, dass diese zukünftigen fusionierten Gemeinden über die erforderlichen Kapazitäten verfügen, um den verfassungsmässigen Anforderungen gerecht zu werden. Die Arbeit erfolgte in Zusammenarbeit mit den Gemeinden, welche mittels eines Fragebogens sowie durch Gemeindebesuche, Informationsveranstaltungen und bilaterale Gespräche konsultiert worden waren.

Ohne Scheuklappen haben die Oberamtmänner auch Möglichkeiten für bezirksübergreifende Fusionen geprüft. Für einzelne Gemeinden können ausnahmsweise auch mehrere Zugehörigkeits-Perimeter vorgeschlagen werden, was zu verschiedenen Varianten führt.

Der Kanton Freiburg zählt heute 165 Gemeinden. Gemäss den von den Oberamtmännern unterbreiteten Vorschlägen würde diese Zahl in den kommenden Jahren auf 37 bis 63 sinken, wenn auch etliche dieser Vorschläge noch nicht innerhalb des vom Gesetz vorgesehenen Zeitrahmens umgesetzt werden.

Préfecture de la Sarine (36) de 5 à 18 communes
Préfecture de la Singine (19) de 7 à 8 communes
Préfecture de la Gruyère (26) de 7 à 8 communes
Préfecture du Lac (26) de 5 à 6 communes
Préfecture de la Glâne (19) de 5 à 9 communes
Préfecture de la Broye (30) 5 communes
Préfecture de la Veveyse (9) de 3 à 9 communes

Il convient de préciser que si seuls les projets de fusions déposés avant le 30 juin 2015 pourront bénéficier d'une aide financière, la loi a également été interprétée comme la source d'une dynamique, propre à permettre une réflexion fondamentale, au sein de la population, sur l'avenir des structures communales.

A la lumière des résultats de ces analyses, les préfets estiment utile de poursuivre une réflexion sur le renforcement des structures communales, sur leur capacité à accomplir les tâches que leur confie la Constitution, sur la nécessité de penser une meilleure répartition des tâches et d'efficaces collaborations intercommunales. Ils souhaitent contribuer ainsi à favoriser l'éclosion de structures communales capables de répondre aux défis importants qui les attendent dans les décennies à venir.

Il revient désormais à la DIAF, après consultation des autres Directions, de se déterminer sur ces projets de plans de fusions. Ils seront ensuite présentés aux conseils communaux concernés par le périmètre, lesquels seront appelés à donner leurs appréciations. Ce n'est qu'à ce moment-là que la DIAF soumettra le projet au Conseil d'Etat pour approbation. Viendra finalement le temps de l'information à la population. Les communes demeurent naturellement autonomes quant à une décision de fusion.

Le canton de Lucerne a modifié les bases légales qui règlent les montants des aides aux fusions ainsi que ceux affectés à des collaborations intercommunales. 60% des électeurs ont ainsi accepté la révision de la loi sur la péréquation lors de la votation du 25.11.2012 et par la-même le nouveau système couplé à l'alimentation d'un fonds de 20 millions de francs pour des montants spéciaux.

En Valais, la commission Réforme du 21^e siècle (R21) propose les changements suivants:

Communes municipale et bourgeoiale

- Obligation de légiférer en matière de délégation, de transfert de compétences et de participation à des personnes morales de droit privé et autres entités
- Encouragement des collaborations intercommunales
- Ancrage constitutionnel du principe de fusion des communes
- Possibilité de fusion entre municipalité et bourgeoiale
- Extension des cas de fusions obligatoires

Oberamt des Saanebezirks (36) 5 bis 18 Gemeinden
Oberamt des Sensebezirks (19) 7 bis 8 Gemeinden
Oberamt des Greyerzbezirks (26) 7 bis 8 Gemeinden
Oberamt des Seebezirks (26) 5 bis 6 Gemeinden
Oberamt des Glanebezirks (19) 5 bis 9 Gemeinden
Oberamt des Broyebezirks(30) 5 Gemeinden
Oberamt des Vivisbachbezirks (9) 3 bis 9 Gemeinden

Es ist zu präzisieren, dass zwar nur diejenigen Fusionsprojekte in den Genuss einer Finanzhilfe kommen werden, die bis zum 30. Juni 2015 eingereicht werden, dass aber das Gesetz auch als Motor zu verstehen ist, der grundsätzliche Überlegungen der Bevölkerung zur Zukunft der Gemeindefstrukturen auslösen soll.

Angesichts der Ergebnisse ihrer Analysen wollen die Oberamtmänner die Überlegungen zur Stärkung der Gemeindefstrukturen, zu den Möglichkeiten der Gemeinden, die ihnen von der Verfassung übertragenen Aufgaben zu erfüllen, sowie zu einer besseren Aufgabenteilung und zu mehr Effizienz in der interkommunalen Zusammenarbeit weiterführen. Sie wollen damit einen Beitrag leisten zu Gemeindefstrukturen, welche den grossen Herausforderungen der kommenden Jahrzehnte gerecht werden.

Nun wird die ILFD nach der Konsultation der andern Direktionen des Staatsrats zu diesen Fusionsplan Entwürfen Stellung zu nehmen haben. Darauf werden sie den Gemeinderäten präsentiert werden, welche ihrerseits zur Stellungnahme aufgefordert werden. Erst danach wird die ILFD den Entwurf dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreiten. Schliesslich wird der Plan noch der Bevölkerung vorgestellt werden. Nach wie vor entscheiden aber die Gemeinden autonom über eine allfällige Fusion.

Im Kanton Luzern sind die gesetzlichen Grundlagen für Fusionsbeiträge und Beiträge an die verbindliche Gemeindefzusammenarbeit neu geregelt. In der Volksabstimmung über die entsprechende Revision des Finanzausgleichsgesetzes vom 25.11.2012 haben über 60% der Stimmberechtigten dem neuen System und gekoppelt daran einer Speisung des Fonds für besondere Beiträge mit 20 Millionen Franken zugestimmt.

Im Wallis, die Kommission, die sich R21 nennt (Reform des 21. Jahrhunderts) schlägt Folgendes vor:

Einwohner- und Bürgergemeinden

- Verpflichtung, in Sachen Delegation, Kompetenzübertragung und Beteiligung an privatrechtlichen juristischen Personen und anderen Gebilden zu legitimieren
- Förderung der interkommunalen Zusammenarbeit
- Verankerung des Fusionsprinzips in der Verfassung
- Möglichkeit einer Fusion von Einwohner- und Bürgergemeinde

- Droit de référendum facultatif contre les décisions de l'assemblée des citoyens (assemblée primaire et assemblée bourgeoiale)
- Généralisation du droit d'initiative
- Durée des mandats allongée de 4 à 5 ans

Commune municipale

- Institution de la conférence des Présidents de l'arrondissement
- Présomption du Conseil général dans les communes de plus 5'000 habitants
- Obligation de fournir un standard minimum de prestations
- Concentration du nombre (5 à 9 au lieu de 3 à 15) des membres du Conseil municipal
- Impossibilité pour le Conseil municipal de remplir la fonction de Conseil bourgeoial

Commune bourgeoiale

- Obligation à l'assemblée bourgeoiale d'élire un conseil bourgeoial séparé du conseil municipal
- Concentration du nombre (3 à 7 au lieu de 3 à 9) de membres du Conseil bourgeoial

District / région

- Suppression du district comme entité territoriale
- Suppression des fonctions de Préfet et sous-préfet
- Suppression du Conseil de district

Les fusions «records» en Suisse:

Habitants: 73'000 – Lucerne et Littau
 Nombre de communes: 15 - Val de Ruz
 Superficie: 430 Km² – Glaris Süd

Les plus récents échecs (2012) de fusion:
 Berne – Plateau de Diesse – 4 communes
 Lucerne – Grand Lucerne – 5 communes

- Ausweitung der Fälle obligatorischer Fusionen
- Fakultatives Referendum gegen die Entscheide der Bürgerversammlung (Ur- und Bürgerversammlung)
- Verallgemeinerung des Initiativrechts
- Verlängerte Amtsdauer von 4 auf 5 Jahre

Einwohnergemeinde

- Einführung der Präsidentenkonferenz der Wahlkreise
- Vermutung für den Generalrat in Gemeinden mit mehr als 5'000 Einwohnern
- Verpflichtung zum Erbringen eines minimalen Leistungsstandards
- Reduktion des zahlenmässigen Rahmens der Anzahl Mitglieder des Gemeinderates (5 bis 9 statt 3 bis 15)
- Gemeinderat wird nicht mehr die Funktion des Burgerrates ausüben können

Burgergemeinde

- Verpflichtung zur Wahl eines gesonderten Burgerrates
- Reduktion des zahlenmässigen Rahmens der Anzahl Mitglieder des Burgerrates (3 bis 7 statt 3 bis 9)

Bezirk / Region

- Abschaffung des Bezirks als räumliche Einheit
- Abschaffung des Präfektenamtes
- Abschaffung des Bezirksrates

„Rekorde“ bei Fusionen in der Schweiz:

Einwohner: 73'000 – Luzern und Littau
 Anzahl Gemeinden: 15 - Val de Ruz
 Fläche: 430 km² – Glarus Süd

Die jüngsten (2012) abgelehnten Fusionen:
 Bern – Tessenberg Plateau – 4 Gemeinden
 Luzern – Gross Luzern – 5 Gemeinden

Dans le canton du Valais, la capitale Sion est 1'617 fois plus grande que la commune de Martisberg. Glaris enregistre l'amplitude la plus faible entre la plus grande collectivité et la plus petite, 2 fois. Tessin fait état de l'amplitude la plus forte avec 4'596 fois. Les disparités, indépendamment du nombre de communes, ne touchent ainsi pas de la même manière les cantons.

Im Kanton Wallis ist die Hauptstadt Sitten 1'617-mal so gross wie die Gemeinde Martisberg. Die geringste Spanne zwischen der grössten und der kleinsten Gemeinde verzeichnet Glarus (2-mal); die grösste der Kanton Tessin (4'596-mal). Unabhängig von der Anzahl der Gemeinden berühren so die Verschiedenartigkeiten die Kantone nicht auf dieselbe Art und Weise.

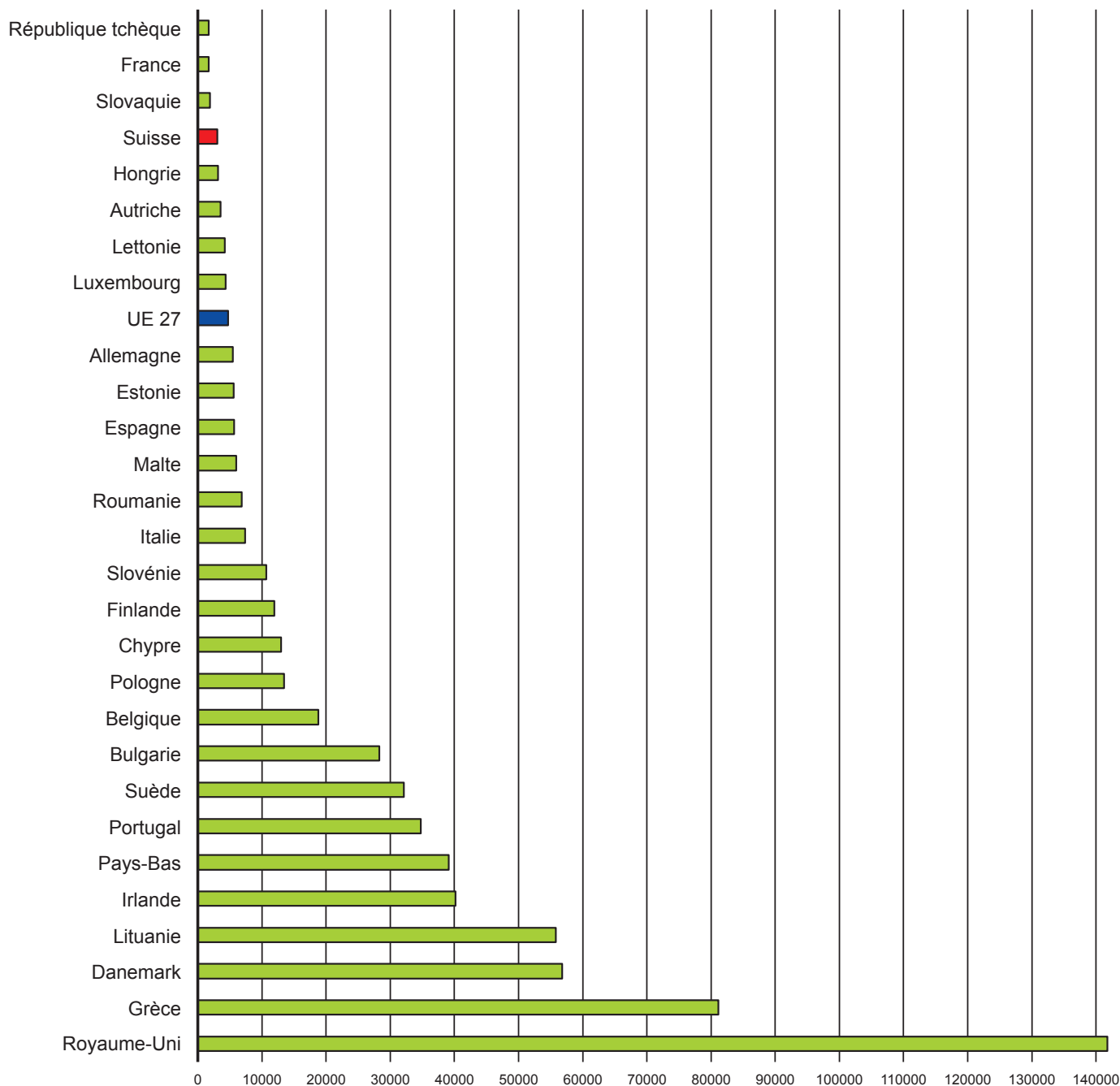
Canton au 31.12.2011	la plus petite	Commune la médiane	la plus grande
Aargau	131	1'601	19'986
Appenzell A.Rh.	508	1'713	15'174
Appenzell I.Rh.	1'135	2'011	5'734
Basel-Landschaft	150	1'264	19'716
Basel-Stadt	1'140	20'599	164'516
Bern	37	970	125'681
Fribourg	64	1'004	35'680
Genève	478	2'664	188'234
Glarus	9'938	12'291	16'988
Graubünden	29	400	33'984
Jura	71	552	11'676
Luzern	304	2'207	78'093
Neuchâtel	95	1'196	37'843
Nidwalden	1'263	3'335	8'064
Obwalden	2'092	4'896	9'969
St Gallen	260	3'887	73'505
Schaffhausen	229	835	35'121
Schwyz	88	3'244	15'730
Solothurn	38	1'140	17'076
Thurgau	308	2'086	23'691
Tessin	12	1'019	55'151
Uri	142	774	8'903
Valais	19	968	30'717
Vaud	52	658	129'383
Zug	1'969	8'795	26'901
Zürich	307	3'474	376'990
Kanton per 31.12.2011	die kleinste	Gemeinde der Median	die grösste

Un petit tour d'horizon dans les pays de l'Union européenne nous donne l'image suivante en 2012.

Einen kurzen Blick zu den Ländern der Europäischen Union zeigt das folgende Bild per 2012.

Comparaison de la taille des communes en Europe.

Vergleich der Gemeindegrößen in Europa.



Source: Eurostat pour la population – Vie Publique pour l'organisation territoriale

Quelle: Eurostat betreffend Gesamtbevölkerung – Vie Publique betreffend territorialer Organisation

2.5 Les fusions dans le canton du Valais

L'ordonnance sur les fusions de communes du 8 juin 2005 (RSVS 175.100) a réglé les modalités de la calculation du montant de l'aide à la fusion.

Le fonds spécial d'aides financières aux communes a été initialement alimenté par le budget ordinaire du canton par 3 tranches de Fr. 10 millions entre 2003 et 2005. En 2005, un montant de Fr. 15 millions est transféré au fonds de fusion en application de l'art. 2 de l'ordonnance du 8 juin 2005 sur les fusions des communes qui prévoit la mise à disposition de la moitié des crédits budgétaires. Le 2^e paquet de Fr. 15 millions est affecté à l'assainissement des communes en situation précaire en application des dispositions du décret concernant l'octroi d'aides financières en vue de l'assainissement de communes en situation financière précaire du 4 septembre 2003 (caduc depuis le 26.09.2008).

L'alimentation annuelle a été garantie entre 2006 et 2009 par un montant correspondant au 5% du montant du fonds de péréquation. Le pourcentage est passé à 10% en 2010 et 2011. Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation en 2012, l'alimentation est assurée par le budget ordinaire. Au 31.12.2011, le fonds s'élève à Fr. 5'762'516.60.

Jusqu'au 31.12.2011, un montant de Fr. 17'181'566.10 a ainsi été versé aux 7 projets de fusion qui ont touchés 22 collectivités.

2.5 Fusionen im Kanton Wallis

Die Verordnung über Gemeindefusionen vom 8. Juni 2005 (SRVS 175.100) hat die Modalitäten zur Berechnung des Unterstützungsbeitrags bei Fusionen geregelt.

Der Spezialfonds für die Finanzhilfe an die Gemeinden wurde anfänglich in 3 Tranchen à Fr. 10 Mio. zwischen 2003 und 2005 über das ordentliche Budget des Kantons angeöffnet. In Anwendung von Art. 2 der Verordnung über Gemeindefusionen vom 8. Juni 2005 wurden im 2005 Fr. 15 Mio. in den Fonds für Gemeindefusionen transferiert, welcher diese Mittel als Budgetkredit zur Verfügung stellt. Das zweite Paket von Fr. 15 Mio. wurde entsprechend den Bestimmungen des Dekrets betreffend die Gewährung von Finanzhilfen zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen vom 4. September 2003 (war in Kraft bis 26. September 2008) zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen verwendet.

Mittels eines jährlichen Beitrags, der 5% des Betrags für den Finanzausgleichsfonds entsprach, wurde die Öffnung zwischen 2006 und 2009 sichergestellt. Für 2010 und 2011 wurde der Prozentsatz auf 10% angehoben. Mit Inkrafttreten des neuen Finanzausgleichs im 2012 wird die Öffnung dem ordentlichen Budget belastet. Per 31.12.2011 betrug der Fonds Fr. 5'762'516.60.

Bis 31.12.2011 wurde dadurch ein Betrag von Fr. 17'181'566.10 an 7 Fusionsprojekte mit insgesamt 22 Gemeinden überwiesen.

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Fusion le Fusion am
366 92	Guttet Feschel	Guttet-Feschel 458	01.10.2000
59 52 97	Selkingen Biel Ritzingen	Grafschaft 208	01.10.2000
75 165 315	Goppisberg Greich Ried-Mörel	Riederalp 555	01.11.2003
425 64	Münster Geschinen	Münster-Geschinen 489	01.10.2004
145 405	Reckingen Gluringen	Reckingen-Gluringen 550	01.10.2004
41 395 77 41	Ausserbinn Ernen Mühlebach Steinhaus	Ernen 554	01.10.2004

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Fusion le Fusion am
668 82 445 226 345 438	Ayer Chandolin Grimentz St. Jean St. Luc Vissoie	Anniviers 2'204	01.10.2009
273 207 231	Oberwald Obergesteln Ulrichen	Obergoms 711	01.10.2009
1'336 215	Steg Hohtenn	Steg-Hohtenn 1'551	01.10.2009
1'333 471	Gampel Bratsch	Gampel-Bratsch 1'804	01.10.2009
520 172	Mörel Filet	Mörel-Filet 692	01.10.2009
222 428 146	Mase Nax Vernamiège	Mt-Noble 796	01.10.2011
220 532 8'096	Birgisch Mund Naters	Naters 8'848	01.01.2013
969 162	Turtmann Unterems	Turtmann-Unterems 1'131	01.01.2013
148 4'114	Mex St-Maurice	St-Maurice 4'262	01.01.2013
3'486 293	Leuk Erschmatt	Leuk 3'779	01.01.2013
30'363 982	Sion Salins	Sion 31'345	01.01.2013
420 19	Betten Martisberg	Bettmeralp 439	01.01.2014
656 1'200 719 343 1'390 6'842	Ausserberg Baltschieder Bürchen Eggerberg Visperterminen Visp	Visp	AP/UV 13.02.2011 refusée/abgelehnt

L'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (RSVS) 175.100 abroge l'ordonnance du 8 juin 2005 du même nom. Dorénavant, le calcul de l'aide se fera selon les nouvelles dispositions légales.

Le site internet de la Fondation suisse des armoiries et des drapeaux, "Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen", www.stiftungswf.ch, répertorie pour le canton du Valais 15 fusions (-11 communes) ou scissions (+ 7 communes) entre 1850 et 1972.

Die Verordnung über Gemeindefusionen vom 25. Januar 2012 (RSVS 175.100) setzt die gleichnamige Verordnung vom 8. Juni 2005 ausser Kraft. Künftig errechnet sich der Beitrag nach den neuen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Website der Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen www.stiftungswf.ch führt zwischen 1850 und 1972 beim Kanton Wallis 15 Fusionen (-11 Gemeinden) oder Abspaltungen (+ 7 Gemeinden) auf.

3.1 MCH - Historique

Le manuel de comptabilité publique nous apprend qu'en 1878 et 1892 déjà, la Société suisse de statistique essaya de formuler des exigences minimales en matière d'harmonisation des comptes publics. Au début du 20^e siècle, l'Association des fonctionnaires des finances d'administrations et d'entreprises publiques en partenariat avec l'Union des villes suisses tentèrent d'uniformiser l'interprétation de certains principes budgétaires. Plus près de nous en 1950, une première tentative d'harmonisation de la présentation des états financiers entre les trois échelons représentés par la Confédération, les cantons et les communes a vu le jour. L'échec des tentatives est le dénominateur commun à ces trois projets.

C'est sous l'impulsion dès 1970 de la Conférence des directeurs cantonaux des finances que le MCH a vu le jour dans sa version actuelle en 1981 sous la forme de recommandations aux Cantons, à charge des cantons de faire suivre aux communes.

Dans le canton du Valais, le MCH, qui était recommandé depuis 1981 sous la forme de consignes, est rendu obligatoire par les dispositions légales de 2004 avec une entrée en vigueur avec le budget 2006.

Ainsi, les séries statistiques antérieures à 2004 sont à prendre avec certaines réserves en terme de comparabilité.

3.2 MCH - Objectifs principaux

Les 8 objectifs du MCH:

- présentation intégrée et systématique de toutes les opérations financières de la collectivité publique
- structure de base unifiée du compte administratif
- compréhension pour le citoyen et le parlement
- adaptation pour toutes les collectivités quelle que soit l'importance de leur budget
- garantie d'un autofinancement approprié des dépenses publiques
- développement du mode de penser en fonction des coûts
- élargissement des bases pour la coopération dans l'espace et le temps
- adaptation de la classification à celle de la statistique économique et sociale.

Le MCH sert:

- au contrôle de rationalité
- à l'analyse du coût de la prestation
- à l'analyse de la couverture du coût de la prestation
- à l'analyse des données statistiques du secteur public
- à comparer les coûts de la prestation - benchmark.

3.1 HRM - Vorgeschichte

Im Handbuch des Rechnungswesens der öffentlichen Haushalte erfahren wir, dass bereits 1878 und 1892 die Schweizerische Statistische Gesellschaft versucht hatte, Minimalanforderungen in Sachen Harmonisierung des öffentlichen Rechnungswesens zu formulieren. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts versuchten der Verband der Finanzbeamten öffentlicher Verwaltungen und Unternehmungen in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Städteverband gewisse Rechnungslegungsgrundsätze zu vereinheitlichen. Etwas später im Jahr 1950 folgte ein erster Versuch, die Präsentation der Finanzlage zwischen den drei Ebenen Bund, Kanton und Gemeinden zu harmonisieren. Keines dieser drei Projekte war mit Erfolg gekrönt.

Auf Impuls der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektoren im Jahr 1970 entstand die heutige aus dem Jahr 1981 stammende Version des HRM's, als Empfehlung an die Kantone mit dem Auftrag, diese an die Gemeinden weiterzuleiten.

Im Kanton Wallis galt das HRM seit 1981 als empfohlene Vorgabe. Durch die gesetzlichen Bestimmungen von 2004 wurde es obligatorisch und mit dem Budget 2006 ist es in Kraft getreten.

Vergleiche mit statistischen Werten aus der Zeit vor 2004 müssen aus diesem Grund mit Vorbehalten behandelt werden.

3.2 HRM - Hauptziele

Die 8 Ziele des HRM:

- integrierte und systematische Darstellung aller Finanztransaktionen der Körperschaft
- einheitliche Grundstruktur der Verwaltungsrechnung
- Verständlichkeit für Bürger und Parlament
- Anwendung für alle Körperschaften, unabhängig von deren Haushaltsgrösse
- Sicherstellung einer geeigneten Eigenfinanzierung der öffentlichen Ausgaben
- Entwicklung eines Kostenbewusstseins
- Ausbau der Grundlagen für örtliche und zeitliche Zusammenarbeit
- Angleichung an die statistische Gliederung nach wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Aspekten.

Das HRM dient:

- zur Kontrolle der Wirtschaftlichkeit
- zur Überprüfung der Kosten für Leistungen
- zur Überprüfung der Kostendeckung der Leistungen
- zur Auswertung von statistischen Daten des öffentlichen Sektors
- zum Kostenvergleich für Leistungen - Benchmarking

Il est basé sur 10 principes:

- harmonisation du droit budgétaire cantonal et communal
- définition uniforme de la dépense dans le compte administratif
- subdivision du compte administratif en un compte de fonctionnement et en un compte des investissements
- plan comptable général des comptes publics
- harmonisation des principes de couverture et financements spéciaux
- classification des comptes de fonctionnement et des investissements par services et natures
- stimulation du mode de penser en fonction des coûts par le moyen des imputations internes des charges et des revenus
- consolidation des comptabilités financières propres à certaines exploitations avec le compte administratif
- situation statistique des modes de financement
- classification statistique du compte administratif d'après les tâches.

Die 10 Grundsätze des HRM:

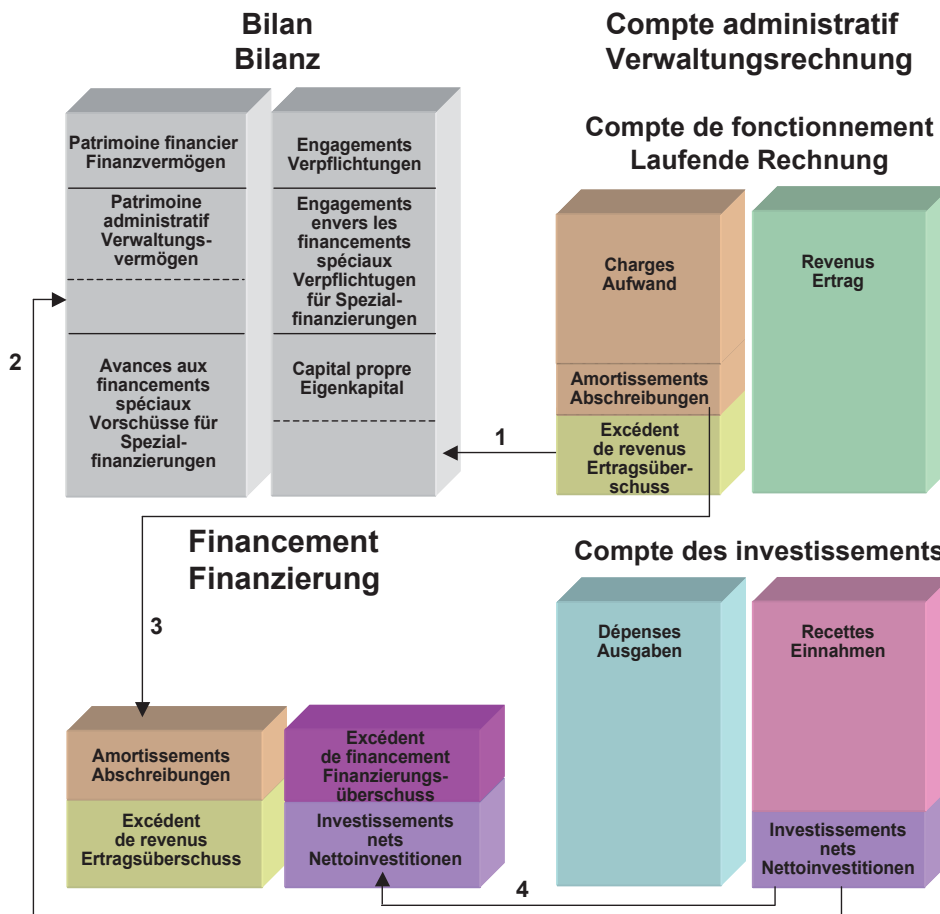
- Harmonisierung des kantonalen und kommunalen Haushaltsrechts
- Einheitlicher Ausgabenbegriff der Verwaltungsrechnung
- Zweiteilung der Verwaltungsrechnung in eine Laufende Rechnung und eine Investitionsrechnung
- Einheitlicher Kontenrahmen der öffentlichen Haushalte
- Harmonisierte Deckungsgrundsätze und Spezialfinanzierungen
- Gliederung der Laufenden und der Investitionsrechnung nach Institutionen und Kontenarten
- Förderung des Kostendenkens durch interne Verrechnungen von Aufwand und Ertrag
- Konsolidierung von betriebspezifischen Finanzbuchhaltungen mit der Verwaltungsrechnung
- Statistischer Finanzierungsausweis
- Statistische Gliederung der Verwaltungsrechnung nach Aufgaben (Funktionale Gliederung)

3.3 MCH - Caractéristiques principales

Le MCH est structuré en un compte administratif décomposé lui-même en un compte de fonctionnement et d'investissement. Schématiquement cela donne:

3.3 HRM - Hauptmerkmale

Das nachfolgende Schema zeigt die HRM-Struktur der Verwaltungsrechnung, gegliedert in die Laufende Rechnung und in die Investitionsrechnung:



- 1) L'excédent de revenus augmente la fortune nette, respectivement l'excédent de charges la diminue.
- 2) Les investissements nets augmentent le patrimoine administratif. Ce dernier est diminué des amortissements.
- 3) Les amortissements et l'excédent de revenus représentent une partie des éléments qui permettent le bouclage du financement, quasiment le 3^e bouclage après ceux des comptes de fonctionnement et des investissements.
- 4) Des amortissements et un excédent de revenus supérieurs au montant des investissements nets dégagent un excédent de financement. A contrario, le résultat se transforme en une insuffisance de financement.

Le MCH retient:

- 10 fonctions ou dicastères ou encore tâches:
 - 0 Administration générale
 - 1 Sécurité publique
 - 2 Enseignement et formation
 - 3 Culture, loisirs et culte
 - 4 Santé
 - 5 Prévoyance sociale
 - 6 Trafic
 - 7 Protection et aménagement de l'environnement
 - 8 Economie publique
 - 9 Finances et impôts.
- une série de natures, pour les charges de fonctionnement:
 - 30 Charges de personnel
 - 31 Biens, services et marchandises
 - 32 Intérêts passifs
 - 33 Amortissements
 - 34 Parts à des contributions sans affectation
 - 35 Dédommagements versés à des collectivités publiques
 - 36 Subventions accordées
 - 37 Subventions redistribuées
 - 38 Attributions aux financements spéciaux
 - 39 Imputations internes
- une série de natures pour les revenus de fonctionnement:
 - 40 Impôts
 - 41 Patentes et concessions
 - 42 Revenus des biens
 - 43 Contributions
 - 44 Parts à des recettes et des contributions sans affectation
 - 45 Restitutions de collectivité publique
 - 46 Subventions
 - 47 Subventions à redistribuer
 - 48 Prélèvements sur les financements spéciaux
 - 49 Imputations internes

- 1) Der Ertragsüberschuss erhöht das Eigenkapital bzw. der Aufwandüberschuss vermindert dieses.
- 2) Die Nettoinvestitionen erhöhen das Verwaltungsvermögen, während die Abschreibungen dieses vermindern.
- 3) Die Abschreibungen bilden zusammen mit dem Ertragsüberschuss einen Teil der Elemente, womit beim Abschluss die Finanzierung ermöglicht wird. Dies ist sozusagen der 3. Abschluss neben jenem der Laufenden Rechnung und der Investitionsrechnung.
- 4) Ergeben die Abschreibungen zusammen mit dem Ertragsüberschuss einen grösseren Wert als die Nettoinvestitionen, resultiert ein Finanzierungsüberschuss. Das Gegenteil führt zu einem Finanzierungsfehlbetrag.

Das HRM beinhaltet:

- 10 Funktionen oder Bereiche oder auch Aufgaben:
 - 0 Verwaltung
 - 1 Öffentliche Sicherheit
 - 2 Bildung
 - 3 Kultur, Freizeit und Kultus
 - 4 Gesundheit
 - 5 Soziale Wohlfahrt
 - 6 Verkehr
 - 7 Umwelt und Raumordnung
 - 8 Volkswirtschaft
 - 9 Finanzen und Steuern
- eine Reihe von Kontoarten der Aufwände der Laufende Rechnung:
 - 30 Personalaufwand
 - 31 Sachaufwand
 - 32 Passivzinsen
 - 33 Abschreibungen
 - 34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 35 Entschädigungen an Gemeinwesen
 - 36 Eigene Beiträge
 - 37 Durchlaufende Beiträge
 - 38 Einlagen in Spezialfinanzierungen
 - 39 Interne Verrechnungen
- eine Reihe von Kontoarten der Erträge der Laufenden Rechnung:
 - 40 Steuern
 - 41 Regalien und Konzessionen
 - 42 Vermögenserträge
 - 43 Entgelte
 - 44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
 - 46 Beiträge für eigene Rechnung
 - 47 Durchlaufende Beiträge
 - 48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
 - 49 Interne Verrechnungen

- une série de natures pour les dépenses d'investissement:
 - 50 Investissements propres
 - 52 Prêts et participations permanentes
 - 56 Subventions accordées
 - 57 Subventions redistribuées
 - 58 Autres dépenses activables
- une série de natures pour les recettes d'investissement:
 - 60 Transfert au patrimoine financier
 - 61 Contributions de tiers
 - 62 Remboursement de prêts et participations permanentes
 - 63 Facturation à des tiers
 - 64 Remboursement de subventions acquises
 - 66 Subventions acquises
 - 67 Subventions à redistribuer
- eine Reihe der Kontoarten der Ausgaben der Investitionsrechnung:
 - 50 Sachgüter
 - 52 Darlehen und Beteiligungen
 - 56 Eigene Beiträge
 - 57 Durchlaufende Beiträge
 - 58 Übrige zu aktivierende Ausgaben
- eine Reihe der Kontoarten der Einnahmen der Investitionsrechnung:
 - 60 Abgang von Sachgütern
 - 61 Nutzungsabgaben und Vorteilsentgelte
 - 62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen
 - 63 Rückerstattungen für Sachgüter
 - 64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
 - 66 Beiträge für eigene Rechnung
 - 67 Durchlaufende Beiträge

La numérotation des comptes doit respecter strictement l'exemple suivant:

Die Konto-Nummerierung muss laut nachfolgendem Beispiel zwingend eingehalten werden:

No du compte	020.	318.	01
classification fonctionnelle (tâches)			
1 ^{er} échelon	Administration	0	
2 ^e échelon	Administration générale	02	
3 ^e échelon	Finances et contributions	020	
classification par natures			
1 ^{er} échelon	Charges		3
2 ^e échelon	Biens, services et marchandises		31
3 ^e échelon	Honoraires et prestations de services		318
subdivision	Fiduciaire XY		01
Kontonummer	020.	318.	01
nach Funktionen gegliedert			
1. Stufe	Verwaltung	0	
2. Stufe	Allgemeine Verwaltung	02	
3. Stufe	Finanz-/Steuerverwaltung	020	
nach Arten gegliedert			
1. Stufe	Aufwand		3
2. Stufe	Sachaufwand		31
3. Stufe	Dienstleistungen und Honorare		318
Unterkonto	Treuhandbüro XY		01

4.1 Résultat annuel

4.1 Jahresergebnis

Présentation du résultat annuel	2005	2007	2009	2011	Präsentation des Jahresergebnisses
Compte de fonctionnement					
					Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables					
					Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'130'873'104	1'366'504'157	1'515'095'563	1'638'265'376	Aufwand
Revenus financiers	fr. 1'466'890'415	1'743'637'117	1'892'047'963	2'073'322'402	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 336'017'311	377'132'960	376'952'399	435'057'026	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables					
					Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 336'017'311	377'132'960	376'952'399	435'057'026	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 177'255'083	189'916'306	201'967'694	224'279'215	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 62'123'916	63'513'857	56'242'125	62'917'339	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 8'545'595	4'830'827	3'529'923	1'353'724	Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 88'092'717	118'871'971	115'212'657	146'506'747	Ertragsüberschuss
Compte des investissements					
					Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 254'261'374	389'092'564	407'237'480	483'317'621	Ausgaben
Recettes	fr. 80'930'809	118'552'502	113'265'029	126'035'282	Einnahmen
Investissements nets	fr. 173'330'565	270'540'062	293'972'451	357'282'339	Nettoinvestitionen
Financement					
					Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 336'017'311	377'132'960	376'952'399	435'057'026	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 173'330'565	270'540'062	293'972'451	357'282'339	Nettoinvestitionen
Excédent de financement	fr. 162'686'747	106'592'899	82'979'948	77'774'687	Finanzierungsüberschuss

Par comparaison aux chiffres des comptes 2010, nous pouvons relever les éléments suivants, chiffres consolidés des comptes des 141 communes valaisannes:

- Les charges financières s'élèvent à Fr. 1'638'265'376.-, en augmentation de Fr. 70'558'766.- ou 4.5%.
- Les revenus financiers atteignent Fr. 2'073'322'402.-, en augmentation de Fr. 140'643'343.- ou 7.3%.
- La marge d'autofinancement s'élève à Fr. 435'057'026.-. Cette marge est supérieure de Fr. 70'084'577 millions ou 19.2% à celle enregistrée dans les comptes 2010.
- L'excédent de revenus de plus de Fr. 146.506 millions est supérieur de Fr. 42.889 millions ou 41,4% au résultat des comptes précédents.
- L'activité d'investissement net de Fr. 357.282 millions est supérieure de Fr. 11.058 millions ou 3.2% à celle de 2010.
- L'excédent de financement de Fr. 77.774 millions est en augmentation de Fr.59.026 millions ou de 314.8% par rapport à 2010.
- Les chiffres de la marge d'autofinancement, de l'excédent de revenus ainsi que de l'investissement net sont des chiffres encore jamais atteints par les communes valaisannes.

Vergleicht man die konsolidierten Werte aller 141 Walliser Gemeinden mit jenen der Rechnung 2010, kann Folgendes festgestellt werden:

- Der Aufwand beläuft sich auf Fr. 1'638'265'376.-, eine Zunahme um Fr. 70'558'766.- oder 4.5%.
- Der Ertrag erreicht Fr. 2'073'322'402.-, eine Zunahme um Fr. 140'643'343.- oder 7.3%.
- Mit Fr. 435'057'026.- fällt die Selbstfinanzierungsmarge um Fr. 70'084'577.- oder 19.2% höher als in der Rechnung 2010 aus.
- Der Ertragsüberschuss von mehr als Fr. 146.506 Mio. liegt um Fr. 42.889 Mio. oder 41.4% über dem Vorjahresergebnis.
- Mit Fr. 357.282 Mio. liegen die Nettoinvestitionen um Fr. 11.058 Mio. oder 3.2% über jene von 2010.
- Im Vergleich zu 2010 steigt der Finanzierungsüberschuss um Fr. 59.026 Mio. oder 314.8% auf 77.774 Mio. an.
- Die Walliser Gemeinden haben sowohl bei der Selbstfinanzierungsmarge wie auch beim Ertragsüberschuss und bei den Nettoinvestitionen Werte erreicht, wie sie es zuvor noch nie hatten.

Le tableau suivant démontre le poids économique des communes par rapport au canton:

Der nachfolgende Vergleich zum Kanton zeigt die wirtschaftliche Bedeutung der Gemeinden auf:

Présentation du résultat annuel	2011	2011	Präsentation des Jahresergebnisses
Compte de fonctionnement	Communes - Gemeinden	Canton - Kanton	Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables			Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'638'265'376	2'783'964'065	Aufwand
Revenus financiers	fr. 2'073'322'402	3'052'654'709	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 435'057'026	268'690'644	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables			Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 435'057'026	268'690'644	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 224'279'215	143'688'051	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 62'917'339	118'074'784	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 1'353'724	0	Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 146'506'747	6'927'809	Ertragsüberschuss
Compte des investissements			Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 483'317'621	532'159'078	Ausgaben
Recettes	fr. 126'035'282	304'144'974	Einnahmen
Investissements nets	fr. 357'282'339	228'014'104	Nettoinvestitionen
Financement			Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 435'057'026	268'690'644	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 357'282'339	228'014'104	Nettoinvestitionen
Excédent de financement	fr. 77'774'687	40'676'540	Finanzierungsüberschuss

4.2 Bilan, fortune et découvert

Question examinée

Quelles sont les communes qui présentaient une fortune, respectivement un découvert, au 31 décembre 2011?

Commentaire

Les différences de certains chiffres par comparaison aux rapports antérieurs trouvent justification dans les arrondis plus précis et un bilan apuré (ex. certaines communes enregistraient une fortune négative dans la nature 29).

4.2 Bilanz, Eigenkapital und Fehlbetrag

Fragestellung

Welche Gemeinden haben per 31. Dezember 2011 in der Bilanz ein Eigenkapital bzw. einen Bilanzfehlbetrag ausgewiesen?

Kommentar

Die Unterschiede einiger Werte im Vergleich zu früheren Berichten erklären sich durch Rundungsgenauigkeiten und durch Bereinigung von Bilanzen (beispielsweise verbuchten einige Gemeinden ein negatives Eigenkapital in der Kontoart 29).

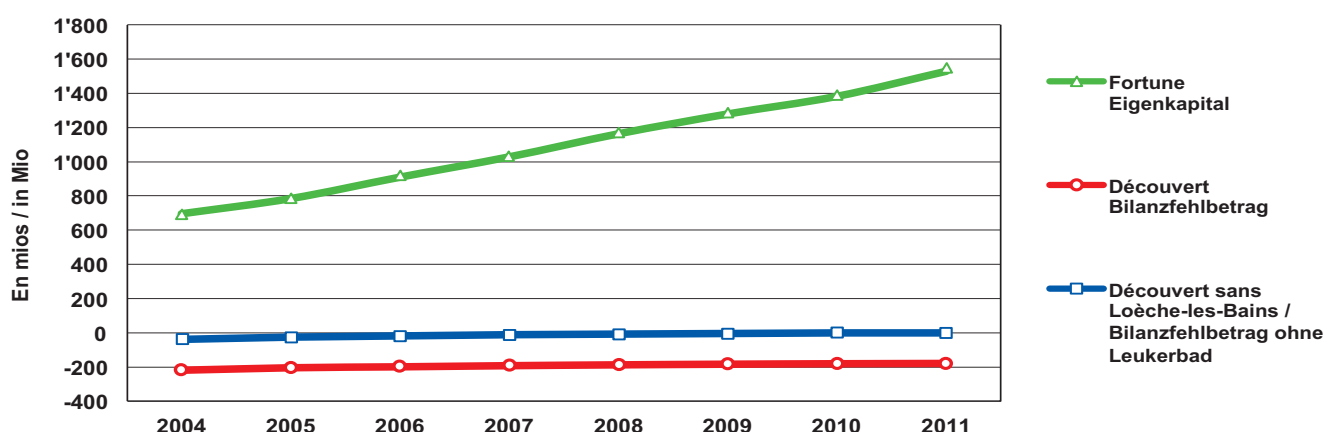
Année	Nbre de communes	Fortune consolidée	Nbre de communes	Découvert consolidé	dont Loèche-les-Bains	Découvert ./ LIB
Jahr	Anzahl Gemeinden	Eigenkapital konsolidiert	Anzahl Gemeinden	Bilanzfehlbetrag konsolidiert	Bilanzfehlbetrag Leukerbad	Bilanzfehlbetrag ohne Leukerbad
2004	134	695.7	24	-220.5	-181.7	-38.8
2005	139	784.9	14	-204.9	-180.6	-24.3
2006	139	910.0	14	-199.5	-180.1	-19.4
2007	141	1'028.6	12	-192.8	-179.7	-13.1
2008	143	1'163.5	10	-187.9	-179.3	-8.6
2009	136	1'279.2	7	-184.2	-179.2	-4.9
2010	138	1'382.4	5	-181.5	-178.8	-2.7
2011	137	1'528.8	4	-179.7	-178.5	-1.2

Graphiquement

Evolution 2004 à 2011

Grafik

Entwicklung 2004 bis 2011



- Les exercices 2004 à 2006 ont permis aux communes valaisannes d'augmenter la fortune de 308.3 millions de francs ou 51.3% tout en résorbant le découvert de 71.3 millions de francs ou 26.3%. Ce résultat a été rendu possible par des recettes extraordinaires liées à des retours de concessions de forces hydrauliques estimés à 50 millions, 44.6 millions de francs de réévaluation d'actifs et 13.5 millions de francs d'aides financières à fonds perdu du canton versées dans le cadre des processus d'assainissement respectivement d'encouragement aux fusions. Pour la différence, les éléments conjoncturels objectifs ajoutés aux effets conjugués du respect de la règle de l'équilibre budgétaire et des plans financiers assortis de mesures d'assainissement concourent à ce résultat. La prise de conscience politique que seules des finances saines garantissent l'avenir contribue également à cette évolution.
- Les exercices 2007 à 2009 renforcent l'évolution positive des deux positions analysées. La fortune augmente de Fr. 369.2 millions ou de 40.6% par rapport à 2006 pour atteindre Fr. 1.279 milliard. Pendant cette même période le montant des découverts au bilan, Loèche-les-Bains non compris, se réduit de Fr. 14.5 millions ou 74.7%. Le fonds d'assainissement a contribué très modestement pour Fr. 2.9 millions à ce résultat. Par contre, le fonds de fusion a alimenté les caisses des 5 nouvelles communes qui ont vu le jour au 1^{er} janvier 2009 à hauteur de Fr. 14.2 millions. Pour mémoire, Anniviers, Gampel-Bratsch, Mörel-Filet, Obergoms et Steg-Hohtenn. Aucune recette extraordinaire n'a été comptabilisée pendant cette période.
- La fortune au terme de l'exercice 2010 se monte à Fr. 1.382 milliard, en progression de Fr. 103.1 millions ou 8.1%. Le découvert au bilan de Loèche-les-Bains se réduit de Fr. 0.43 millions ou 0.2%. alors que les découverts au bilan des 4 autres communes fond de 2.2 millions ou 45.6%. Le fonds de fusion est resté muet en 2010. Par contre 6 communes ont enregistré des revenus extraordinaires liés aux aménagements hydroélectriques du Nant de Drance, soit Fr. 20'611'237.-.
- Les comptes 2011 enregistrent ainsi une fortune de Fr. 1.528 milliard, soit Fr. 146.5 millions de plus que l'année précédente ou + 10.6%. Le découvert au bilan de Loèche-les-Bains se réduit de Fr. 0.30 million ou 0.2%. alors que les découverts au bilan des 4 autres communes fondent de 1.5 million ou 55.9%. Le fonds de fusion est resté muet en 2011. Par contre, des revenus extraordinaires liés aux aménagements hydro-électriques du Nant de Drance à hauteur de plus de Fr. 86 millions ont été versés aux 6 communes concédantes.
- Die Rechnungen 2004 bis 2006 ermöglichten es den Walliser Gemeinden, das Eigenkapital um 308.3 Millionen Franken oder 51.3% zu erhöhen und den Fehlbetrag um 71.3 Millionen bzw. 26.3% abzubauen. Ermöglicht wurde dieses Ergebnis durch ausserordentliche Einnahmen im Zusammenhang mit dem Heimfall von Wasserkraftkonzessionen (auf 50 Mio. geschätzt), durch Aufwertung von Aktiven (44.6 Millionen Franken) sowie durch nicht rückzahlbare finanzielle Unterstützungen des Kantons (13.5 Millionen Franken) im Rahmen von Sanierungen bzw. zur Förderung von Fusionen. Zu diesem Ergebnis beigetragen haben im Weiteren konjunkturelle Elemente, aber auch die Bestimmungen zur Einhaltung des Finanzhaushaltsgleichgewichts sowie die Erstellung von Finanzplänen mit Sanierungsmassnahmen. Ebenso hat das politische Bewusstsein, dass nur gesunde Finanzen Garantie für die Zukunft sind, zu dieser Entwicklung verholfen.
- Die Gemeinderechnungen 2007 bis 2009 unterstreichen die positive Entwicklung der beiden analysierten Posten. Das Eigenkapital steigt um Fr. 369.2 Millionen oder um 40.6% im Vergleich zu 2006 und erreicht 1.279 Mrd. Während dieser Zeitspanne wurde der Bilanzfehlbetrag um 14.5 Millionen oder um 74.7% abgebaut, davon ausgenommen ist Leukerbad. Der Sanierungsfonds hat mit Fr. 2.9 Millionen nur wenig zu diesem Resultat beigetragen. Per 1. Januar 2009 wurden aus dem Fusionsfonds Beiträge in der Höhe von Fr. 14.2 Mio. an 5 neue Gemeinden geleistet. Zur Erinnerung waren dies die Gemeinden Anniviers, Gampel-Bratsch, Mörel-Filet, Obergoms und Steg-Hohtenn. In dieser Periode kam es zu keinen weiteren ausserordentlichen Einnahmen.
- In der Rechnung 2010 steigt das Eigenkapital auf 1.382 Mrd. an, eine Zunahme um Fr. 103.1 Mio. oder 8.1%. Der Bilanzfehlbetrag bei Leukerbad vermindert sich um Fr. 0.43 Mio. oder 0.2% und bei den übrigen 4 Gemeinden um 2.2 Mio. oder 45.6%. Der Fusionsfonds bleibt im 2010 unverändert. Dagegen verzeichnen 6 Gemeinden durch den Heimfall Nant de Drance ausserordentliche Einnahmen in der Höhe von Fr. 20'611'237.-.
- Mit einer Zunahme um Fr. 146.5 Mio. oder 10.6% gegenüber dem Vorjahr erreicht im 2011 das Eigenkapital Fr. 1.528 Mrd. Leukerbad vermindert den Bilanzfehlbetrag um Fr. 0.30 Mio. oder 0.2%, während die übrigen 4 Gemeinden ihren um Fr. 1.5 Mio. oder 55.9% reduzieren. Der Fusionsfonds bleibt im 2011 unangetastet. Dagegen wurde im Zusammenhang mit der Wasserkraftanlage Nant de Drance an die 6 Konzessions-Gemeinden eine ausserordentliche Überweisung in der Höhe von über Fr. 86 Mio. getätigt.

- En 2005, 11 planifications financières assorties de mesures d'assainissement et arrêtées par le Conseil d'Etat étaient actives. L'inspection des finances mandatée pour le suivi de l'amortissement du découvert au bilan constate que les communes ont appliqué les décisions et que les résultats, 8.3 millions de francs, ont permis d'amortir d'une manière plus importante que prévue, 7.2 millions de francs, les découverts. Ainsi 4 communes ont été en mesure d'éponger l'intégralité de leur découvert pour un montant cumulé de 1.3 million de francs.
- 2006, 9 planifications étaient actives. Nous constatons que les communes ont appliqué les décisions, à l'exception d'une, et que globalement les résultats, 3.8 millions de francs, ont permis d'amortir d'une manière plus importante que prévue, 2.1 millions, les découverts.
- En 2007, 10 planifications étaient actives. Ici également à l'exception d'un cas (Fr. 226'000.- au lieu de Fr. 258'000.-), toutes les communes ont plus que respecté la décision du Conseil d'Etat puisque par rapport aux Fr. 3 millions d'amortissements prévus, plus de Fr. 5.5 millions ont été effectués. 1 commune retrouve sa liberté d'action.
- En 2008, 9 planifications étaient actives. 2 communes n'ont pas respecté de peu le plan financier, montant cumulé de Fr. 690'000.- au lieu de Fr. 791'000.-. Globalement Fr. 4.5 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 3.8 millions. 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement.
- En 2009, 7 planifications étaient actives. 1 commune n'a pas respecté de peu le plan financier (Fr. 413'000.- au lieu de Fr. 483'000.-). En considérant le niveau planifié du découvert au bilan, cette même commune a amorti depuis 2006 un montant supérieur de Fr. 243'000.— aux montants prévus. Globalement Fr. 3.6 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 2.3 millions. A nouveau 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement.
- En 2010, 5 planifications étaient actives. Globalement Fr. 2.27 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 1.71 millions. A nouveau 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement. Les comptes 2011 devraient permettre à une commune d'éponger le découvert alors que les deux dernières communes devraient être en mesure de le faire avec les comptes 2013.
- Im Jahr 2005 waren 11 Finanzpläne mit Sanierungsmaßnahmen hinterlegt, die der Staatsrat genehmigt hatte. Das Finanzinspektorat, welches mit der Verfolgung der Abschreibung auf die Bilanzfehlbeträge beauftragt ist, bestätigt, dass die Gemeinden die Beschlüsse eingehalten haben und mit Fr. 8.3 Millionen die Fehlbeträge bedeutend über den vorgeschriebenen Fr. 7.2 Millionen abschreiben konnten. So waren 4 Gemeinden in der Lage, ihren Fehlbetrag von insgesamt 1.3 Millionen Franken vollständig zu tilgen.
- Im Jahr 2006 waren 9 Finanzpläne hinterlegt. Mit einer Ausnahme haben alle Gemeinden die Beschlüsse eingehalten und konnten die Fehlbeträge um insgesamt 3.8 Millionen Franken abschreiben, was bedeutend über den vorgeschriebenen 2.1 Millionen Franken lag.
- Im Jahr 2007 waren 10 Finanzpläne hinterlegt. Mit einer Ausnahme (Fr. 226'000 anstatt Fr. 258'000.-) haben alle Gemeinden den Staatsratsbeschluss mehr als nur eingehalten. Abschreibungen von insgesamt über Fr. 5.5 Millionen konnten getätigt werden; vorgesehen waren Fr. 3 Millionen. Eine Gemeinde konnte wieder ein Eigenkapital ausweisen.
- Im Jahr 2008 waren 9 Finanzpläne hinterlegt. Zwei Gemeinden haben das Ziel des Finanzplans knapp verfehlt; kumulierter Betrag Fr. 690'000 anstatt Fr. 791'000. Insgesamt wurden Fr. 4.5 Millionen für Abschreibungen der Bilanzfehlbeträge eingesetzt. Die Finanzpläne sahen einen Betrag von Fr. 3.8 Millionen vor. Zwei Gemeinden konnten sich aus dem Sanierungsplan befreien.
- Im Jahr 2009 waren 7 Sanierungspläne aktiv. 1 Gemeinde respektierte den Finanzplan knapp nicht (Fr. 413'000.- anstatt Fr. 483'000.-). Dieselbe Gemeinde hat ihren Bilanzfehlbetrag seit 2006 um Fr. 243'000.- höher als vorgesehen abgeschrieben. Insgesamt wurden die Bilanzfehlbeträge um Fr. 3.6 Millionen abgeschrieben, wobei der Plan Fr. 2.3 Millionen vorsah. Weitere 2 Gemeinden konnten sich aus dem Sanierungsplan befreien.
- Im 2010 waren 5 Sanierungspläne aktiv. Die Bilanzfehlbeträge wurden um insgesamt Fr. 2.27 Mio. abgeschrieben; vorgesehen waren Fr. 1.71 Mio. Weitere 2 Gemeinden konnten sich aus den Sanierungsverträgen befreien. Einer Gemeinde dürfte es im 2011 gelingen, den Bilanzfehlbetrag zu eliminieren. Die letzten zwei Gemeinden sollten in der Lage sein, dies im 2013 zu erreichen.

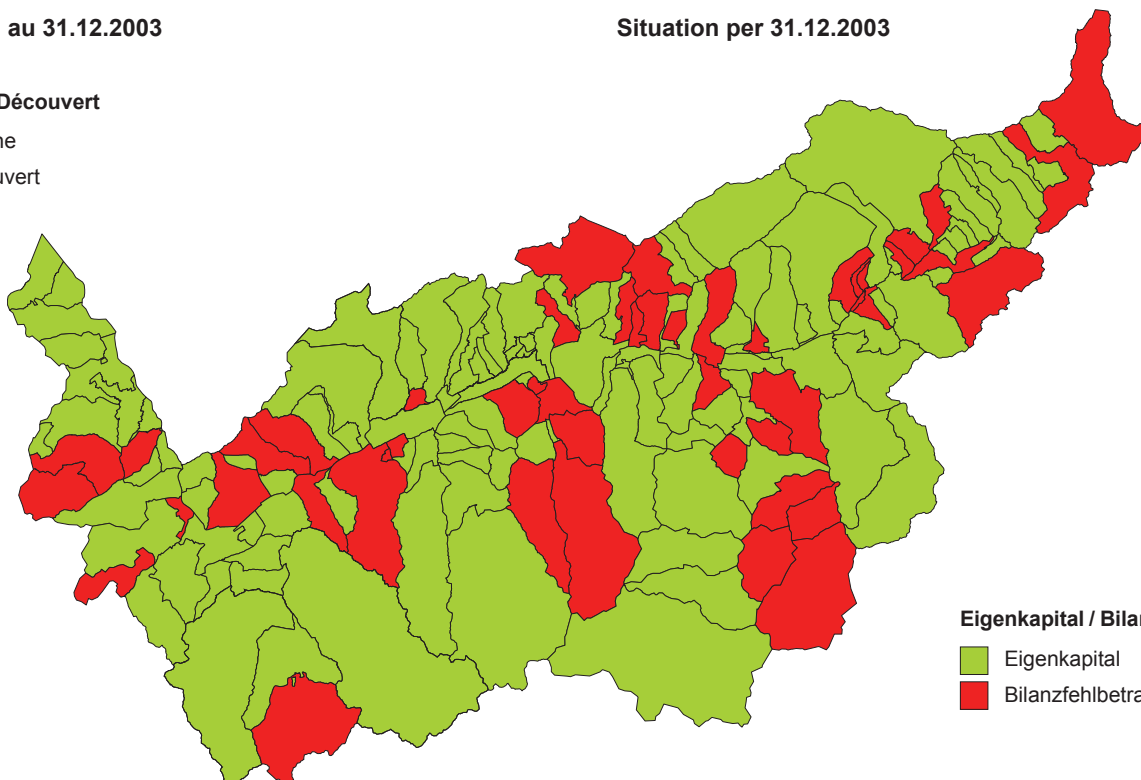
- Au 31.12.2010, 3 communes sont encore suivies. Elles représentent Fr. 2.278 millions de découverts au bilan. La différence de Fr. 0.394 million par rapport à la vue globale est justifiée par un cas d'un nouveau découvert. Le cas de Loèche-les-Bains est traité séparément.
- 2 communes se trouvent au 31.12.2011 toujours sous la contrainte d'un plan financier assorti de mesures d'assainissement. Elles représentent Fr. 0.6 million de découverts au bilan. Les comptes 2012 devraient permettre d'amortir ce solde résiduel. La différence de Fr. 0.573 million par rapport à la vue globale est toujours justifiée par le seul cas d'un découvert généré après 2004.
- La commune qui enregistre un nouveau découvert au bilan respecte dans sa planification l'amortissement dans le délai de 4 ans comme exigé par la loi. De plus, une recette extraordinaire sur l'exercice 2012 lui permettra d'enregistrer à nouveau une fortune nette.
- Per 31.12.2010 verbleiben 3 Gemeinden mit einem Sanierungsvertrag. Der Bilanzfehlbetrag liegt bei Fr. 2.278 Mio. Die Abweichung von Fr. 0.394 Mio. zum Gesamtbetrag ist auf einen neuen Fall mit einem Fehlbetrag zurückzuführen. Leukerbad wird separat behandelt.
- Am 31.12.2011 haben noch 2 Gemeinden einen Finanzplan mit Sanierungsmassnahmen zu befolgen. Ihr Bilanzfehlbetrag beträgt Fr. 0.6 Mio. Die Rechnungen 2012 dürften es möglich machen, diesen Fehlbetrag zu beseitigen. Die Abweichung von Fr. 0.573 Mio. im jeweiligen Gesamtvergleich ist auf den einen Fall zurückzuführen, der nach 2004 einen Fehlbetrag generiert hat.
- Die Gemeinde, welche neu einen Bilanzfehlbetrag aufweist, respektiert die gesetzlichen Bestimmungen, indem sie im Finanzplan dessen Abschreibung in der Frist von 4 Jahren vorsieht. Zudem wird es ihr ein ausserordentlichen Ertrag in der Rechnung 2012 ermöglichen, neu ein Eigenkapital auszuweisen.

Situation au 31.12.2003

Situation per 31.12.2003

Fortune / Découvert

- Fortune
- Découvert



Eigenkapital / Bilanzfehlbetrag

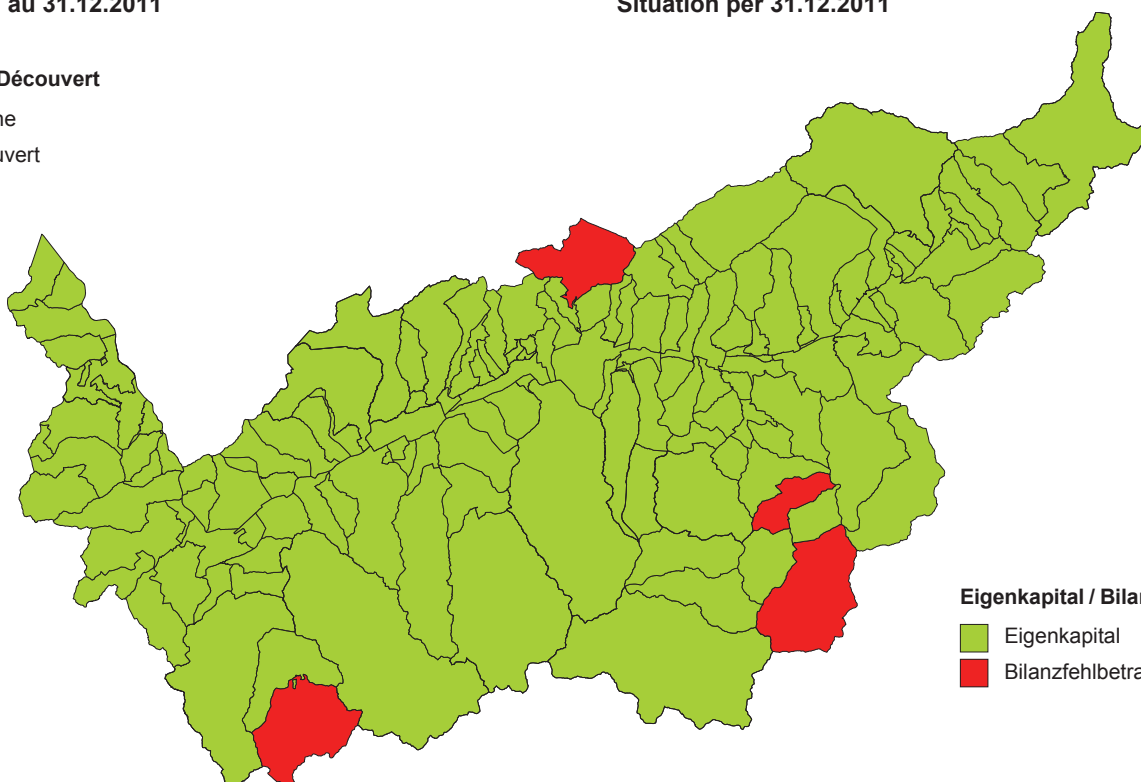
- Eigenkapital
- Bilanzfehlbetrag

Situation au 31.12.2011

Situation per 31.12.2011

Fortune / Découvert

- Fortune
- Découvert



Eigenkapital / Bilanzfehlbetrag

- Eigenkapital
- Bilanzfehlbetrag

4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches – comptes 2011

4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funktionen – Rechnung 2011

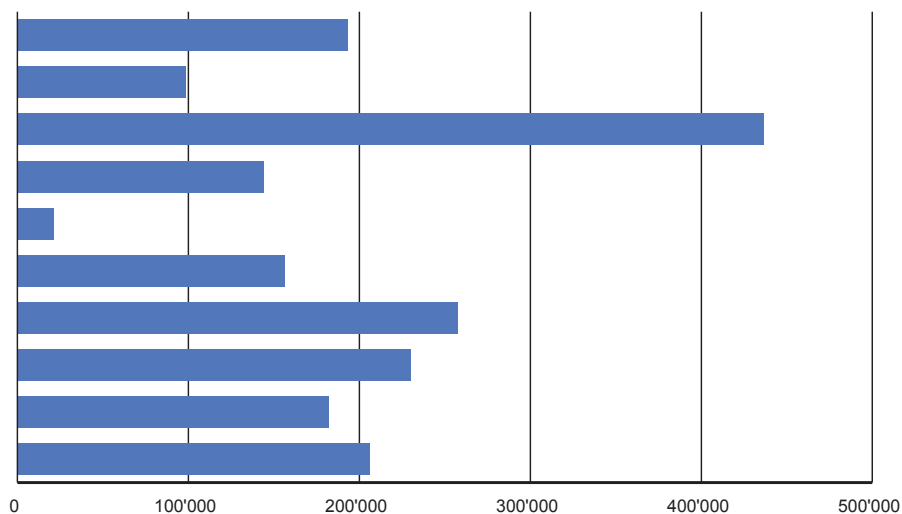
Communes

0	10.0%	193'409'811
1	5.1%	98'674'415
2	22.7%	436'863'514
3	7.5%	144'125'833
4	1.1%	21'180'219
5	8.1%	156'370'603
6	13.4%	257'413'554
7	12.0%	230'442'419
8	9.5%	182'211'910
9	10.7%	206'123'377
Total		1'926'815'654

Gemeinden

En milliers

In Tausend



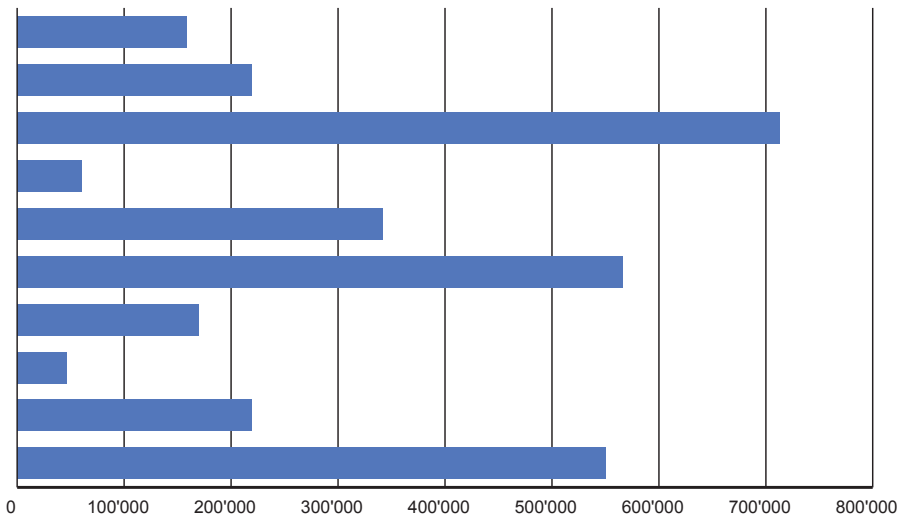
Canton

0	10.0%	193'409'811
1	5.1%	98'674'415
2	22.7%	436'863'514
3	7.5%	144'125'833
4	1.1%	21'180'219
5	8.1%	156'370'603
6	13.4%	257'413'554
7	12.0%	230'442'419
8	9.5%	182'211'910
9	10.7%	206'123'377
Total		1'926'815'654

Kanton

En milliers

In Tausend



- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, yc eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, yc services industriels
- 9 Finances et impôts

- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.4 Charges de fonctionnement selon les natures – comptes 2011

4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2011

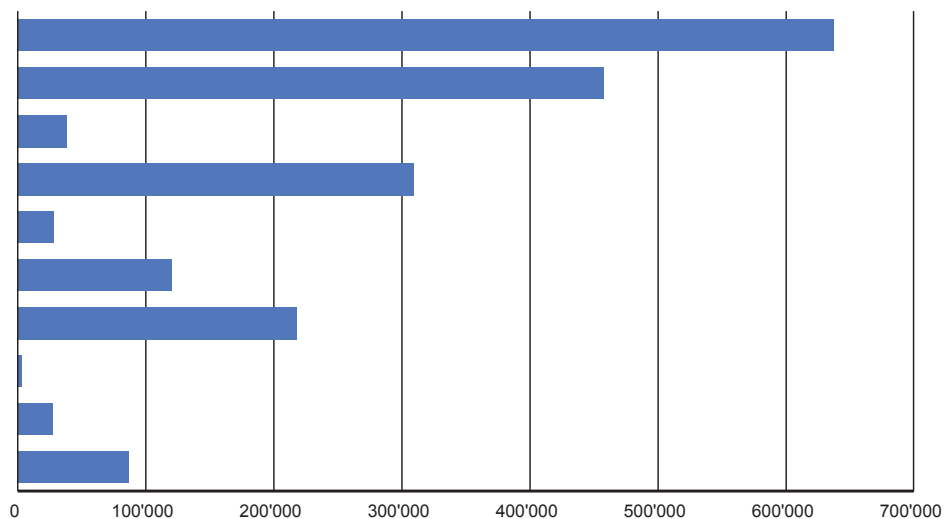
Communes

30	33.1%	637'622'609
31	23.8%	457'657'450
32	2.0%	38'289'747
33	16.0%	309'249'306
34	1.4%	27'913'987
35	6.3%	120'762'218
36	11.3%	218'428'990
37	0.2%	2'913'309
38	1.4%	27'119'345
39	4.5%	86'858'692
Total		1'926'815'654

Gemeinden

En milliers

In Tausend



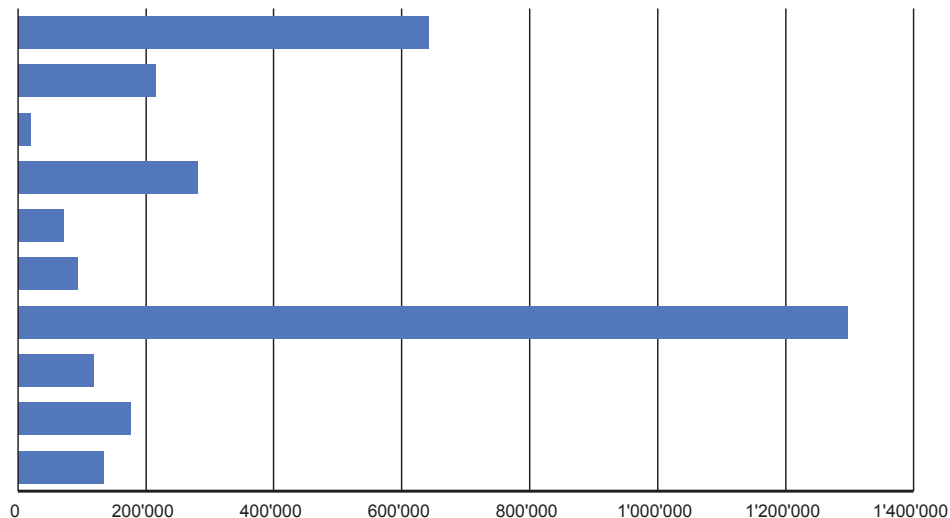
Canton

30	21.1%	641'876'950
31	7.0%	214'671'888
32	0.7%	20'151'959
33	9.2%	280'077'822
34	2.3%	71'031'355
35	3.1%	93'421'477
36	42.6%	1'296'936'171
37	3.9%	117'537'820
38	5.8%	175'681'206
39	4.4%	134'340'252
Total		3'045'726'900

Kanton

En milliers

In Tausend



30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Part à des contributions sans affectation
35	Dédommagements versés à des coll. Publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes

30	Personalaufwand
31	Sachaufwand
32	Passivzinsen
33	Abschreibungen
34	Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
35	Entschädigungen an Gemeinwesen
36	Eigene Beiträge
37	Durchlaufende Beiträge
38	Einlagen in Spezialfinanzierungen
39	Interne Verrechnungen

4.5 Revenus de fonctionnement selon les natures – comptes 2011

4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2011

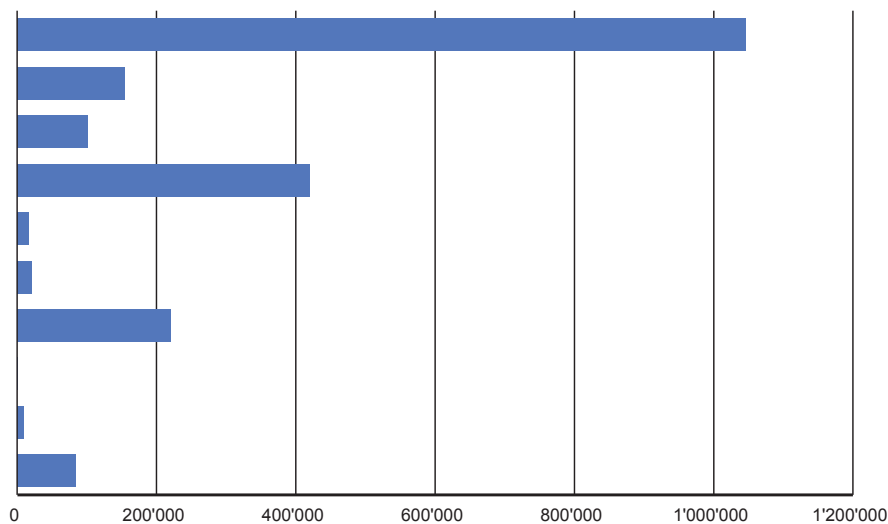
Communes

40	50.5%	1'046'506'836
41	7.4%	153'886'107
42	4.9%	100'852'637
43	20.3%	420'381'791
44	0.8%	16'207'541
45	1.0%	20'926'735
46	10.6%	220'160'095
47	0.1%	1'286'213
48	0.4%	8'662'020
49	4.1%	84'452'426
Total		2'073'322'402

Gemeinden

En milliers

In Tausend



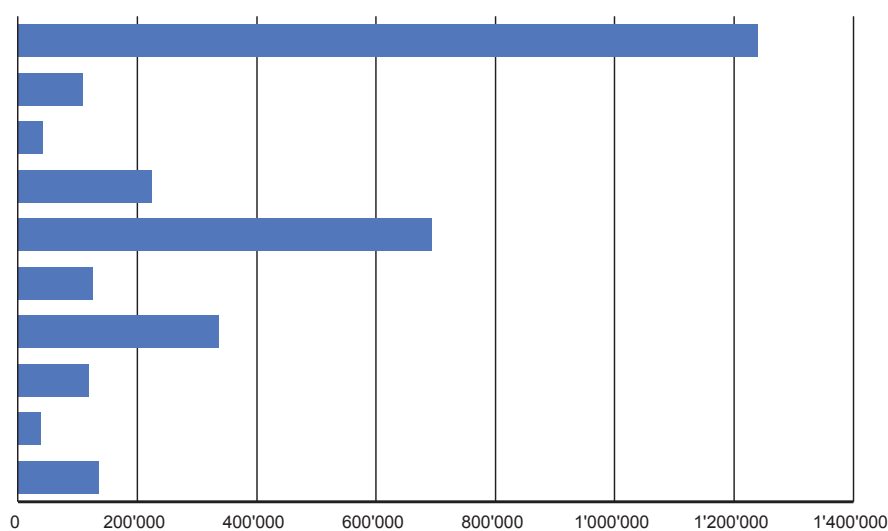
Canton

40	40.6%	1'238'666'699
41	3.5%	107'249'332
42	1.3%	40'257'447
43	7.3%	224'295'641
44	22.7%	692'586'477
45	4.1%	124'541'716
46	11.0%	335'182'427
47	3.9%	117'537'820
48	1.2%	37'996'897
49	4.4%	134'340'252
Total		3'052'654'709

Kanton

En milliers

In Tausend



40	Impôts
41	Patentes et concessions
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes et contributions sans affectation
45	Restitutions de collectivités publiques
46	Subventions
47	Subventions à redistribuer
48	Prélèvements sur les financements spéciaux
49	Imputations internes

40	Steuern
41	Regalien und Konzessionen
42	Vermögenserträge
43	Entgelte
44	Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
45	Rückerstattungen von Gemeinwesen
46	Beiträge für eigene Rechnung
47	Durchlaufende Beiträge
48	Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
49	Interne Verrechnungen

4.6 Investissements selon les tâches – comptes 2011 – communes – dépenses et recettes

4.6 Investitionen nach Funktionen – Rechnung 2011 – Gemeinden – Ausgaben und Einnahmen

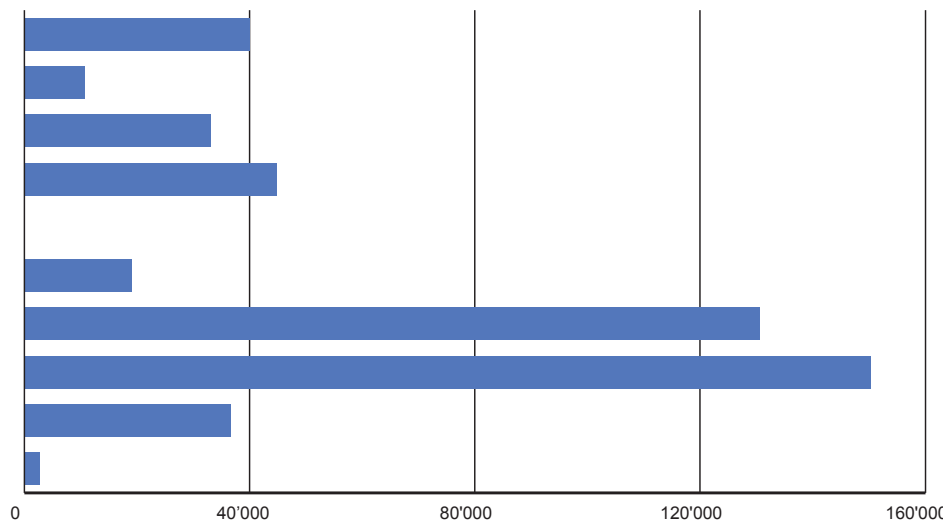
Dépenses

0	8.5%	41'296'448
1	2.6%	12'732'129
2	7.3%	35'057'625
3	9.7%	46'905'758
4	0.1%	266'214
5	4.4%	21'148'149
6	27.3%	131'821'046
7	31.3%	151'491'685
8	7.9%	38'146'993
9	0.9%	4'451'575
Total		483'317'621

Ausgaben

En milliers

In Tausend



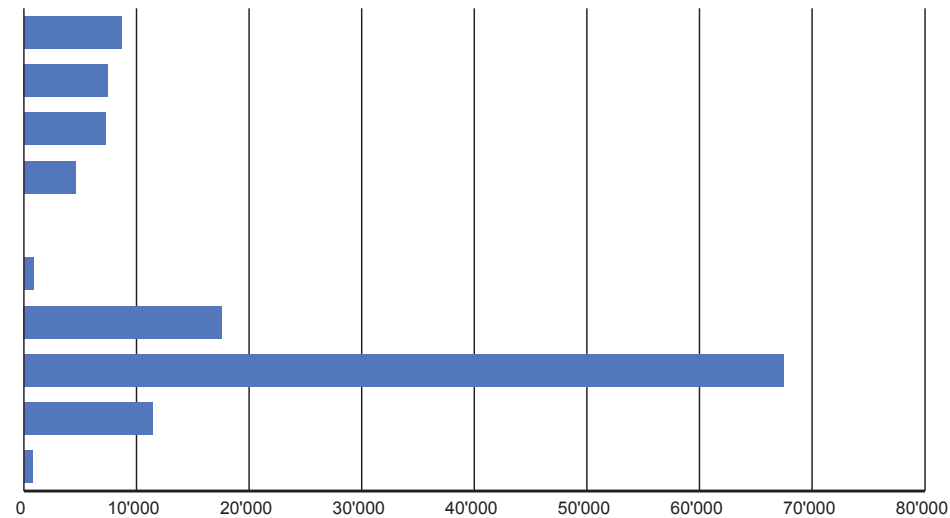
Recettes

0	6.9%	8'697'391
1	5.9%	7'473'806
2	5.7%	7'211'401
3	3.7%	4'611'390
4	0.0%	0
5	0.7%	854'836
6	13.9%	17'580'855
7	53.5%	67'430'937
8	9.1%	11'441'628
9	0.6%	733'038
Total		126'035'282

Einnahmen

En milliers

In Tausend



- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, yc eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, yc services industriels
- 9 Finances et impôts

- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.7 Fiscalité dans les communes

Description (rappel)

En Valais, la charge fiscale communale est difficilement mesurable du fait de l'application concomitante d'un coefficient et d'une indexation sur les barèmes communaux. En effet, la loi fiscale (LF) laisse aux communes une large autonomie en ce qui concerne la correction de la progression à froid (art. 178 al. 5 LF) et la fixation du coefficient communal (art. 178 al. 4 LF). Les communes ont la possibilité de corriger la progression à froid jusqu'à 170% et de fixer le coefficient de 1 à 1.5. Les 141 communes utilisent ainsi 50 combinaisons différentes.

Néanmoins, le coefficient d'impôt appliqué peut être considéré à lui seul comme un indicateur important de la charge fiscale.

Pour mémoire, le canton a indexé rétroactivement au 1^{er} janvier 2008 à 160%.

Question examinée

Quels sont les coefficients d'impôt appliqués par les communes municipales en 2011?

Commentaire

- Population selon statistique ESPOP/STAPOP:

4.7 Besteuerung in den Gemeinden

Ausgangslage (Erinnerung)

Im Wallis ist die Steuerbelastung der Gemeinden schwer messbar, da für die Berechnung ein Koeffizient und eine Indexierung als Grundlage dienen. Tatsächlich überlässt das Steuergesetz (StG) den Gemeinden in Bezug auf die Anpassung der kalten Progression (Art. 178 Abs. 5 StG) und der Festlegung der Gemeindesteuerkoeffizienten (Art. 178 Abs. 4 StG) eine grosse Autonomie. Die Gemeinden haben die Möglichkeit, die kalte Progression bis zu 170% auszugleichen und den Koeffizienten zwischen 1.0 und 1.5 festzulegen. Die 141 Gemeinden wenden derzeit 50 verschiedene Kombinationen an.

Trotzdem kann der angewendete Steuerkoeffizient allein als eine wichtige Kennzahl für die Steuerbelastung angesehen werden.

Zur Erinnerung: Der Kanton hatte rückwirkend auf 1. Januar 2008 die Indexierung auf 160% festgesetzt.

Fragestellung

Welches waren die angewendeten Steuerkoeffizienten der Munizipalgemeinden im Jahre 2011?

Kommentar

- Bevölkerung laut Statistik ESPOP/STATPOP:

Coefficient	Nbre de com. 2011	Nbre de com. 2009	Nbre de com. 2004	Nbre d'hab. 2011	Nbre d'hab. 2009	Nbre d'hab. 2004	Pop. en % 2011	Pop. en % 2009	Pop. en % 2004
1	13	12	9	15'549	13'923	17'542	4.9	4.5	6.1
1.1	17	15	11	90'973	86'502	37'098	28.7	28.1	13
1.15	5	5	3	16'758	12'381	32'735	5.3	4.0	11.3
1.2	39	40	37	99'727	102'339	73'869	31.5	33.3	25.6
1.25	14	15	14	34'633	33'401	47'551	10.9	10.9	16.3
1.3	34	29	34	45'585	39'640	42'072	14.4	12.9	14.7
1.35	4	5	3	3'998	4'969	2'169	1.3	1.6	0.8
1.4	13	18	36	6'817	10'478	28'700	2.2	3.4	10
1.5	2	4	11	2'982	3'759	6'240	0.9	1.2	2.2
	141	143	158	317'022	307'392	287'976	100	100	100
Koeffizient	Anzahl Gemeinden 2011	Anzahl Gemeinden 2009	Anzahl Gemeinden 2004	Anzahl Einwohner 2011	Anzahl Einwohner 2009	Anzahl Einwohner 2004	Bev. in % 2011	Bev. in % 2009	Bev. in % 2004

Commentaires comparatifs de 2004 par rapport à 2011:

- Le coefficient d'impôt moyen passe de 1.2759 à 1.2237
- Le nombre de communes qui applique le coefficient maximum de 1.5 diminue de 11 à 2.
- Le nombre de communes qui applique le coefficient minimum de 1 progresse de 9 à 13.
- En 2004, 74 communes représentant le 72.3% de la population se trouvaient en dessous du coefficient moyen.
- En 2011, 74 communes représentant le 70.3% de la population se trouvent en dessous du coefficient moyen.

En raison de la grande différence existante entre les coefficients communaux, la charge fiscale pour les contribuables peut être de 50% plus élevée d'une commune à l'autre. Si l'on prend en considération l'indexation et le coefficient communal, la charge fiscale peut aller pour les contribuables avec un revenu moyen du simple au double. La notion de taux d'imposition pondéré est parfois utilisée, soit chaque 10% d'indexation représente 0.05 point sur le coefficient. Ainsi, par exemple, avec un coefficient de 1.2 et une indexation de 140%, le taux pondéré est de 1 ((1.2-(4x0.05))). La pression fiscale s'étale ainsi d'un taux pondéré de 0.65 (coefficient 1 et indexation 170%) à 1.50 (coefficient 1.5 et indexation 100%). De plus il n'est pas tenu compte du niveau de générosité de la collectivité en terme d'aides financières en tout genre.

La loi fiscale prévoyait une adaptation automatique de l'indexation, sous réserve d'une dérogation du législatif, dès que l'indice des prix à la consommation progresse de 10 points depuis la dernière indexation. Cette adaptation de 10% devient effective au 1^{er} janvier 2009 avec la possibilité aux communes de procéder, à l'image du canton, à une indexation de 10% rétroactive au 1^{er} janvier 2008.

Le Grand conseil a lors de sa séance du 10.09.2010 décidé de modifier l'art. 178 LF. De fait, l'adaptation devient automatique dès une progression de déjà 3% de l'indice des prix à la consommation, base 1982, c'est-à-dire, dès que l'indice atteindra 163.63 points (159.6 au 1^{er} décembre 2012).

- Le coefficient moyen est le résultat de la moyenne arithmétique simple du total des coefficients sur le nombre de communes. Il n'est pas pondéré par le nombre de contribuables.
- L'indexation moyenne passe de 133.26 à 147.91%.
- Lors de l'indexation automatique précédente en 2001, 74 communes sur 160 avaient adapté l'indexation de 10%.
- 4 communes en 2001 atteignaient le maximum de 160%.
- Lors de la présente indexation, 35 communes sur 153 ont déjà adapté l'indexation avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

Kommentare zum Vergleich von 2004 mit 2011:

- Der durchschnittliche Steuerkoeffizient fällt von 1.2759 auf 1.2237.
- Die Anzahl der Gemeinden mit dem Maximalkoeffizient von 1.5 geht von 11 auf 2 zurück.
- Die Anzahl der Gemeinden mit dem Minimalkoeffizient von 1 steigt von 9 auf 13.
- Im Jahr 2004 waren 74 Gemeinden oder 72.3% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.
- Im Jahr 2011 waren 74 Gemeinden oder 70.3% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.

Aufgrund des grossen Unterschieds beim Koeffizienten in den Gemeinden kann die Steuerbelastung von einer Gemeinde zur anderen 50% höher sein. Zieht man die Indexierung und den Koeffizienten in Betracht, kann sich die Steuerlast für Steuerzahler mit mittlerem Einkommen verdoppeln. Manchmal wird der gewichtete Steuersatz angewendet, d.h. jede Indexierung von 10% macht 0.05 Punkte beim Koeffizienten aus. Das bedeutet, dass zum Beispiel mit einem Koeffizienten von 1.2 und einer Indexierung von 140% der gewichtete Steuersatz auf 1 kommt ((1.2-(4x0.05))). Die Steuerbelastung erstreckt sich so von einem gewichteten Steuersatz von 0.65 (Koeffizient 1 und Indexierung 170%) bis 1.5 (Koeffizient 1.5 und Indexierung 100%). Allerdings wird dabei nicht berücksichtigt, in welcher Grosszügigkeit eine Gemeinde finanzielle Unterstützung jeglicher Art leistet.

Vorbehältlich einer Abweichung durch die Legislative sah das Steuergesetz eine automatische Anpassung der Indexierung vor, sobald der Index der Konsumentenpreise um 10 Punkte seit der letzten Indexierung angestiegen ist. Diese Anpassung von 10% tritt am 1. Januar 2009 in Kraft, wobei die Gemeinden die Möglichkeit haben, wie der Kanton die Indexierung von 10% rückwirkend auf 1. Januar 2008 vorzunehmen.

Der Grosse Rat hat in seiner Sitzung vom 10.09.2010 die Änderung des Art. 178 StG beschlossen. Danach wird bereits ab einer Zunahme von 3% des Indexes der Konsumentenpreise (Basis 1982) eine automatische Anpassung erfolgen, d.h. sobald der Index 163.63 Punkte erreicht (159.6 Punkte Stand 1. Dezember 2012).

- Der durchschnittliche Koeffizient ist der einfache arithmetische Durchschnitt aus dem Total aller Koeffizienten, dividiert durch die Anzahl Gemeinden. Er ist nicht mit der Anzahl der Steuerzahler gewichtet.
- Die durchschnittliche Indexierung steigt von 133.26 auf 147.91%.
- Bei der früheren automatischen Indexierung im 2001 haben 74 von 160 Gemeinden die Indexierung um 10% angepasst.
- 4 Gemeinden erreichten 2001 das Maximum von 160%.
- Bei der jetzigen Indexierung haben 35 von 153 Gemeinden die Anpassung der Indexierung rückwirkend 1. Januar 2008 vorgenommen.

- 21 communes atteignent en 2011 l'indexation maximale de 170% contre 13 en 2010.
- Une adaptation de l'indexation de 10% représente globalement sur les communes une diminution des recettes fiscales de 4.25% au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; en fonction de la structure (domiciliés, permis B, étrangers) et bien entendu des revenus des contribuables ainsi que des coefficients et indexations existantes, les diminutions s'échelonnent individuellement de 2.41 à 5.74% (simulation sur les taxations 2010).

- 21 Gemeinden erreichen 2011 die maximale Indexierung von 170% (im 2010 waren es 13).
- Eine Anpassung der Indexierung um 10% bedeutet für die Gemeinden im Allgemeinen eine Verringerung um 4.25% der Steuereinnahmen bei den natürlichen Personen. Abhängig von der Struktur (Wohnbevölkerung, Ausweis B, Ausländer), vom Einkommen der Steuerzahler, vom Koeffizienten sowie von der geltenden Indexierung fallen die Verminderungen individuell mit 2.41 bis 5.74% aus (Simulation der Steuererhebung von 2010).

Taux pondéré	Nbre de com. 2011	Nbre de com. 2009	Nbre de com. 2004	Nbre d'hab. 2011	Nbre d'hab. 2009	Nbre d'hab. 2004	Pop. en % 2011	Pop. en % 2009	Pop. en % 2004
0.65 - 0.825	25	19	11	100'155	92'979	6'375	31.6	30.2	2.2
0.85 - 0.9	25	22	7	72'631	65'515	35'847	22.9	21.3	12.4
0.925 - 1	29	32	21	72'582	70'887	101'627	22.9	23.1	35.3
1.025 - 1.125	35	36	44	51'553	55'037	83'258	16.3	17.9	28.9
1.15 - 1.2	15	19	35	11'970	11'623	31'326	3.8	3.8	10.9
1.225 - 1.275	9	6	21	5'405	4'331	17'553	1.7	1.4	6.1
1.3 - 1.35	2	7	13	1'340	5'309	8'781	0.4	1.7	3.0
1.375 - 1.425	1	1	4	1'386	1'365	2'550	0.4	0.4	0.9
1.45 - 1.5	0	1	2		346	659	0.0	0.1	0.2
	141	143	158	317'022	307'392	287'976	100	100	100
Gewichteter Steuersatz	Anzahl Gemeinden 2011	Anzahl Gemeinden 2009	Anzahl Gemeinden 2004	Anzahl Einwohner 2011	Anzahl Einwohner 2009	Anzahl Einwohner 2004	Bev. in % 2011	Bev. in % 2009	Bev. in % 2004

L'utilisation de la notion de taux pondéré donne un éclairage différent de la pression fiscale dans le canton.

Die Anwendung des gewichteten Steuersatzes gibt der Steuerbelastung im Kanton eine andere Bedeutung.

Commentaires comparatifs de 2004 par rapport à 2011:

- Le taux pondéré moyen baisse de 1.107 à 0.984.
- 2 communes ou le 0.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus élevé.
- 1 commune ou le 0.4% de la population se trouve en 2011, non plus dans la dernière catégorie mais bien dans l'avant dernière.
- 11 communes ou le 2.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus bas.
- 25 communes ou le 31.6% de la population s'y trouvent en 2011.
- 83 communes ou le 78.9% de la population se trouvaient en 2004 dans les catégories égales ou en dessous de la moyenne cantonale.
- 79 communes ou le 77.4% de la population s'y trouvent en 2011.

Kommentare zum Vergleich von 2011 mit 2004:

- Der durchschnittliche gewichtete Steuersatz fällt von 1.107 auf 0.984.
- Im Jahr 2004 befanden sich 2 Gemeinden oder 0.2% der Bevölkerung in der Kategorie des höchsten gewichteten Steuersatzes.
- 1 Gemeinde oder 0.4% der Bevölkerung befindet sich im 2011 in der vorletzten und nicht mehr in der letzten Kategorie.
- 2004 waren 11 Gemeinden oder 2.2% der Bevölkerung in der Kategorie des tiefsten gewichteten Steuersatzes.
- 2011 befanden sich 25 Gemeinden oder 31.6% der Bevölkerung in dieser Kategorie.
- Im Jahr 2004 waren 83 Gemeinden oder 78.9% der Bevölkerung im kantonalen Durchschnitt oder darunter.
- 2011 waren 79 Gemeinden oder 77.4% der Bevölkerung in dieser Kategorie.

Moyenne

En 2011, pour l'ensemble des communes, le coefficient moyen était de 1.224.

Comparaison avec les années précédentes

La comparaison avec les années précédentes montre que la pression fiscale liée aux effets conjugués et des baisses des coefficients d'impôt et des augmentations de l'indexation est en légère mais constante baisse.

Durchschnitt

Im Jahr 2011 lag der durchschnittliche Steuerkoeffizient aller Gemeinden bei 1.224.

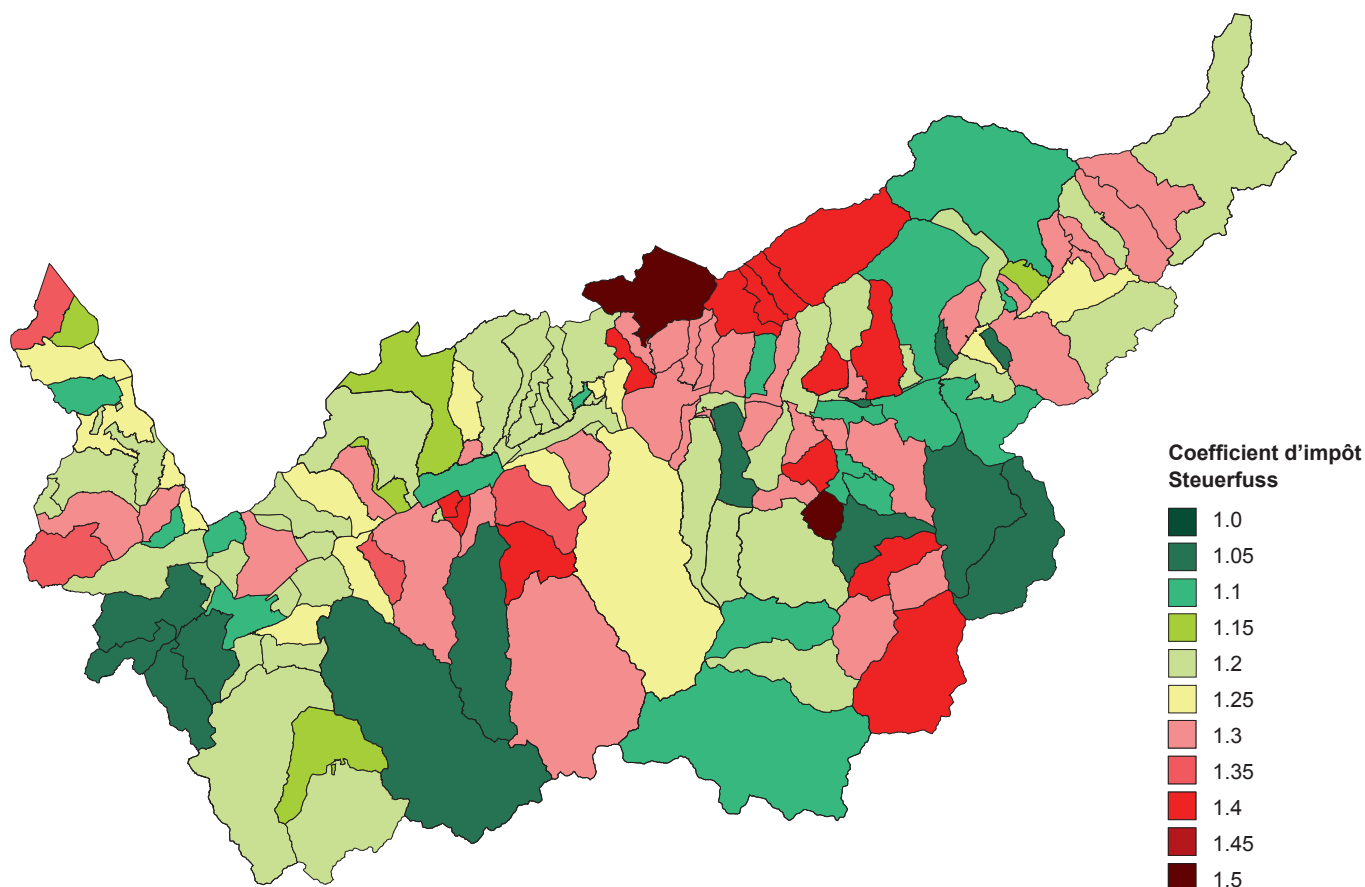
Vergleich mit den vorangegangenen Jahren

Der Vergleich mit den vorangegangenen Jahren zeigt, dass die Steuerlast durch die kombinierte Wirkung aus sinkendem Steuerkoeffizienten und steigender Indexierung leicht aber kontinuierlich abnimmt.

Années	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Jahr
Coefficient moyen	1.276	1.267	1.261	1.252	1.242	1.235	1.232	1.224	Koeffizient: Durchschnitt
Coefficient, médiane	1.3	1.3	1.25	1.25	1.25	1.2	1.2	1.2	Koeffizient: Mittelwert
Indexation moyenne	133.3%	133.9%	134.4%	135.6%	138.3%	145.1%	146.2%	147.9%	Indexierung: Durchschnitt
Indexation, médiane	135.0%	135.0%	135.0%	140.0%	140.0%	145.0%	145.0%	150.0%	Indexierung Mittelwert
Taux pondéré moyen	1.11	1.097	1.089	1.074	1.052	1.010	1.001	0.984	Gewichteter Steuersatz: Durchschnitt
Taux pondéré, médiane	1.125	1.1	1.1	1.075	1.05	1	1	1	Gewichteter Steuersatz: Mittelwert

Carte: Coefficient d'impôt appliqué en 2011

Carte: Angewendete Steuerkoeffizient 2011



4.8 Choix des indicateurs financiers - rappel

Les communes ne peuvent plus ignorer l'emploi des indicateurs comme instrument de gestion et de décision. Ils sont devenus une variable significative pour leur direction financière ; ils font apparaître des tendances et soutiennent les autorités communales dans l'élaboration de leur politique financière. Pour notre canton, le calcul des cinq indicateurs suivants a été harmonisé pour l'ensemble des communes municipales:

- Degré d'autofinancement
- Capacité d'autofinancement
- Taux des amortissements ordinaires
- Endettement net par habitant
- Taux du volume de la dette brute

Les communes municipales sont tenues d'utiliser, ad minima, ces cinq indicateurs financiers harmonisés pour évaluer leur situation financière.

Les indicateurs: degré d'autofinancement, capacité d'autofinancement et taux du volume de la dette brute sont recommandés par la Conférence des Autorités Cantonales de Surveillance des Finances Communales (CACSF). Les données relatives aux communes des autres cantons suisses sont disponibles sur le journal «Info» de la CACSF à l'adresse www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Collecte des données - rappel

Les cinq indicateurs harmonisés indiqués précédemment sont établis puis transmis au canton par les communes elles-mêmes. De plus, ils doivent être intégrés dans la brochure des comptes communaux de façon obligatoire. Ainsi, ces indicateurs deviennent une référence et leur publication dans les comptes permet au canton de pouvoir collecter les données nécessaires à une évaluation globale de manière simple et efficace. Afin d'assurer la standardisation de la présentation et du calcul des indicateurs, des formulaires standards, sous formes de tableaux Excel, ont été transmis aux communes.

Sauf précision contraire, les évaluations portent sur les chiffres provenant des comptes indicateurs communaux 2011 des communes. Par contre, il est important de préciser:

- que les comptes 2011 se bouclent au 31.12.2011
- que la population au 31.12.2011 n'est officialisée par l'Office fédéral de la statistique qu'à la fin août 2012
- qu'ainsi les indicateurs utilisent la population ESPOP N-1. Ainsi par exemple, l'endettement net par habitant est calculé sur la base de la population au 31.12.2010.

4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Die Gemeinden dürfen die Anwendung von Kennzahlen als Verwaltungs- und Entscheidungsinstrument nicht mehr ignorieren. Diese sind wichtige Faktoren für die Verwaltung der Finanzen geworden; sie zeigen Tendenzen auf und unterstützen die Gemeindebehörden bei der Erarbeitung ihrer Finanzpolitik. Bei allen Gemeinden im Kanton Wallis wird die Berechnung der nachfolgenden fünf Finanzkennzahlen einheitlich angewendet:

- Selbstfinanzierungsgrad
- Selbstfinanzierungskapazität
- Ordentlicher Abschreibungssatz
- Nettoschuld pro Kopf
- Brutto-Schuldenvolumenquote

Die Munizipalgemeinden sind angehalten, mindestens diese 5 vereinheitlichten Finanzkennzahlen anzuwenden, um ihre finanzielle Situation zu beurteilen.

Die Konferenz der Kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen (KKAG) empfiehlt die Kennzahlen Selbstfinanzierungsgrad, Selbstfinanzierungskapazität und Brutto-Schuldenvolumenquote. Die Angaben zu den Gemeinden der übrigen Kantone finden Sie im Bulletin „info“ der KKAG oder auf der Internetseite www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung

Die fünf vorgenannten, vereinheitlichten Finanzkennzahlen werden von den Gemeinden ermittelt und anschliessend dem Kanton zugestellt. Im Weiteren sind die Kennzahlen zwingend in die Gemeinderechnung zu integrieren. So entwickeln sich diese Finanzkennzahlen zu einer Bezugsgrösse und ihre Veröffentlichung in den Gemeinderechnungen ermöglicht es dem Kanton, die notwendigen Daten zu sammeln und auf einfache und wirksame Weise eine Gesamtbeurteilung vorzunehmen. Um eine Vereinheitlichung bei der Rechnungslegung und bei der Berechnung der Finanzkennzahlen zu gewährleisten, wurden den Gemeinden standardisierte Excel-Tabellen zugestellt.

Sofern nichts anderes angegeben ist, stammen die Auswertungen aus den Finanzkennzahlendateien der Gemeinderechnungen 2011. Es ist jedoch zu beachten:

- dass die Rechnung 2011 am 31.12.2011 schliesst
- dass das Bundesamt für Statistik die Einwohnerzahl per 31.12.2011 nicht vor Ende August 2012 veröffentlicht
- dass dadurch die Kennzahlen die Einwohnerzahl ESPOP N-1 verwenden. So wird beispielsweise die Nettoschuld pro Kopf auf der Grundlage der Bevölkerung per 31.12.2010 berechnet.

4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés - rappel

Pour évaluer les communes, il convient en premier lieu de rendre comparables les résultats de la comptabilité financière. Pour ce faire, l'instauration d'un plan comptable harmonisé ainsi que son application conséquente sont les conditions de base absolues et indispensables. L'introduction du modèle comptable harmonisé (MCH) avec le budget 2006 améliore la qualité de l'information, même si son application reste tributaire de pratiques comptables hétérogènes. Mentionnons uniquement la question des pratiques d'amortissements, de dotation aux provisions, de définition de l'investissement, de l'utilisation des comptes à financement spéciaux ou encore de la délimitation entre patrimoine financier et administratif.

Or, avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 2004, de la loi sur les communes (LCo) du 5 février 2004 et de l'ordonnance sur la gestion financière des communes (Ofinco) du 16 juin 2004, l'introduction et l'utilisation d'un modèle comptable harmonisé pour les communes sont devenues obligatoires (art. 75 al. 3 LCo).

En application de ces dispositions, un plan comptable harmonisé, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 juillet 2005, a été élaboré et remis aux communes municipales. Ainsi, celles-ci doivent établir leurs états financiers en se basant sur la nouvelle codification comptable.

De plus, afin de faciliter l'introduction de ce nouveau plan comptable, une application informatique ad hoc, contenant dite codification comptable et permettant une recherche active sur les natures, les fonctions, les définitions et les exemples, a également été transmise aux communes municipales.

D'autre part, il y a lieu de garder à l'esprit qu'une évaluation basée uniquement sur des indicateurs financiers ne renseigne que partiellement sur la situation d'une commune. Ces indicateurs ne renseignent en rien sur les causes de la bonne ou de la mauvaise santé financière d'une commune. Cette situation peut être due à des facteurs exogènes, géographiques, démographiques, économiques - ou endogènes comme la politique financière et/ou d'investissement menée par les communes.

Finalement, ces indicateurs n'incluent pas une analyse de la qualité des infrastructures publiques ou une analyse des prestations publiques offertes à la population. Une commune peut ainsi apparaître en bonne santé financière et parallèlement souffrir d'un retard d'équipement ou de prestations publiques déficientes.

4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbeitung von einheitlichen Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Um die Gemeinden zu beurteilen, müssen als Erstes die Resultate der Finanzbuchhaltung vergleichbar gemacht werden. Dazu benötigt es einen einheitlichen Kontenplan, dessen konsequente Einhaltung eine zwingende Voraussetzung ist. Mit der Erarbeitung des Budgets 2006 wurde das harmonisierte Rechnungsmodell HRM eingeführt, wodurch sich in der Folge die Qualität der Informationen merklich verbessert hat. Ihre Abhängigkeit von den unterschiedlichen Buchungspraktiken bleibt jedoch bestehen. Erwähnt seien die Fragen betreffend die Abschreibungspraxis, die Bildung von Rückstellungen, die Definition von Investitionen, die Anwendung der Spezialfinanzierungskonten oder die Abgrenzung zwischen Finanz und Verwaltungsvermögen.

Mit Inkrafttreten per 1. Juli 2004 des Gemeindegesetzes (GemG) vom 5. Februar 2004 sowie der Verordnung betreffend die Führung des Finanzhaushaltes der Gemeinden (VFFG) vom 16. Juni 2004 wurde für die Gemeinden die Einführung und Anwendung eines einheitlichen Rechnungsmodells obligatorisch (Art. 75 Abs. 3 GemG).

In Anwendung dieser Bestimmungen wurde ein einheitlicher Kontenplan, genehmigt vom Staatsrat am 6. Juli 2005, erarbeitet und den Munizipalgemeinden übergeben. Diese haben ihren Finanzhaushalt auf der Grundlage dieser neuen Buchhaltungsrichtlinien darzulegen.

Damit den Munizipalgemeinden die Einführung des neuen Kontenplans erleichtert werden konnte, wurde eine Informatik-Lösung bereitgestellt, welche die genannten Konten-Nummerierung beinhaltet und eine Suche nach Arten, Funktionen, Definitionen und Beispielen ermöglicht.

Es sei allerdings erwähnt, dass eine Beurteilung ausschliesslich auf der Grundlage der Finanzkennzahlen nur eine teilweise Auskunft über die wahre, finanzielle Situation einer Gemeinde vermittelt. Die Kennzahlen geben keine Auskunft über die Ursachen der guten oder schlechten Finanzlage einer Gemeinde. Diese kann durch exogene (geographische, demographische oder wirtschaftliche) oder auch durch endogene Faktoren (Finanz- und Investitionspolitik der Gemeinde) verursacht sein.

Schliesslich beinhalten die Kennzahlen keine Analyse hinsichtlich Qualität der öffentlichen Infrastruktur oder der öffentlichen Leistungen, die der Bevölkerung angeboten werden. Eine Gemeinde kann eine gute Finanzlage ausweisen und andererseits einen Nachholbedarf bei der Infrastruktur oder ein Manko an öffentlichen Leistungen haben.

4.11 Degré d'autofinancement

Description

Le degré d'autofinancement de l'investissement net est un indicateur classique d'appréciation de la situation financière communale bien qu'il puisse varier fortement d'une année à l'autre. Il répond à la question de savoir dans quelle mesure les investissements ont été financés par des ressources propres.

Question examinée

Dans quelle mesure les investissements nets des communes ont-ils été autofinancés en 2011?

Commentaire

- C'est avant tout la comparaison sur plusieurs années qui montre si les investissements peuvent être assumés financièrement. Le degré d'autofinancement exprime un nouvel endettement s'il est inférieur à 100 pour cent, et un désendettement s'il est supérieur à 100 pour cent.

Formule

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Investissements nets}}$$

4.11 Selbstfinanzierungsgrad

Beschreibung

Der Selbstfinanzierungsgrad der Nettoinvestitionen ist eine klassische Kennzahl für die Abschätzung der finanziellen Situation einer Gemeinde, selbst wenn dieser von Jahr zu Jahr stark variieren kann. Er gibt Auskunft, in welchem Ausmass die Investitionen durch eigene Mittel finanziert wurden.

Fragestellung

In welchem Ausmass wurden die Nettoinvestitionen im Jahre 2011 selbstfinanziert?

Kommentar

- Vor allem der Vergleich über mehrere Jahre zeigt auf, ob die getätigten Investitionen aus finanzieller Sicht zu hoch waren. Der Selbstfinanzierungsgrad bedeutet eine Neuverschuldung, wenn er tiefer als 100% ist, und eine Entschuldung, wenn er höher als 100% ist.

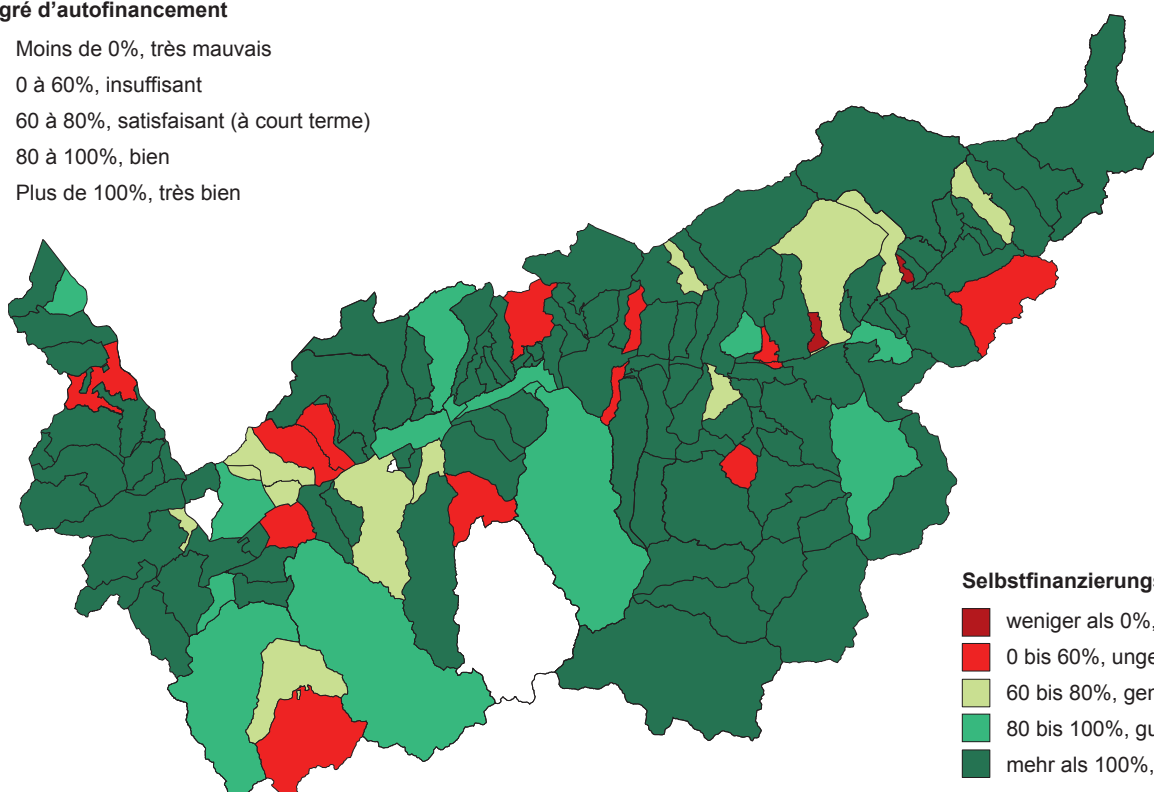
Formel

$$\text{Selbstfinanzierungsgrad} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Carte: degré d'autofinancement 2011.

Degré d'autofinancement

- Moins de 0%, très mauvais
- 0 à 60%, insuffisant
- 60 à 80%, satisfaisant (à court terme)
- 80 à 100%, bien
- Plus de 100%, très bien



Carte: Selbstfinanzierungsgrad 2011

Selbstfinanzierungsgrad

- weniger als 0%, sehr schlecht
- 0 bis 60%, ungenügend
- 60 bis 80%, genügend (kurzfristig)
- 80 bis 100%, gut
- mehr als 100%, sehr gut

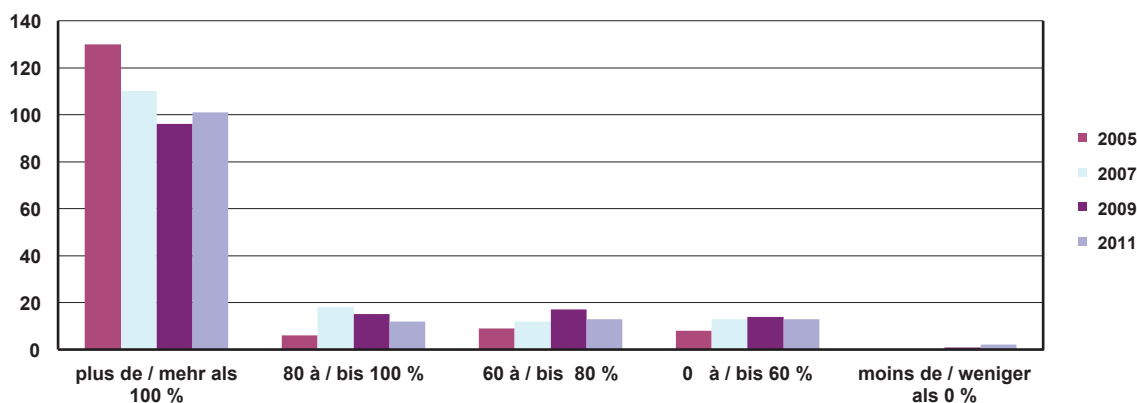
Evolution du degré d'autofinancement

Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrads

	2005	2007	2009	2011
Min / Min	3.5%	12.6%	-416.9%	-32.4%
Max / Max	5607.1%	4821.5%	2146.4%	2560.2%
Consolidé / Konsolidiert	193.9%	139.1%	128.2%	121.8%
Médiane / Mittel	170.2%	147.9%	140.1%	134.7%

Fréquence de répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2005-2011

Entwicklung von 2005 bis 2011 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim Selbstfinanzierungsgrad



Commentaire

- Les 3 communes en blanc enregistrent pour l'une un investissement négatif ce qui se traduit bien entendu par un désendettement et pour l'autre un patrimoine administratif quasi intégralement amorti.
- Le numérateur représenté par l'autofinancement a explosé à plus de Fr. 435 millions, en progression de Fr. 70 millions ou 19.2%.
- Les investissements nets que nous retrouvons au dénominateur ont stagnés dans un fort volume à plus de Fr. 357 millions.
- L'activité d'investissement est donc restée très soutenue.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée du degré d'autofinancement s'affaiblit tout en restant encore au-dessus des 100%.
- La valeur médiane (valeur qui permet de partager une série numérique en 2 parties de même nombre d'éléments, elle est plus parlante que la moyenne puisqu'elle échappe à l'influence des valeurs extrêmes) de l'indicateur évolue d'une manière semblable.

Kommentar

- Bei den drei in weiss erscheinenden Gemeinden ist die Nettoinvestition negativ, was eine Entschuldung bedeutet, und bei der anderen ist das Verwaltungsvermögen sozusagen ganz abgeschrieben.
- Die Selbstfinanzierungsmarge im Zähler der Formel ist auf über Fr. 435 Mio. hochgestiegen, eine Zunahme um Fr. 70 Mio. oder 19.2%.
- Die Nettoinvestitionen im Nenner verbleiben auf hohem Niveau von über Fr. 357 Mio.
- Es ist somit nach wie vor eine sehr hohe Investitionstätigkeit zu verzeichnen.
- Im analysierten Zeitraum hat sich der konsolidierte Wert beim Selbstfinanzierungsgrad abgeschwächt, jedoch verbleibt er immer noch bei über 100%.
- Der Mittelwert dieser Kennzahl entwickelt sich in ähnlicher Weise (der Mittelwert entspricht einer Zahlenreihe mit zwei zahlenmässig gleichen Blöcken und ist aussagekräftiger als der Durchschnittswert, da die Extremwerte keinen Einfluss haben).

- Historiquement, le degré d'autofinancement moyen consolidé pour la période de 1987 à 1996 était de 62.92% pour des investissements nets moyens annuels de Fr. 234 millions. L'année 1992 enregistre un plancher avec 35.51%. Ce trend s'est prolongé jusqu'en l'an 2000, 1999 excepté. 2001 marque le début d'un nouveau cycle. Dès cette date, le degré d'autofinancement moyen consolidé a toujours dépassé la barre de 100% avec un pic en 2004 au-dessus de 200%. La période décennale 1997 à 2006 est marquée par des investissements un peu plus faibles de Fr. 171 millions en moyenne annuelle. Ces différents constats sont à mettre en relation avec l'analyse de l'évolution de l'endettement net par habitant.
- Les sources des données de l'historique proviennent de l'Administration cantonale des finances – Analyse financière des 10 dernières années.
- En 2011, 101 communes se désendettent alors qu'elles étaient 117 en 2005 à le faire.
- 13 communes se trouvent dans la catégorie insuffisant en 2011 ; elles étaient 8 en 2005.
- 2011 enregistre 2 communes dans la catégorie «très mauvais» alors qu'il n'y en avait aucune en 2005.
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag der konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad durchschnittlich bei 62.92% mit jährlichen Nettoinvestitionen von durchschnittlich Fr. 234 Mio. Das Jahr 1992 verzeichnete einen Tiefststand von 35.51%. Dieser Trend hielt sich bis ins Jahr 2000, ausgenommen 1999. Ab 2001 begann ein neuer Zyklus. Der durchschnittliche konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad hat seitdem immer 100% übertroffen; mit einem Spitzenwert von über 200% im 2004. Die 10 Jahre von 1997 bis 2006 waren gekennzeichnet durch jährliche Nettoinvestitionen von durchschnittlich knapp Fr. 171 Mio. Diese verschiedenen Ergebnisse zeigen sich in der Entwicklung der Pro-Kopf-Verschuldung.
- Die Quellen der Angaben stammen von der Kantonalen Finanzverwaltung – Finanzanalyse der letzten 10 Jahre.
- Im 2011 haben 101 Gemeinden die Verschuldung reduziert; im 2005 waren es 117.
- 13 Gemeinden befinden sich 2011 in der Kategorie „ungenügend“; im 2005 waren es 8.
- Im 2011 sind 2 Gemeinden in der Kategorie „sehr schlecht“; im 2005 befand sich keine in dieser Kategorie.

Répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon la population pour les années 2010-2011

Degré d'autofinancement 2010		
Population	% population	Appréciation
570	0.2%	invest. négatifs
170'856	55.6%	très bien
21'268	6.9%	bien
91'671	29.8%	satisfaisant
22'319	7.3%	insuffisant
708	0.2%	très mauvais

>= 100%
80% =< 100%
60% =< 80%
0% =< 60%
< 0%

Entwicklung 2010-2011 des Selbstfinanzierungsgrades bezogen auf die Bevölkerung

Selbstfinanzierungsgrad 2011		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
neg. Invest.	1.0%	2984
sehr gut	58.0%	181'208
gut	22.2%	69'317
genügend	11.4%	35'742
ungenügend	7.4%	23'169
sehr schlecht	0.1%	264

Commentaire

- En 2011 (2010), 92.5% (92.5%) de la population résidait dans des communes appréciées entre «très bien et satisfaisant».
- En 2011 (2010), 7.5% (7.5%) de la population résidait dans des communes appréciées entre «insuffisant et mauvais».
- La situation s'est ainsi consolidée.

Kommentar

- Im 2011 (2010) wohnten 92.5% (92.5%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2011 (2010) wohnten 7.5% (7.5%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und sehr „schlecht“.
- Die Situation zeigt sich unverändert.

4.12 Capacité d'autofinancement

Description

La capacité d'autofinancement renseigne sur la capacité financière de la commune. Plus elle est importante, et plus les possibilités de diminuer l'endettement ou de réaliser des investissements et d'en supporter les coûts induits augmentent.

Question examinée

Sur cent francs encaissés (revenus du compte fonctionnement), combien de francs restent à disposition pour financer les investissements voir rembourser les dettes?...

Commentaire

- 73 communes présentent une excellente capacité d'autofinancement, à savoir supérieure à 20%.

Formule

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

4.12 Selbstfinanzierungskapazität

Beschreibung

Die Selbstfinanzierungskapazität gibt Auskunft über die Finanzkraft einer Gemeinde. Je höher sie ist, desto besser sind die Möglichkeiten, die Verschuldung zu verringern oder Investitionen zu realisieren und die entstandenen Kosten zu bewältigen.

Fragestellung

Wie viel bleibt von 100 einkassierten Franken (Finanzertrag der Laufenden Rechnung) übrig, um die Investitionen zu finanzieren, respektive die Schulden zu tilgen?

Kommentar

- 73 Gemeinden zeigen eine ausgezeichnete Selbstfinanzierungskapazität, d.h. über 20%.

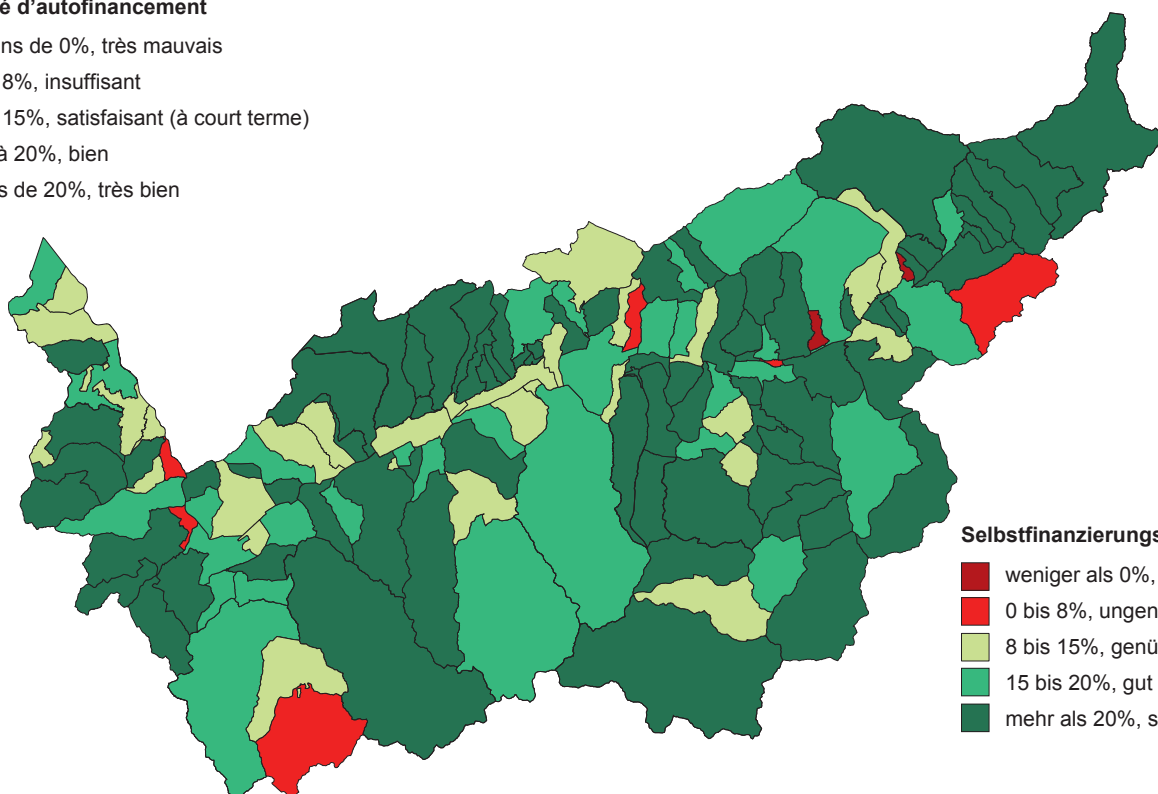
Formel

$$\text{Selbstfinanzierungs-} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Carte: capacité d'autofinancement 2011

Capacité d'autofinancement

- Moins de 0%, très mauvais
- 0 à 8%, insuffisant
- 8 à 15%, satisfaisant (à court terme)
- 15 à 20%, bien
- Plus de 20%, très bien



Carte: Selbstfinanzierungskapazität 2011

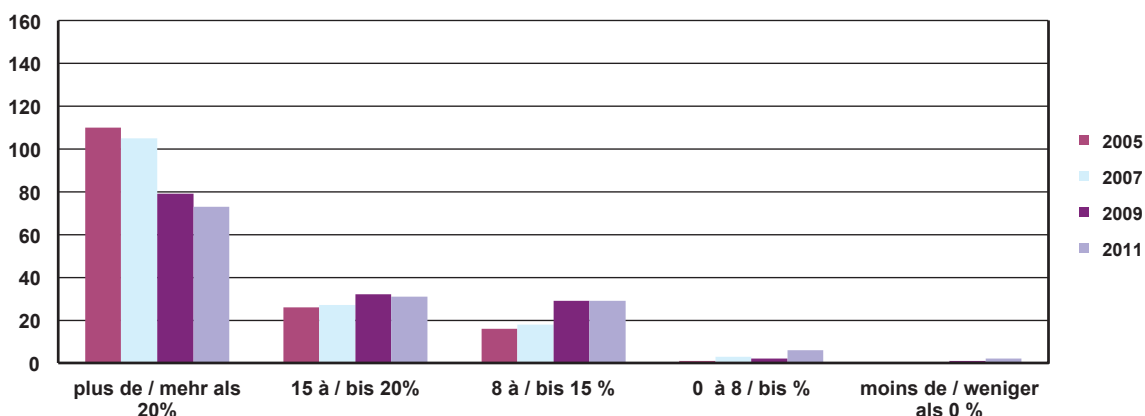
Selbstfinanzierungskapazität

- weniger als 0%, sehr schlecht
- 0 bis 8%, ungenügend
- 8 bis 15%, genügend
- 15 bis 20%, gut
- mehr als 20%, sehr gut

	2005	2007	2009	2010	2011
Min / Min	3.3%	2.4%	-28.9%	-51.3%	-8.2%
Max / Max	65.9%	79.2%	65.8%	60.0%	82.7%
Consolidé / Konsolidiert	17.7%	22.9%	20.9%	19.8%	22.0%
Médiane / Mittel	23.5%	22.2%	21.1%	19.8%	20.7%

Fréquence de répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2005-2011

Entwicklung von 2005 bis 2011 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Selbstfinanzierungskapazität:



Commentaire

- Le numérateur représenté par l'autofinancement a explosé à plus de Fr. 435 millions, en progression de Fr. 70 millions ou 19.2%.
- Les revenus financiers que nous retrouvons au dénominateur ont explosé de plus de Fr. 70 millions ou 7.3%.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée de la capacité d'autofinancement joue les montagnes russes avec une dernière phase de redressement.
- La valeur médiane de l'indicateur suit approximativement une évolution identique.
- Historiquement, la capacité d'autofinancement moyenne consolidée pour la période de 1987 à 1996 était de 14.77% avec toujours pour l'année 1992 une valeur plancher à 10.14%. Cette évolution s'est poursuivie jusqu'en 2003. Dès 2004, la capacité d'autofinancement a toujours dépassé la barre de 20% avec un pic en 2004 à 23.7%. La période décennale 1997 à 2006 enregistre une capacité d'autofinancement moyenne consolidée de 18.68%

Kommentar

- Die Selbstfinanzierung im Zähler ist um Fr. 70 Mio. oder 19.2% auf über Fr. 435 Mio. angestiegen.
- Der Finanzertrag im Nenner hat um Fr. 70 Mio. oder 7.3% zugenommen.
- Der konsolidierte Wert der Selbstfinanzierungskapazität gleicht im analysierten Zeitraum einer Achterbahn mit einer Phase, in der sich letztlich eine Erholung abzeichnet.
- In die gleiche Richtung entwickelt sich der Mittelwert dieser Kennzahl.
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität durchschnittlich bei 14.77% mit wiederum einem Tiefstand von 10.14% im Jahr 1992. Diese Entwicklung hielt an bis 2003. Ab 2004 hat die Selbstfinanzierungskapazität die Hürde von 20% immer übertroffen; mit einem Spitzenwert von über 23.7% im Jahr 2004. Die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität lag in den 10 Jahren von 1997 bis 2006 bei durchschnittlich 18.68%.

- En 2011, 73 communes dégagent un résultat supérieur à 20% ; elles étaient 110 en 2005.
- 8 communes se trouvent dans les appréciations «insuffisant et très mauvais» en 2011 ; il y en avait qu'une seule en 2005.

- Im 2011 erreichen 73 Gemeinden einen Wert von über 20%; im 2005 waren es 110.
- 8 Gemeinden erhalten im 2011 die Bewertung „ungenügend“ und „sehr schlecht“; im 2005 gab es davon nur eine einzige Gemeinde.

Répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon la population pour les années 2010-2011

Capacité d'autofinancement 2010		
Population	% population	Appréciation
116'027	37.8%	très bien
73'866	24.0%	bien
111'735	36.4%	satisfaisant
5'056	1.6%	insuffisant
708	0.2%	très mauvais

>= 20%
15% =< 20%
8% =< 15%
0% =< 8%
< 0%

Entwicklung 2010-2011 der Selbstfinanzierungskapazität bezogen auf die Bevölkerung

Selbstfinanzierungskapazität 2011		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	39.9%	124'654
gut	23.0%	71'853
genügend	34.8%	108'694
ungenügend	2.3%	7'219
sehr schlecht	0.1%	264

Commentaire

- En 2011 (2010), 97.6% (98.1%) de la population résidait dans des communes appréciées entre «très bien et satisfaisant».
- En 2011 (2010), 2.4% (1.9%) de la population résidait dans des communes appréciées entre «insuffisant et très mauvais».
- La situation est stable à un bon niveau d'appréciation.

Kommentar

- Im 2011 (2010) wohnten 97.6% (98.1%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2011 (2010) wohnten 2.4% (1.9%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und „sehr schlecht“.
- Die Situation verhält sich stabil auf einem guten Bewertungsniveau.

4.13 Taux des amortissements ordinaires

Description

Les communes sont tenues d'amortir leur patrimoine administratif (PA) non rentable. Cette obligation vise en premier lieu à garantir un autofinancement suffisant afin d'éviter un endettement excessif. Une commune qui n'amortit pas assez, ou pas suffisamment, son PA ne remplit pas une tâche essentielle en matière de politique financière.

Question examinée

Quels furent les taux des amortissements ordinaires pratiqués dans les communes en 2011?

Commentaire

- Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales en 2004, aucune dérogation au taux minimum d'amortissement légal n'a été accordée par le département.

Formule

$$\text{Taux d'amortissement} = \frac{\text{Amortissement} \times 100}{\text{Patrimoine administratif}}$$

4.13 Ordentliche Abschreibungssatz

Beschreibung

Die Gemeinden sind angehalten, ihr nicht rentables Verwaltungsvermögen (VV) zu amortisieren. Diese Pflicht zielt in erster Linie darauf ab, eine genügende Selbstfinanzierung zu garantieren und damit eine übermässige Verschuldung zu verhindern. Eine Gemeinde, welche ihr VV ungenügend abschreibt, erfüllt ihre Hauptaufgaben in Sachen Finanzpolitik nicht.

Fragestellung

Welche ordentlichen Abschreibungssätze haben die Gemeinden im Jahre 2011 angewandt?

Kommentar

- Seit dem Inkrafttreten der neuen gesetzlichen Bestimmungen im 2004 hat das Parlament keine Abweichungen zu den gesetzlichen Mindestabschreibungen eingewilligt.

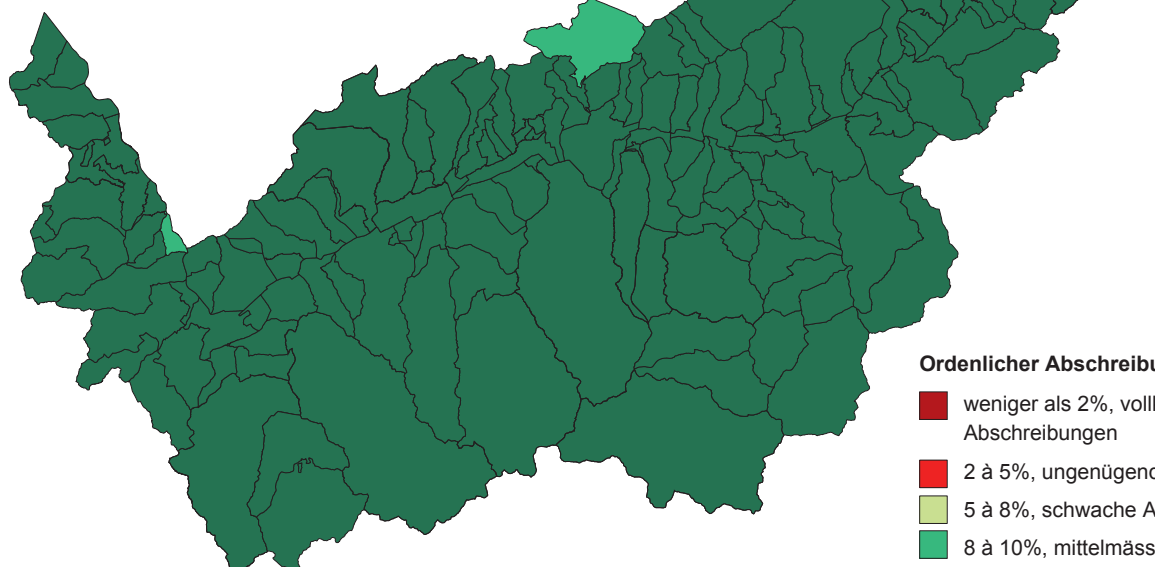
Formel

$$\text{Abschreibungssatz} = \frac{\text{Abschreibungen} \times 100}{\text{Verwaltungsvermögen}}$$

Carte: Taux des amortissements 2011.

Taux des amortissements ordinaires

- Moins de 2%, amortissements nettement insuffisants
- 2 à 5%, amortissements insuffisants
- 5 à 8%, amortissement faibles
- 8 à 10%, amortissement moyens (à court terme)
- 10% et plus, amortissements suffisants



Carte: Ordentliche Abschreibungssätze 2011

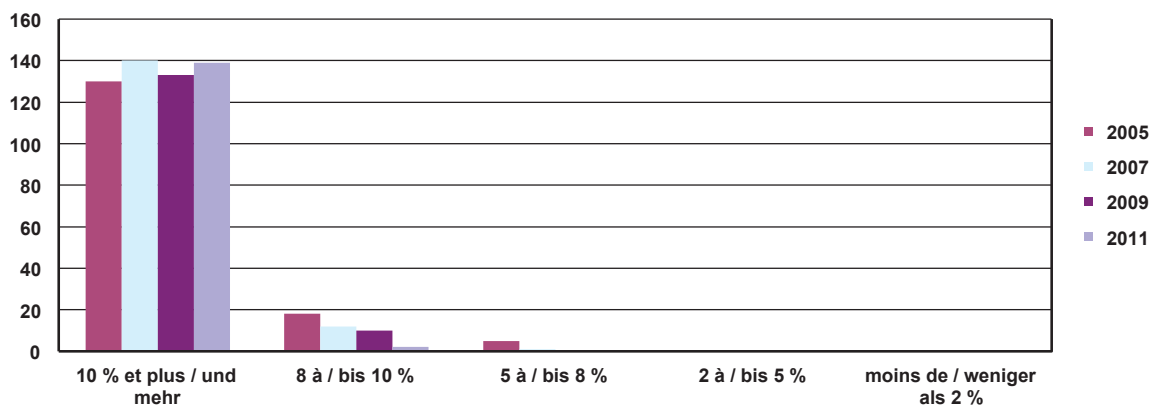
Ordentlicher Abschreibungssatz

- weniger als 2%, vollkommen ungenügende Abschreibungen
- 2 à 5%, ungenügende Abschreibungen
- 5 à 8%, schwache Abschreibungen
- 8 à 10%, mittelmässige Abschreibungen (kurzfristig)
- 10% und mehr, genügende Abschreibungen

	2005	2007	2009	2011
Min / Min	5.2%	7.0%	8.1%	8.2%
Max / Max	23.7%	56.7%	36.5%	48.9%
Consolidé / Konsolidiert	11.8%	12.1%	11.6%	11.5%
Médiane / Mittel	10.6%	10.7%	10.5%	11.0%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux des amortissements selon le nombre de communes pour les années 2005-2011

Entwicklung von 2005 bis 2011 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim ordentlichen Abschreibungssatz:



Commentaire

- Sur la période analysée, le taux consolidé des amortissements ordinaires est toujours supérieur au taux minimum obligatoire fixé à 10%.
- La valeur médiane de l'indicateur suit la même courbe.
- Historiquement, les données des amortissements n'étaient pas saisies. Ces derniers n'étaient pas obligatoires sous les anciennes dispositions légales. Un taux différencié par type d'actif était suggéré.
- En 2011, 139 communes respectent la règle des 10% du taux d'amortissement ordinaire, nature 331, alors qu'elles étaient encore 109 en 2004 à ne pas la respecter.
- Nous ne tenons pas compte des amortissements complémentaires, nature 332, effectués à hauteur de Fr. 62.2 millions sur le PA, prêts et participations exclus. Cela représente 28.1% du montant des amortissements ordinaires comptabilisés.
- Ainsi, de manière cumulée, le taux global des amortissements atteint 14.8%.

Kommentar

- Der konsolidierte ordentliche Abschreibungssatz liegt im analysierten Zeitraum immer über dem obligatorischen Mindestsatz von 10%.
- Der Mittelwert der Kennzahl zeigt denselben Verlauf.
- In der Vergangenheit wurden die Daten zu den Abschreibungen nicht erfasst. In den früheren gesetzlichen Bestimmungen waren diese nicht obligatorisch. Pro Aktiven-Typ wurde ein differenzierter Satz vorgeschlagen.
- Im Jahr 2011 haben sich 139 Gemeinden an die 10%-Regel der ordentlichen Abschreibungen (Kontoart 331) gehalten, während im 2004 noch 109 Gemeinden diese nicht respektierten.
- Die zusätzlichen Abschreibungen (Kontoart 332) auf das VV (ohne Darlehen und Beteiligungen) in der Höhe von Fr. 62.2 Mio. sind nicht berücksichtigt. Diese machen 28.1% der verbuchten ordentlichen Abschreibungen aus.
- Kumuliert betrachtet liegt der gesamte Abschreibungssatz bei 14.8%.

Répartition de l'évolution du taux ordinaire d'amortissement selon la population pour les années 2010-2011

Taux des amortissements ordinaires 2010		
Population	% population	Appréciation
102	0.0%	PA = 0
291'683	94.9%	suffisants
13'702	4.5%	moyens
1'905	0.6%	faibles
		insuffisants
		nettement
		insuffisants

>= 10%
8% =< 10%
5% =< 8%
2% =< 5%
< 2%

Entwicklung 2010-2011 des ordentlichen Abschreibungssatzes bezogen auf die Bevölkerung

Ordentlicher Abschreibungssatz 2011		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
VV = 0		
genügend	98.1%	306'860
mittelmässig	1.9%	5'824
schwach		
ungenügend		
vollkommen		
ungenügend		

Commentaire

- En 2011 (2010), 98.1% (94.9%) de la population résidait dans des communes appréciées suffisants, soit le taux ordinaire imposé par les dispositions légales est respecté.
- En 2011 (2010), 1.9% (5.1%) de la population résidait dans des communes qui ne respectaient pas strictement le 10% fixé par les art. 51 et ss de l'Ofinco.
- La SFC est intervenue, via les check-lists de contrôle, auprès de ces communes afin qu'elles appliquent le taux de 10%.
- Nous rappelons que le Conseil d'Etat a proposé de rejeter la motion déposée par le Groupe PLR, par le député René Constantin, qui demandait un allègement du taux d'amortissement de 10% applicables aux réalisations communales. Par 68 voix contre 48 et 4 abstentions, les membres de la Haute Assemblée, lors de la séance de mai 2011, refusent, au stade du développement, la motion 1.120 du député René Constantin.

Kommentar

- Im 2011 (2010) wohnten 98.1% (94.9%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung „genügend“, d.h. der gesetzlich verlangte Abschreibungssatz wurde eingehalten.
- Im 2011 (2010) wohnten 1.9% (5.1%) der Bevölkerung in Gemeinden, welche die laut Art. 51 ff. VFFG vorgeschriebenen 10% nicht einhielten.
- Mittels Kontrolle durch Checklisten hat die SGF bei diesen Gemeinden interveniert, damit diese den Abschreibungssatz von 10% anwenden.
- Wir erinnern an dieser Stelle, dass der Staatsrat empfohlen hat, die von der PLR-Fraktion durch den Abgeordneten René Constantin eingereichte Motion für eine Senkung des Abschreibungssatzes von 10% auf kommunale Einrichtungen zurückzuweisen. Mit 68 gegen 48 Stimmen bei 4 Enthaltungen hat der Grosse Rat in seiner Session vom Juni 2011 die Motion 1.120 des Abgeordneten René Constantin abgelehnt.

4.14 Endettement net par habitant

Description

L'endettement net par habitant est une donnée utilisée pour apprécier l'endettement d'une commune. La qualité de cet indicateur dépend essentiellement de l'évaluation correcte du patrimoine financier réalisable et de la structure organisationnelle de la commune. C'est pourquoi il est recommandé d'interpréter cet indicateur avec la plus grande prudence.

Commentaire

- La comparaison de l'endettement net par habitant entre les communes de différents types n'est pas probante, et il est plutôt recommandé d'apprécier son évolution dans le temps.

Formule

$$\text{Endettement net par habitant} = \frac{\text{Dette brute} - \text{Patrimoine financier réalisable}}{\text{Nombre d'habitants (population ESPOP N - 1)}}$$

4.14 Nettoschuld pro Kopf

Beschreibung

Die Nettoschuld pro Kopf ist eine Kennzahl, welche benutzt wird, um die Verschuldung einer Gemeinde einzuschätzen. Die Qualität dieser Kennzahl hängt im Wesentlichen von der korrekten Bewertung des kurzfristigen Finanzvermögens und der Organisationsstruktur der Gemeinde ab. Darum wird empfohlen, diese Kennzahl mit grösster Vorsicht zu interpretieren.

Kommentar

- Der Vergleich der Nettoschuld pro Kopf zwischen den verschiedenen Gemeindetypen ist nicht überzeugend und es ist empfehlenswert, die Entwicklung über mehrere Jahre zu beurteilen.

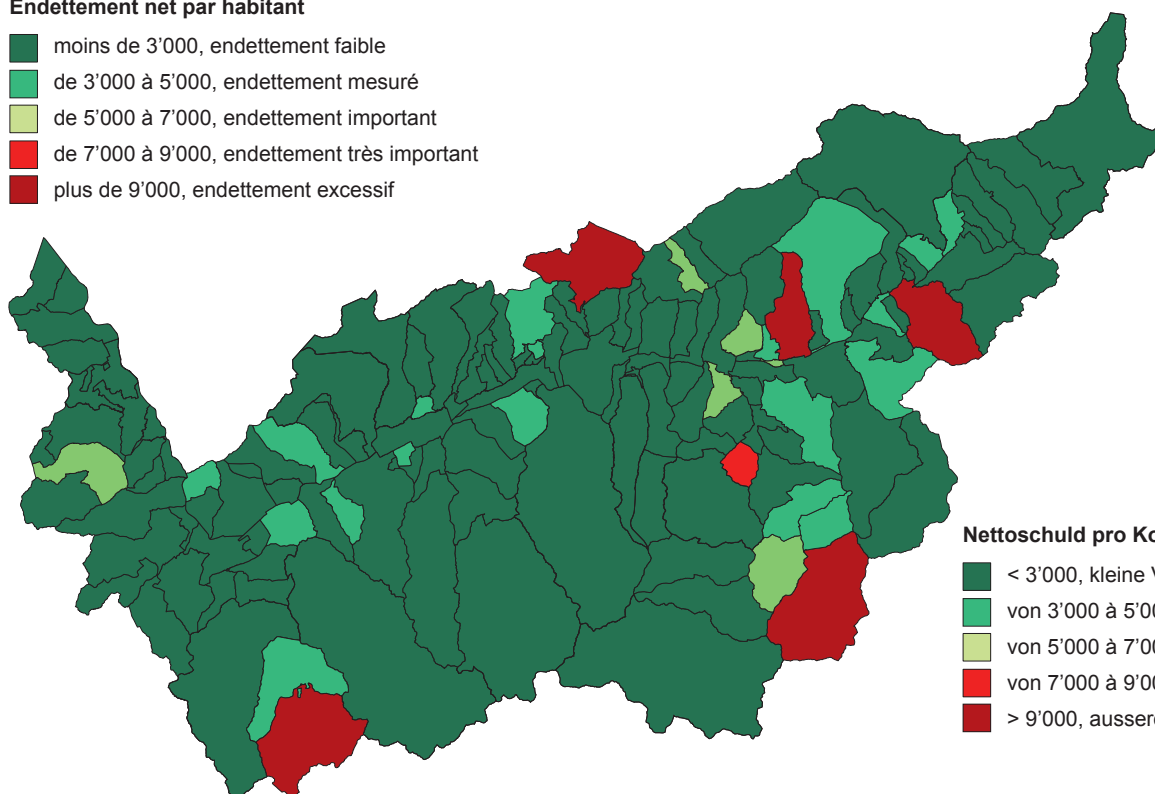
Formel

$$\text{Nettoschuld Kopf} = \frac{\text{Bruttoschuld} - \text{kurzfristiges Finanzvermögen}}{\text{Anzahl Einwohner (Bevölkerung ESPOP N - 1)}}$$

Carte: endettement net par habitant 2011

Endettement net par habitant

- moins de 3'000, endettement faible
- de 3'000 à 5'000, endettement mesuré
- de 5'000 à 7'000, endettement important
- de 7'000 à 9'000, endettement très important
- plus de 9'000, endettement excessif



Carte: Nettoschuld pro Kopf 2011

Nettoschuld pro Kopf

- < 3'000, kleine Verschuldung
- von 3'000 à 5'000, angemessene Verschuldung
- von 5'000 à 7'000, grosse Verschuldung
- von 7'000 à 9'000, sehr grosse Verschuldung
- > 9'000, ausserordentlich grosse Verschuldung

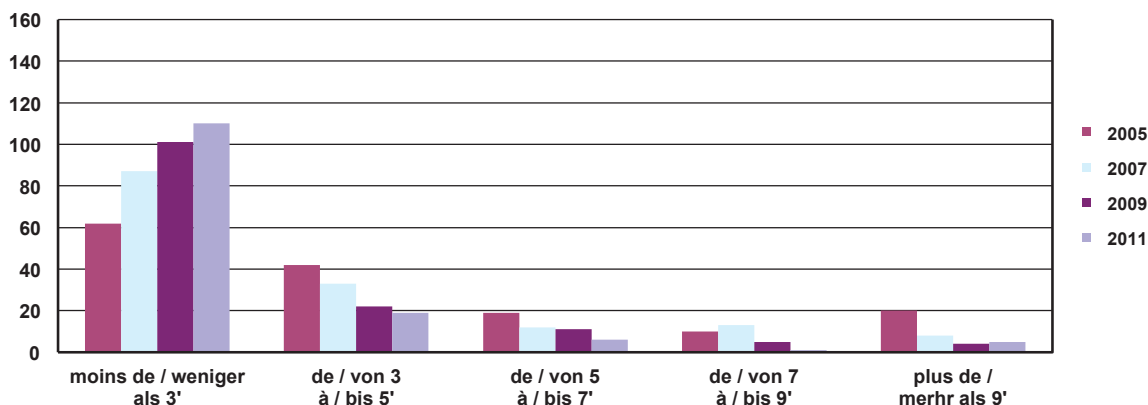
Evolution endettement net par habitant

Entwicklung Nettoschuld pro Kopf

	2005	2007	2009	2011
Min / Min	124'868	124'142	121'421	116'432
Max / Max	-84'762	-82'795	-84'094	-88'753
Consolidé / Konsolidiert	2'850	1'943	1'426	983
Médiane / Mittel	3'634	2'544	1'608	1'117

Fréquence de répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon le nombre de communes pour les années 2005-2011, en milliers

Entwicklung von 2005 bis 2011 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Nettoschuld pro Kopf, zu Tausenden:



Commentaire

- La valeur minimale, soit la dette nette la plus importante est à inscrire au bilan de la commune municipale de Loèche-les-Bains.
- Les résultats positifs relatés sous l'indicateur du degré d'autofinancement se répercutent naturellement sur la dette nette.
- La dette nette moyenne consolidée évolue dans le bon sens et passe de Fr. 2'850.- à Fr. 983.- et s'inscrit résolument dans l'appréciation d'endettement faible, pour la première fois en dessous de la barre des Fr. 1'000.-.
- La valeur médiane de l'indicateur évolue en parallèle.
- Le résultat de l'indicateur dépend des finances et de la population. Nous notons pour la période sous revue, population N-1 soit de 2004 à 2010, une augmentation de la population de 8.6%.

Kommentar

- Der Tiefstwert, d.h. die höchste Nettoschuld, ist der Bilanz der Municipalgemeinde Leukerbad zuzuschreiben.
- Die unter der Kennzahl Selbstfinanzierungsgrad erwähnten positiven Ergebnisse schlagen sich als Folge auf die Nettoschuld nieder.
- Die durchschnittliche konsolidierte Nettoschuld entwickelt sich positiv von Fr. 2'850.- nach Fr. 983.- und die Beurteilung bewegt sich eindeutig in Richtung «schwache Verschuldung». Das erste Mal wurde die Grenze von Fr. 1'000.- unterschritten.
- Der Mittelwert der Kennzahl verläuft parallel.
- Das Ergebnis hängt von den Finanzen und der Einwohnerzahl ab. Im Betrachtungszeitraum N-1, d.h. von 2004 bis 2010, verzeichnet die Bevölkerung einen Zuwachs von 8.6%.

- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu la dette nette par habitant passer de Fr. 4'495.- à 6'839.- traduisant ainsi les insuffisances de financement. Le sommet a été atteint en 2000 avec Fr. 6'738.-. Depuis 2001, la dette nette baisse suivant ainsi le cycle des années avec des excédents de financement. Nous notons au passage que dès 2004, la calculation du ratio diffère de celle de l'ACF suite à l'introduction du modèle comptable harmonisé et de la détermination des formules des indicateurs financiers. La population a augmenté de 22.4% durant ces vingt ans.
- 76 communes attestent d'un endettement net entre «faible et mesuré» soit inférieur à Fr. 5'000.- par habitant. Elles étaient également 76 en 2005.
- 53 communes font valoir une fortune par habitant ; elles n'étaient que 28 en 2005.
- A contrario, 5 communes présentaient un endettement net par habitant excessif à savoir supérieur à Fr. 9'000.- par habitant. Elles étaient encore 20 en 2005.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stieg die Nettoschuld pro Kopf von Fr. 4'495.- auf 6'839.-, was im Finanzierungsfehlbetrag zum Ausdruck kommt. Die Spitze wurde im Jahr 2000 mit Fr. 6'738.- erreicht. Seit 2001 sinkt die Nettoschuld und folgt so dem Zyklus der Jahre mit einem Finanzierungsüberschuss. Es ist festzuhalten, dass ab 2004, aufgrund der Einführung des harmonisierten Rechnungsmodells und der Bestimmung der Formeln der Finanzkennzahlen, sich die Berechnung der Kennzahl von derjenigen der KfV unterscheidet. Die Bevölkerung nahm während den letzten 20 Jahren um 22.4% zu.
- Bei 76 Gemeinden ist die Nettoschuld „klein und angemessen“, d.h. unter Fr. 5'000.- pro Einwohner. Im 2005 waren dies ebenfalls 76 Gemeinden.
- 53 Gemeinden weisen ein Pro-Kopf-Vermögen aus ; im 2005 waren es lediglich 28.
- Andererseits haben 5 Gemeinden mit einer Pro-Kopf-Verschuldung von über Fr. 9'000.- eine ausserordentlich grosse Verschuldung. Im 2005 waren dies noch 20 Gemeinden.

Répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon la population pour les années 2010-2011

Endettement net par habitant 2010		
Population	% population	Appréciation
115'108	37.5%	fortune
145'971	47.5%	faible
33'769	11.0%	mesuré
6'333	2.1%	important
3'046	1.0%	très important
3'165	1.0%	excessif

Entwicklung 2010-2011 der Nettoschuld pro Kopf bezogen auf die Bevölkerung

Nettoschuld pro Kopf 2011		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
Vermögen	29.9%	93'489
klein	55.7%	174'259
angemessen	11.0%	34'464
gross	1.9%	5'881
sehr gross	0.4%	1'400
ausserordentlich gross	1.0%	3'191

Commentaire

- En 2011 (2010), 96.7% (95.9%) de la population résidait dans des communes dont l'endettement est apprécié entre mesuré et une situation de fortune.
- En 2011 (2010), 29.9% (37.5%) de la population vivait dans une commune qui dispose d'une fortune.
- En 2011 (2010), 3.3% (4.1%) de la population vivait dans une collectivité avec un important, très important, respectivement avec un endettement excessif.

Kommentar

- Im 2011 (2010) wohnten 96.7% (95.9%) der Bevölkerung in Gemeinden mit den Bewertungen zwischen „angemessene Verschuldung“ und „Vermögen“.
- Im 2011 (2010) wohnten 29.9% (37.5%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einem Vermögen.
- Im 2011 (2010) wohnten 3.3% (4.1%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer grossen, sehr gross bzw. ausserordentlich grossen Verschuldung.

4.15 Taux du volume de la dette brute

Description

Le taux du volume de la dette brute est un indicateur très important. Il exprime le volume de la dette brute par rapport aux revenus courants (nature 4 sous déduction des natures 47, 48 et 49) de la commune. Plus ce volume est élevé, plus la situation de la commune est critique. Il vient en outre compléter l'information fournie par l'indicateur de l'endettement net par habitant. En effet, un endettement net par habitant identique dans deux communes distinctes doit être interprété très différemment selon que la commune dispose d'un volume élevé de recettes ou non.

Commentaire

- 136 (139) communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%.
- A contrario, 5 (4) communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%.

Formule

$$\text{Taux du volume de la dette brute} = \frac{\text{Dette brute} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote

Beschreibung

Die Brutto-Schuldenvolumenquote ist eine sehr wichtige Kennzahl. Sie drückt das Volumen der Bruttoverschuldung im Verhältnis zum Finanzertrag der Laufenden Rechnung einer Gemeinde aus. Je höher diese Quote ist, desto kritischer ist die Situation der Gemeinde. Diese Kennzahl ist zudem als Ergänzung zur Kennzahl „Nettoschuld pro Kopf“ zu betrachten. Diese ist bei gleicher Nettoschuld pro Kopf zweier Gemeinden sehr unterschiedlich zu interpretieren, da es von Bedeutung ist, ob eine Gemeinde über ein hohes Ertragsvolumen verfügt oder nicht.

Kommentar

- Bei 136 (139) Gemeinden konnte die Brutto-Schuldenvolumenquote als zufriedenstellend beurteilt werden, weil sie unter 250% liegt.
- Demgegenüber weisen 5 (4) Gemeinden eine kritische Brutto-Schuldenvolumenquote von mehr als 250% aus.

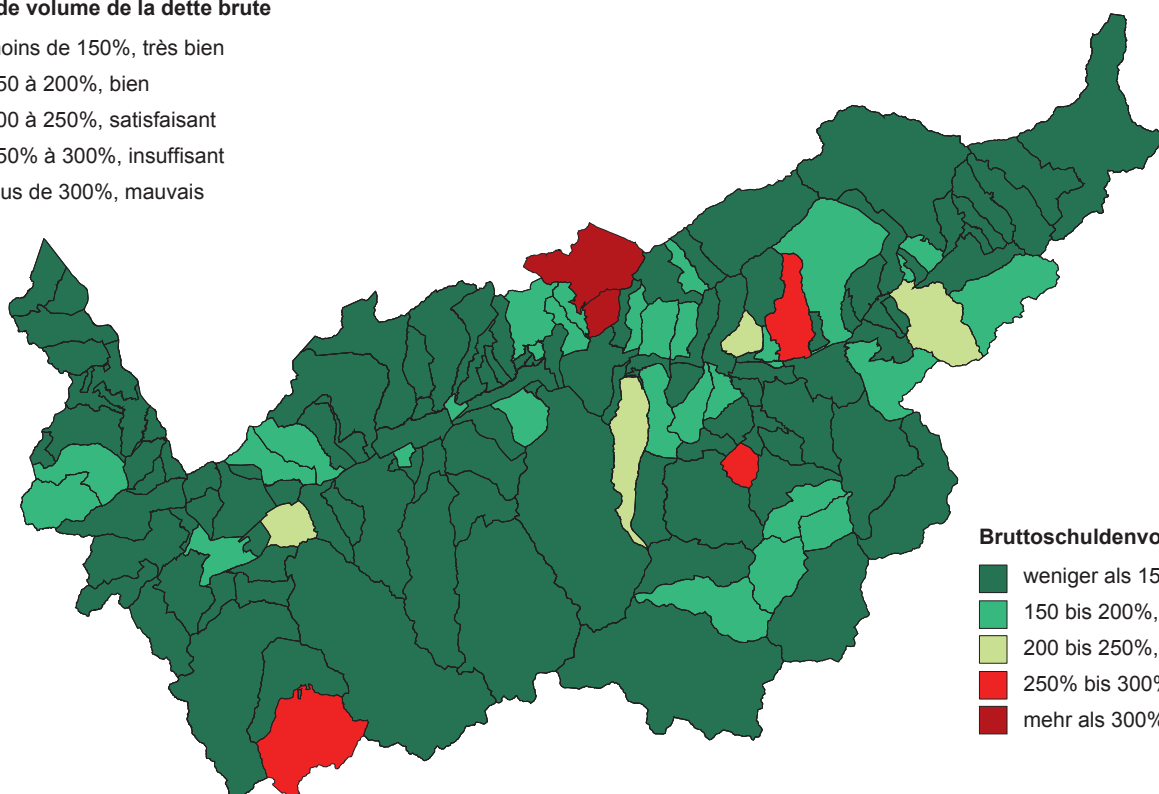
Formel

$$\text{Bruttoschuldenvolumenquote} = \frac{\text{Bruttoschuld} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Carte: taux du volume de la dette brute 2011

Taux de volume de la dette brute

- moins de 150%, très bien
- 150 à 200%, bien
- 200 à 250%, satisfaisant
- 250% à 300%, insuffisant
- plus de 300%, mauvais



Carte: Brutto-Schuldenvolumenquote 2011

Bruttoschuldenvolumenquote

- weniger als 150%, sehr gut
- 150 bis 200%, gut
- 200 bis 250%, genügend
- 250 bis 300%, ungenügend
- mehr als 300%, schlecht

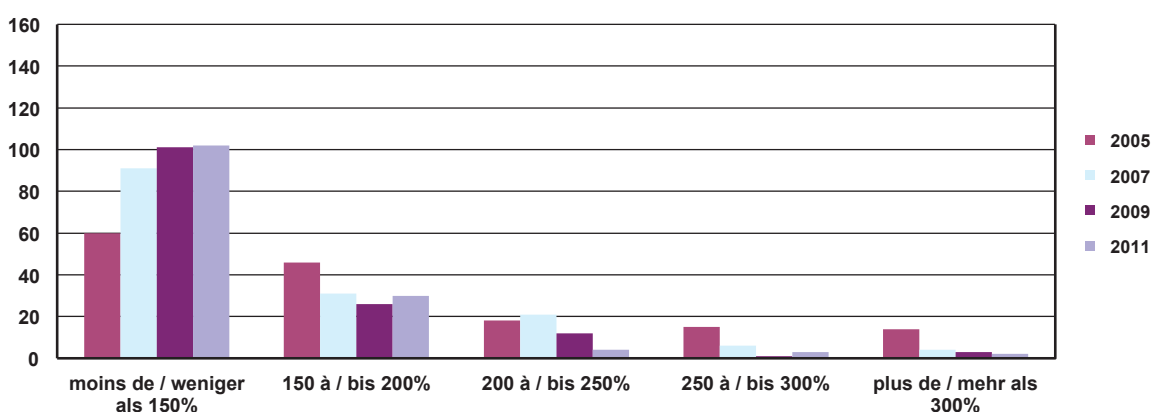
Evolution taux du volume de la dette brute

Entwicklung Brutto-Schuldenvolumenquote

	2005	2007	2009	2011
Min / Min	1360.2%	1353.3%	1818.1%	1675.9%
Max / Max	6.6%	6.3%	7.5%	13.8%
Consolidé / Konsolidiert	155.2%	126.7%	114.9%	105.7%
Médiane / Mittel	170.7%	132.4%	116.5%	108.8%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon le nombre de communes pour les années 2005-2011

Entwicklung von 2005 bis 2011 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Brutto-Schuldenvolumenquote:



Commentaire

- La valeur maximale du taux reflète la situation de la commune municipale de Loèche-les-Bains (LIB).
- L'amélioration de la situation entre 2010 et 2011 est due à l'augmentation des revenus financiers de 7.3%, augmentation qui a permis de compenser l'augmentation de la dette brute de 3.7%.
- En excluant LIB, la valeur maximale passe de 865.8% à 317.9% entre 2005 et 2011.
- Le taux consolidé évolue positivement en se repliant de 155.2% à 105.7% et passe ainsi de l'appréciation bien à très bien.
- La valeur médiane évolue en parallèle.
- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu les revenus du compte de fonctionnement exploser de 47%. Cette explosion s'est poursuivie entre 1997 et 2006, période qui a vu bondir ces revenus de 45%. Rame-née au niveau de l'habitant, ils ont progressé pendant ces dernières 20 années de 49.9%. La moyenne annuelle de l'indice suisse des prix à la consommation base 1982 n'est certainement pas étrangère à cette évolution et a certainement contribué à cette explosion avec une hausse de 46%.

Kommentar

- Der Höchstwert widerspiegelt die Situation der Muni-zipalgemeinde Leukerbad (LB).
- Die Verbesserung zwischen 2010 und 2011 ist auf die Zunahme des Finanzertrags um 7.3% zurückzu-führen, der damit die Zunahme der Bruttoschulden um 3.7% kompensieren konnte.
- Ohne LB hat sich der Höchstwert zwischen 2005 und 2011 von 865.8% nach 317.9% bewegt.
- Der konsolidierte Wert entwickelt sich positiv von 155.2% nach 105.7% und die Beurteilung geht von „gut“ nach „sehr gut“.
- Der Mittelwert der Kennzahl verläuft parallel.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stiegen die Erträge der Laufenden Rechnung explosionsartig um 47% an. Diese starke Zunahme setzte sich von 1997 bis 2006 fort. In dieser Zeit stiegen die Erträge um 45%. Bezogen auf Einwohner nahmen die Erträge in den letzten 20 Jahren um 49.9% zu. Der Jahresdurchschnitt des Schweizer Indexes der Konsumentenpreise (Basis 1982) zeigte einen ähnlichen Verlauf und hatte mit einer Zunahme von 46% gewiss zu dieser Entwicklung beigetragen.

- Les revenus financiers que nous retrouvons au dénominateur ont progressé de Fr. 135.3 millions ou 7.3%.
- 136 communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%. Elles étaient 124 en 2005.
- A contrario, 5 communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%. Elles étaient encore 29 en 2005.

- Der Finanzertrag im Nenner hat um Fr.135.3 Mio. oder 7.3% zugenommen.
- 136 Gemeinden verzeichnen eine Brutto-Schuldenvolumenquote zwischen „sehr gut“ und „genügend“, d.h. weniger als 250%. Im Jahr 2005 waren es 124.
- Dagegen haben 5 Gemeinden eine ungenügende bis schlechte Brutto-Schuldenvolumenquote, d.h. über 250%. Im Jahr 2005 waren es noch 29.

Répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon la population pour les années 2010-2011

Taux du volume de la dette brute 2010		
Population	% population	Appréciation
271'242	88.2%	très bien
25'863	8.4%	bien
6'558	2.1%	satisfaisant
1'846	0.6%	insuffisant
1'883	0.6%	mauvais

< 150%
150% =< 200%
200% =< 250%
250% =< 300%
>= 300%

Entwicklung 2010-2011 der Brutto-Schuldenvolumenquote bezogen auf die Bevölkerung

Bruttoschuldenvolumenquote 2011		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	78.9%	246'661
gut	18.0%	56'211
genügend	1.9%	5'796
ungenügend	0.7%	2'105
schlecht	0.6%	1'911

Commentaire

- En 2011 (2010), 98.7% (98.8%) de la population résidait dans des communes dont le taux du volume de la dette brute est apprécié entre satisfaisant et très bien.
- En 2011 (2010), 1.3% (1.2%) de la population vivait dans une collectivité avec un taux du volume de la dette brute «rouge».

Kommentar

- Im 2011 (2010) wohnten 98.7% (98.8%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „genügend“ und „sehr gut“.
- Im 2011 (2010) wohnten 1.3% (1.2%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer „ungenügenden“ oder „schlechten“ Brutto-Schuldenvolumenquote.

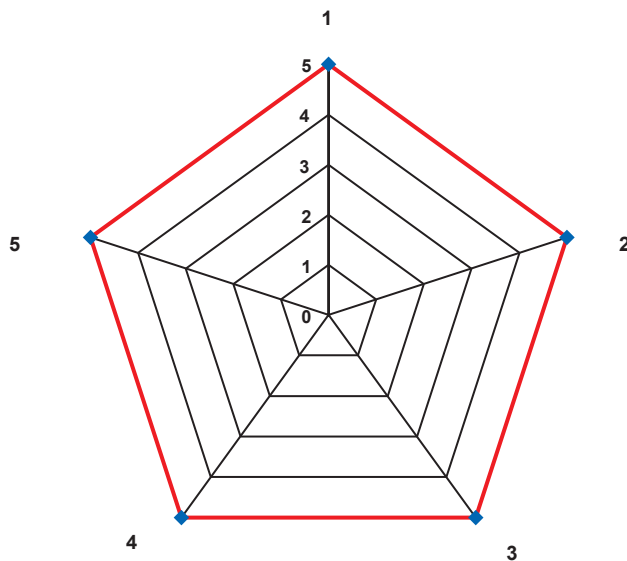
4.16 Indicateurs financiers - récapitulatif

4.16 Finanzkennzahlen - Übersicht

1. Degré d'autofinancement (I1)	2010	Ø	2011	1. Selbstfinanzierungsgrad (I1)
(Autofinancement en % de l'investissement net)	105.4%	113.7%	121.8%	(Selbstfinanzierungsmarge in % der Nettoinvestitionen)
I1 >= 100% très bien 80% <= I1 < 100% bien 60% <= I1 < 80% satisfaisant (à court terme) 0% <= I1 < 60% insuffisant I1 < 0% très mauvais				I1 >= 100% sehr gut 80% <= I1 < 100% gut 60% <= I1 < 80% genügend (kurzfristig) 0% <= I1 < 60% ungenügend I1 < 0% sehr schlecht
2. Capacité d'autofinancement (I2)	2010	Ø	2011	2. Selbstfinanzierungskapazität (I2)
(Autofinancement en % des revenus financiers)	19.8%	20.9%	22.0%	(Selbstfinanzierung in % des Finanzertrages)
I2 >= 20% très bien 15% <= I2 < 20% bien 8% <= I2 < 15% satisfaisant 0% <= I2 < 8% insuffisant I2 < 0% très mauvais				I2 >= 20% sehr gut 15% <= I2 < 20% gut 8% <= I2 < 15% genügend 0% <= I2 < 8% ungenügend I2 < 0% sehr schlecht
3. Taux des amortissements ordinaires (I3)	2010	Ø	2011	3. Ordentlicher Abschreibungssatz (I3)
(Amortissements ordinaires en % du PA à amortir)	11.7%	11.6%	11.5%	(Ordentl. Abschreibungen in % des abzuschreibenden VV)
I3 >= 10% Amortissements suffisants 8% <= I3 < 10% Amortissements moyens (à court terme) 5% <= I3 < 8% Amortissements faibles 2% <= I3 < 5% Amortissements insuffisants I3 < 2% Amortissements nettement insuffisants				I3 >= 10% Genügende Abschreibungen 8% <= I3 < 10% Mittelmässige Abschreibungen (kurzfristig) 5% <= I3 < 8% Schwache Abschreibungen 2% <= I3 < 5% Ungenügende Abschreibungen I3 < 2% Vollkommen ungenügende Abschreibungen
4. Endettement net par habitant (I4)	2010	Ø	2011	4. Nettoschuld pro Kopf (I4)
(Dette brute moins PF réalisable par habitant)	1'311	1'146	983	(Bruttoschuld minus realisierbares FV pro Einwohner)
I4 < 3'000 Endettement faible 3'000 <= I4 < 5'000 Endettement mesuré 5'000 <= I4 < 7'000 Endettement important 7'000 <= I4 < 9'000 Endettement très important I4 >= 9'000 Endettement excessif				I4 < 3'000 Kleine Verschuldung 3'000 <= I4 < 5'000 Angemessene Verschuldung 5'000 <= I4 < 7'000 Grosse Verschuldung 7'000 <= I4 < 9'000 Sehr grosse Verschuldung I4 >= 9'000 Ausserordentl. grosse Verschuldung
5. Taux du volume de la dette brute (I5)	2010	Ø	2011	5. Bruttoschuldenvolumenquote (I5)
(Dette brute en % des revenus financiers)	109.4%	107.5%	105.7%	(Bruttoschuld in % des Ertrages der Laufenden Rechnung)
I5 < 150% très bien 150% <= I5 < 200% bien 200% <= I5 < 250% satisfaisant 250% <= I5 < 300% insuffisant I5 >= 300% mauvais				I5 < 150% sehr gut 150% <= I5 < 200% gut 200% <= I5 < 250% genügend 250% <= I5 < 300% ungenügend I5 >= 300% schlecht

Graphique des indicateurs
Moyenne des deux années

Grafik zu den Kennzahlen
Durchschnittswerte der zwei Jahre



Degré d'autofinancement	1	Selbstfinanzierungsgrad
Capacité d'autofinancement	2	Selbstfinanzierungskapazität
Taux des amortissements ordinaires	3	Ordentlicher Abschreibungssatz
Endettement net par habitant	4	Nettoschuld pro Kopf
Taux du volume de la dette brute	5	Bruttoschuldenvolumenquote

4.17 Les indicateurs financiers selon les régions

Le rapport sur les comptes 2009 des communes laissait une large place à l'analyse de l'évolution des indicateurs financiers selon la taille des communes. Celui relatif aux comptes 2010 apportait un éclairage sur les chiffres consolidés des communes au niveau des districts. Aujourd'hui, le grand angle se concentre sur les 3 régions du Canton, soit le Haut-Valais, le Valais central et le Bas-Valais.

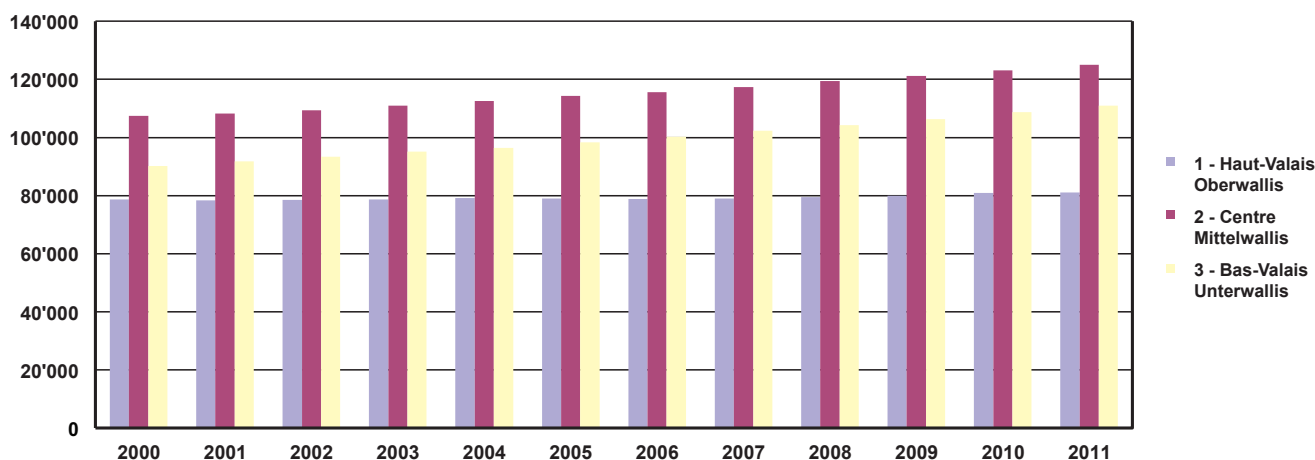
Le découpage du Canton en 3 régions trouve indirectement sa base légale à l'art. 52 de la Constitution qui précise: «1 Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres. 2 Un d'entre eux est choisi parmi les électeurs des districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; un parmi les électeurs des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey et un parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey....».

4.17 Die Finanzkennzahlen bezogen auf die Regionen

Im Bericht über die Gemeindefinanzen 2009 wurde bei der Analyse der Schwerpunkt auf die Entwicklung der Kennzahlen in Bezug auf die Gemeindegrößen gesetzt. Jener zur Rechnung 2010 zeigte die konsolidierten Werte der Gemeinden pro Bezirk. Nun konzentriert sich der Blickwinkel auf die Regionen des Kantons, d.h. das Ober-, Mittel- und Unterwallis.

Die Gesetzesgrundlage der Aufteilung des Kantons in 3 Regionen findet man indirekt im Art. 52 der Verfassung, der besagt: „1 Die Vollziehungs- und Verwaltungsgewalt ist einem aus fünf Mitgliedern gebildeten Staatsrate anvertraut. 2 Einer derselben wird aus den Wählern des Kantonsteiles ernannt, welcher die gegenwärtigen Bezirke Goms, Brig, Visp, Raron und Leuk umfasst; einer aus denjenigen der Bezirke Siders, Sitten, Ering und Gundis, und einer aus denjenigen der Bezirke Martinach, Entremont, Saint-Maurice und Monthey...“

Evolution de la population



Bevölkerungsentwicklung

Commentaire

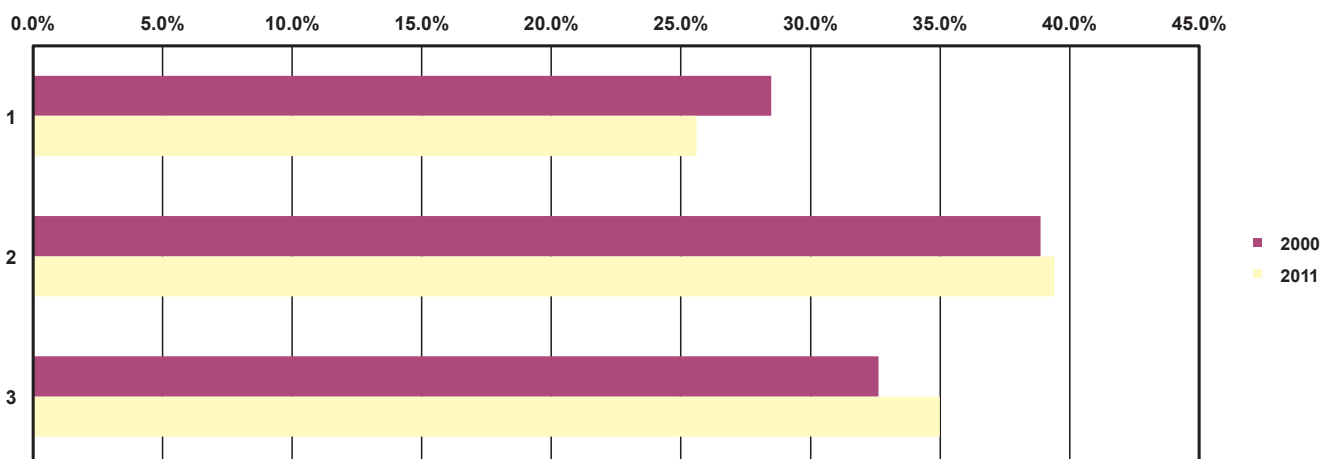
- La population du Haut-Valais augmente très légèrement de 3.2% ou 2'478 habitants.
- La population du Valais central progresse fortement de plus de 16% ou 17'576 habitants.
- Le Bas-Valais enregistre la plus forte hausse du nombre des habitants avec 23.1% ou 20'798 habitants.
- La population valaisanne progresse en moyenne sur la période analysée de 14.8% ou 40'852 habitants.

Kommentar

- Die Bevölkerung im Oberwallis steigt sehr schwach um 3.2% oder 2'478 Einwohner.
- Mit einem Zuwachs über 16% oder 17'576 Einwohner im Mittelwallis ist dieser recht deutlich.
- Der stärkste Zuwachs von 23.1% oder 20'798 Einwohner verzeichnet das Unterwallis.
- Die Walliser Bevölkerung hat im Analyse-Zeitraum im Durchschnitt um 14.8% oder 40'852 Einwohner zugenommen.

Part de la population 2000 et 2011

Bevölkerungsanteil 2000 und 2011

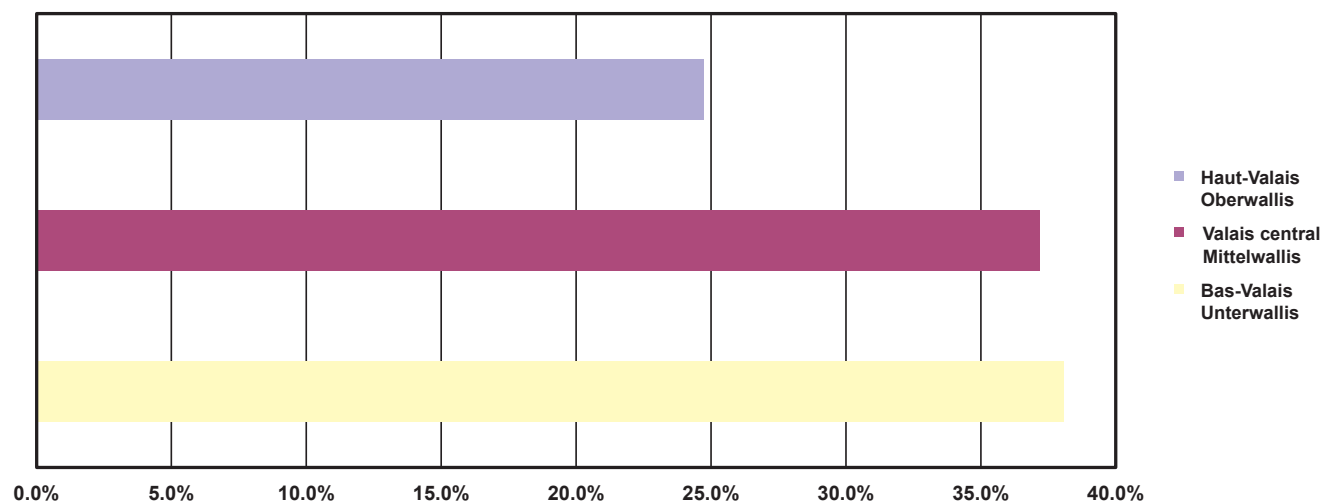


Commentaire

- La part de la population du Haut-Valais (1) par rapport à l'ensemble de la population décroît de 2.9% à 25.6%. Elle traduit la trop faible croissance du nombre des habitants par rapport aux 2 autres régions constitutionnelles.
- La part de la population du Valais central (2) stagne avec ces 39.4% quand bien même cette région enregistre une forte progression nominale.
- Le Bas-Valais (3) voit sa part augmenter de 2.4% pour s'établir à 35% et traduire ainsi l'augmentation de près de 21'000 habitants.
- Le graphique ci-dessous démontre une corrélation certaine entre la part de la population et celle représentant la somme des charges du compte de fonctionnement et des dépenses du compte des investissements.

Kommentar

- Im Vergleich zur Gesamtbevölkerung ist der Anteil der Oberwalliser (1) Bevölkerung um 2.9% auf 25.6% gesunken. Dies zeigt, dass das Bevölkerungswachstum im Vergleich zu den 2 übrigen konstitutionellen Regionen zu schwach ist.
- Die Bevölkerung im Mittelwallis (2) hat sich mit 39.4% anteilmässig kaum verändert. Jedoch kann diese Region nominal einen starken Zuwachs verzeichnen.
- Das Unterwallis (3) hat seinen Anteil um 2.4% auf 35% erhöht, was einem Zuwachs von nahezu 21'000 Einwohnern entspricht.
- Aus der unten stehenden Graphik lässt sich ein gewisser Zusammenhang erkennen zwischen dem Bevölkerungsanteil einerseits und der Summe der Ausgaben der Laufenden und Investitionsrechnung andererseits.



Le rapport sur les comptes 2011 des communes vous propose ci-après une vue de divers indicateurs et éléments financiers des communes par régions constitutionnelles. Les chiffres sont obtenus par consolidation, sauf indication contraire, des données sur la base de l'application comptes indicateurs des 141 communes. Il s'agit de la moyenne des deux années 2010 et 2011.

Der Bericht über die Gemeindefinanzen 2011 gibt Ihnen nachfolgend einen Überblick über verschiedene Kennzahlen und Finanzdaten der Gemeinden auf der Ebene der konstitutionellen Regionen. Sofern nichts Gegenteiliges erwähnt ist, stammen die Angaben aus der Kennzahlen-Applikation der 141 Gemeinden. Die Werte sind konsolidiert und als Mittelwert der beiden Jahre 2010 und 2011 zu verstehen.

Les données utilisées ci-après font partie intégrante des statistiques financières remises aux communes en novembre 2012.

Die Angaben, die nachfolgend dargestellt sind, waren integrierender Bestandteil der Finanzstatistiken, die im November 2012 den Gemeinden zugestellt wurden.

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Investissements nets}}$$

$$\text{Selbstfinanzierungsgrad} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Degré d'autofinancement

- Moins de 0%, très mauvais
- 0 à 60%, insuffisant
- 60 à 80%, satisfaisant (à court terme)
- 80 à 100%, bien
- Plus de 100%, très bien

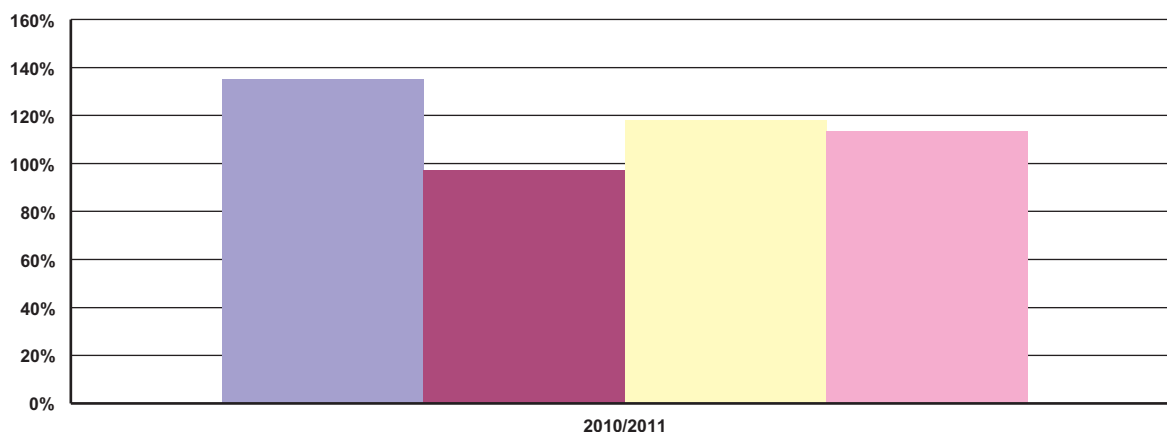
Selbstfinanzierungsgrad

- weniger als 0%, sehr schlecht
- 0 bis 60%, ungenügend
- 60 bis 80%, genügend (kurzfristig)
- 80 bis 100%, gut
- mehr als 100%, sehr gut

Degré d'autofinancement

Selbstfinanzierungsgrad

	2010/2011	
Haut-Valais	135.3%	Oberwallis
Valais central	97.1%	Mittelwallis
Bas-Valais	118.1%	Unterwallis
VS - Moyenne	113.7%	Durchschnitt - VS



Commentaire

- L'appréciation «très bien» s'applique au Haut et Bas-Valais.
- Le Valais central manque pour 2.9% de très peu la meilleure appréciation mais reste très largement dans le «vert».

Kommentar

- Für das Ober- und Unterwallis trifft die Bewertung „sehr gut“ zu.
- Dem Mittelwallis fehlt nur sehr wenig (2.9%) für die beste Bewertung, bleibt jedoch deutlich im Bereich „grün“.

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

$$\text{Selbstfinanzierungs-kapazität} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Capacité d'autofinancement

- Moins de 0%, très mauvais
- 0 à 8%, insuffisant
- 8 à 15%, satisfaisant (à court terme)
- 15 à 20%, bien
- Plus de 20%, très bien

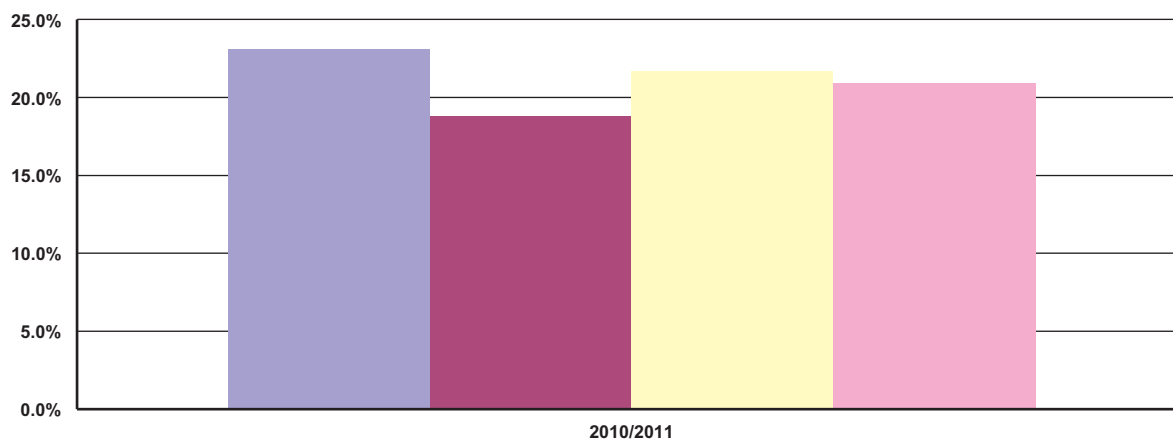
Selbstfinanzierungskapazität

- weniger als 0%, sehr schlecht
- 0 bis 8%, ungenügend
- 8 bis 15%, genügend
- 15 bis 20%, gut
- mehr als 20%, sehr gut

Capacité d'autofinancement

Selbstfinanzierungskapazität

2010/2011	
Haut-Valais	23.1%
Valais central	18.8%
Bas-Valais	21.7%
VS - Moyenne	20.9%



Commentaire

- L'appréciation «très bien» s'applique au Haut et Bas-Valais.
- Le Valais central manque pour 1.2% de très peu la meilleure appréciation mais reste très largement dans le «vert».

Kommentar

- Für das Ober- und Unterwallis trifft die Bewertung „sehr gut“ zu.
- Dem Mittelwallis fehlt nur sehr wenig (1.2%) für die beste Bewertung, bleibt jedoch deutlich im Bereich „grün“.

$$\text{Endettement net par habitant} = \frac{\text{Dette brute} - \text{Patrimoine financier réalisable}}{\text{Nombre d'habitants (population ESPOP N - 1)}}$$

$$\text{Nettoschuld Kopf} = \frac{\text{Bruttoschuld} - \text{kurzfristiges Finanzvermögen}}{\text{Anzahl Einwohner (Bevölkerung ESPOP N - 1)}}$$

Endettement net par habitant

- moins de 3'000, endettement faible
- de 3'000 à 5'000, endettement mesuré
- de 5'000 à 7'000, endettement important
- de 7'000 à 9'000, endettement très important
- plus de 9'000, endettement excessif

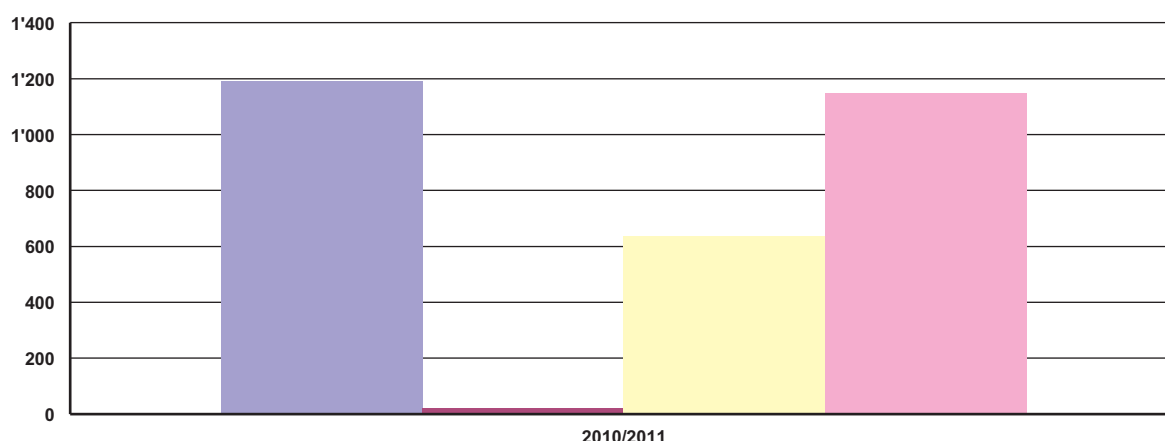
Nettoschuld pro Kopf

- < 3'000, kleine Verschuldung
- von 3'000 à 5'000, angemessene Verschuldung
- von 5'000 à 7'000, grosse Verschuldung
- von 7'000 à 9'000, sehr grosse Verschuldung
- > 9'000, ausserordentlich grosse Verschuldung

Endettement net par habitant

Nettoschuld pro Kopf

	2010/2011	
Haut-Valais	1'188	Oberwallis
Valais central	21	Mittelwallis
Bas-Valais	634	Unterwallis
VS - Moyenne	1'146	Durchschnitt - VS



Commentaire

- L'endettement net par habitant du Haut-Valais exclu les données de la commune de Loèche-les-Bains.
- La prise en compte des chiffres de cette dernière ferait passer l'endettement net par habitant à Fr. 3'538.-.
- Toutes les régions sont appréciées «très bien» avec une importante marge de manœuvre jusqu'au plafond de Fr. 5'000.- représentant un endettement mesuré. Cette remarque est également valable en tenant compte des chiffres de Loèche-les-Bains.
- La moyenne valaisanne prend en considération les valeurs de Loèche-les-Bains.

Kommentar

- In der Pro-Kopf-Verschuldung des Oberwallis sind die Werte der Gemeinde Leukerbad nicht berücksichtigt.
- Würde man letztere Werte miteinbeziehen, stiege die Pro-Kopf-Verschuldung auf Fr. 3'538.- an.
- Alle Regionen sind mit „sehr gut“ bewertet. Bis Fr. 5'000.- gilt eine Pro-Kopf-Verschuldung als angemessen. Bis zu diesem Limit haben somit alle Regionen noch grossen Spielraum, und dies auch noch bei Berücksichtigung der Werte von Leukerbad.
- Im Walliser Durchschnitt sind die Werte von Leukerbad enthalten.

$$\text{Taux du volume de la dette brute} = \frac{\text{Dette brute} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

$$\text{Bruttoschuldenvolumenquote} = \frac{\text{Bruttoschuld} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Taux de volume de la dette brute

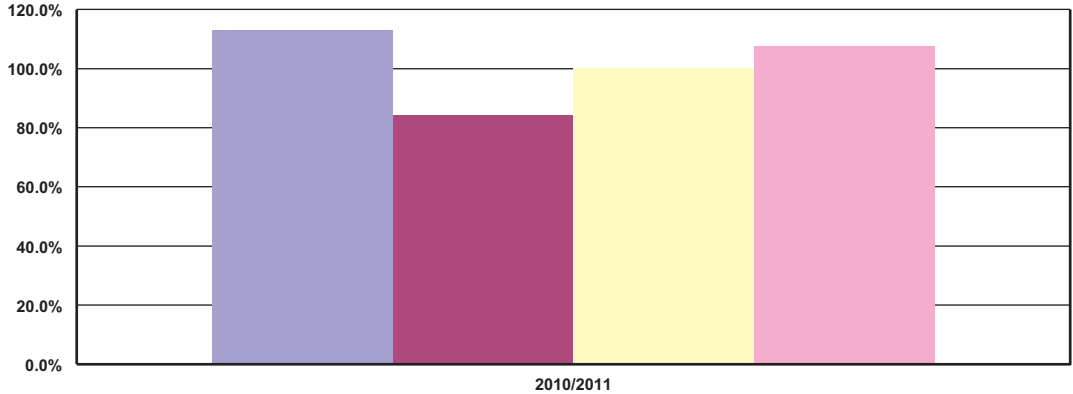
- moins de 150%, très bien
- 150 à 200%, bien
- 200 à 250%, satisfaisant
- 250% à 300%, insuffisant
- plus de 300%, mauvais

Bruttoschuldenvolumenquote

- weniger als 150%, sehr gut
- 150 bis 200%, gut
- 200 bis 250%, genügend
- 250% bis 300%, ungenügend
- mehr als 300%, schlecht

Taux du volume de la dette brute Bruttoschuldenvolumenquote

	2010/2011	
Haut-Valais	113.0%	Oberwallis
Valais central	84.4%	Mittelwallis
Bas-Valais	100.1%	Unterwallis
VS - Moyenne	107.5%	Durchschnitt - VS



Commentaire

- Le taux du volume de la dette brute du Haut-Valais exclu les données de la commune de Loèche-les-Bains.
- La prise en compte des chiffres de cette dernière ferait passer ce taux à 154.1%.
- Toutes les régions sont appréciées « très bien », ici aussi avec une marge confortable avant de toucher la première valeur « insuffisant » fixée à plus de 250%.

Kommentar

- In der Brutto-Schuldenvolumenquote des Oberwallis sind die Werte der Gemeinde Leukerbad nicht berücksichtigt.
- Würde man letztere Werte miteinbeziehen, wäre die Brutto-Schuldenvolumenquote bei 154.1%.
- Alle Regionen sind mit „sehr gut“ bewertet. Der Spielraum bis zu einer Bewertung „ungenügend“, welche ab 250% zutrifft, ist auch hier recht komfortabel.

Situation sur la base des données 2010 – 2011

Seules des différences caractérisent, tout comme pour les districts d'ailleurs, les régions: nombre des habitants, évolution démographique, structure de la population (14.6% d'étranger dans le Haut-Valais contre 23.3% dans le Bas-Valais), nombre de communes, typologie de communes en terme de grandeur et d'aménagement du territoire, altitude, surface totale (plus de 50% pour le Haut-Valais, surface improductive (moins de 21% pour le Valais Central), surface d'habitat et d'infrastructure (plus de 33% pour le Bas-Valais), secteurs d'activité économique, etc... Source: Annuaire statistique du canton du Valais 2011.

Cela devrait donc se traduire sur le terrain également, hypothèse de départ, par des différences au niveau de la situation financière de ces trois régions, puisque derrière chaque disparité se cachent des infrastructures, des organisations, des solutions différentes à des problèmes différents et in fine des coûts des prestations des collectivités publiques.

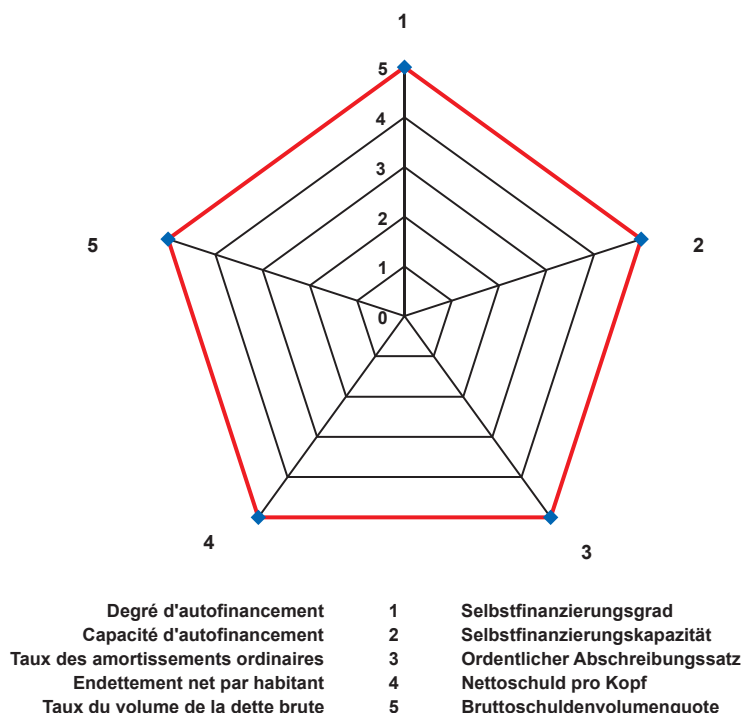
Situation anhand der Angaben 2010 – 2011

Ganz wie bei den Bezirken geben die einzelnen Unterschiede den Regionen ihren Charakter: Einwohnerzahl, demographische Entwicklung, Bevölkerungsstruktur (Ausländeranteil von 14.6% im Oberwallis gegenüber 23.3% im Unterwallis), Anzahl Gemeinden, Typologie der Gemeinden hinsichtlich Grösse und Raumplanung, Höhe, Gesamtfläche (über 50% beim Oberwallis), unproduktive Fläche (weniger als 21% beim Zentralwallis), Siedlungsfläche (über 33% beim Unterwallis), Erwerbstätigkeit in den Wirtschaftssektoren, etc. Quelle: Statistisches Jahrbuch des Kantons Wallis 2011.

Diese Unterschiede müssten sich theoretisch auch in unterschiedlichen Finanzlagen dieser drei Regionen widerspiegeln, denn hinter jeder Verschiedenheit stecken andersartige Infrastruktur, Organisation, unterschiedliche Lösungen zu unterschiedlichen Problemen und letztlich Kosten für den öffentlichen Leistungsauftrag.

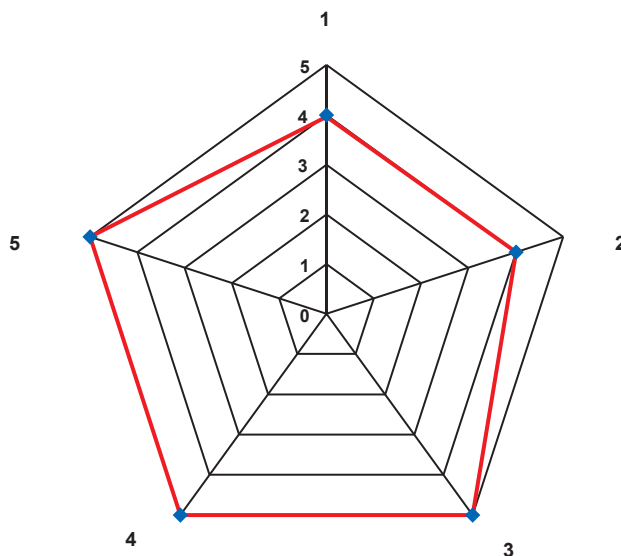
Région du Haut-Valais sans Loèche-les-Bains Graphique des indicateurs Moyenne années 2010 et 2011

Region Oberwallis ohne Leukerbad Grafik zu den Kennzahlen Durchschnittswerte der Jahre 2010 und 2011



Région du Valais central
Graphique des indicateurs
Moyenne années 2010 et 2011

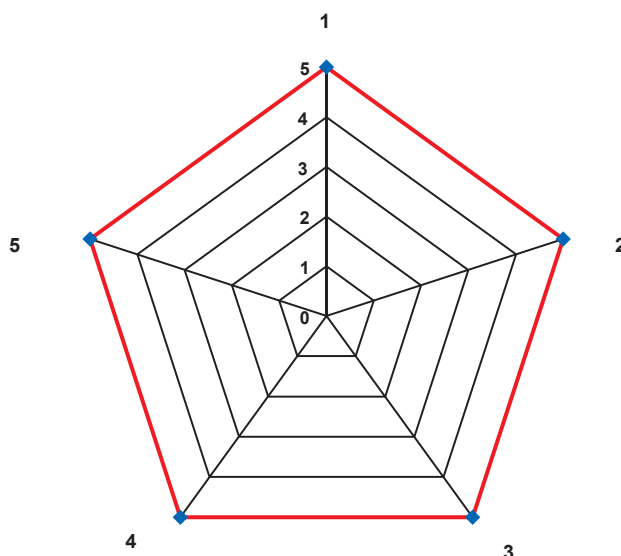
Region Mittelwallis
Grafik zu den Kennzahlen
Durchschnittswerte der Jahre 2010 und 2011



Degré d'autofinancement	1	Selbstfinanzierungsgrad
Capacité d'autofinancement	2	Selbstfinanzierungskapazität
Taux des amortissements ordinaires	3	Ordentlicher Abschreibungssatz
Endettement net par habitant	4	Nettoschuld pro Kopf
Taux du volume de la dette brute	5	Bruttoschuldenvolumenquote

Région du Bas-Valais
Graphique des indicateurs
Moyenne années 2010 et 2011

Region Unterwallis
Grafik zu den Kennzahlen
Durchschnittswerte der Jahre 2010 und 2011



Degré d'autofinancement	1	Selbstfinanzierungsgrad
Capacité d'autofinancement	2	Selbstfinanzierungskapazität
Taux des amortissements ordinaires	3	Ordentlicher Abschreibungssatz
Endettement net par habitant	4	Nettoschuld pro Kopf
Taux du volume de la dette brute	5	Bruttoschuldenvolumenquote

Commentaires généraux sur les résultats de l'analyse des indicateurs financiers selon les régions

- Malgré les différences citées précédemment, l'ensemble des indicateurs dégage une étonnante homogénéité de bonne santé financière des trois régions.
- Les indicateurs de degré et de capacité d'autofinancement sont un peu plus faibles dans le Valais central, traduisant peut être le rôle de moteur des régions.
- Ce constat nous a poussé à réutiliser le fil rouge de l'approche des districts pour analyser le détail des comptes indicateurs afin d'y déceler éventuellement des écarts manifestes et cela par habitant.
- Ces constats ne permettent aucunement de tirer des conclusions puisque malgré l'utilisation du modèle comptable harmonisé, il reste une grande marge de manœuvre dans la tenue de la comptabilité (politique d'amortissements, comptabilisation de ces derniers individuellement dans les dicastères ou globalement dans le dicastère finance à l'exception des dicastères des services de financements spéciaux, détermination de la valeur minimale d'activation, application des principes d'utilisateur /pollueur payeur, ...).
- Ces constats mériteraient certainement un approfondissement en terme de benchmarking.

Gesamtkommentar zu den Kennzahlen-Ergebnissen auf Ebene der Regionen

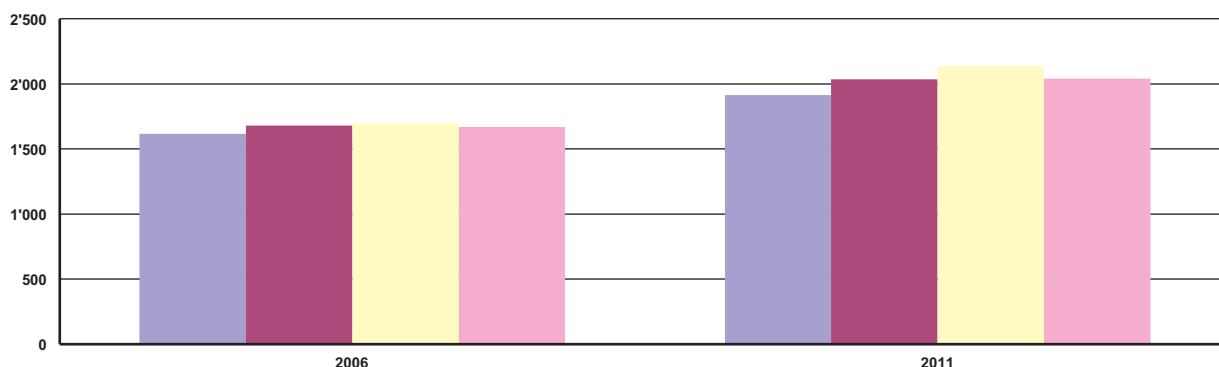
- Trotz der vorerwähnten Unterschiede zeigen die drei Regionen bei allen Kennzahlen eine erstaunlich homogene gesunde Finanzlage.
- Selbstfinanzierungsgrad und -kapazität sind im Mittelwallis etwas schwächer; vielleicht ein Zeichen, dass es die Rolle des Motors der Regionen einnimmt.
- Dieser Umstand hat uns bewogen, denselben roten Faden wie bei den Bezirke zu verwenden, um die Kennzahlen detailliert zu analysieren und offensichtliche Unterschiede zu erkennen, und zwar auf Einwohner bezogen.
- Diese Umstände lassen keine Schlussfolgerungen ziehen, da bei der buchhalterischen Handhabung trotz Anwendung des harmonisierten Rechnungsmodells ein grosser Handlungsspielraum bleibt (z.B. Abschreibungspolitik, Verbuchung der Abschreibungen in den einzelnen Bereichen oder mit Ausnahme der Bereich mit Spezialfinanzierungen als Gesamtbetrag im Bereich Finanzen, Bestimmung des Aktivierungs-Mindestbetrages, Anwendung des Verursacherprinzips, ...).
- All diese Überlegungen verdienen im Sinne eines Benchmarkings eine vertiefte Betrachtung.

Fonctionnement - Charges de personnel

	2006	2011
Haut-Valais	1'617	1'914
Valais central	1'681	2'035
Bas-Valais	1'695	2'137
VS - Moyenne	1'668	2'039

Laufende Rechnung - Personalaufwand

Oberwallis
Mittelwallis
Unterwallis
Durchschnitt - VS



Commentaire sur la charge par nature

- Les charges de personnel représentent la charge par nature la plus importante avec 33.1%.
- La créativité comptable attribuée à la nature 34, constitution d'une provision suite à l'encaissement d'un montant lié à un retour de concession, des parts à des contributions sans affectation la plus forte progression sur la période analysée.

Kommentar zu Kostenarten

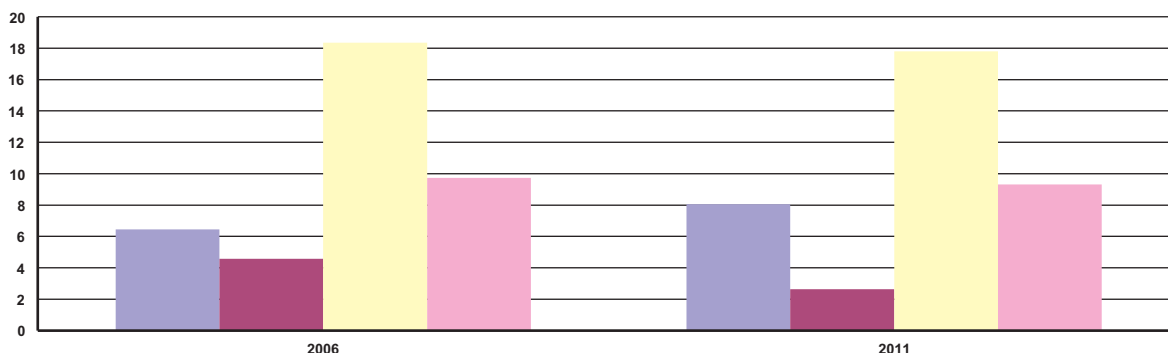
- Die Personalkosten stellen mit 33.1% den wichtigsten Ausgabenblock dar.
- Die stärkste Steigerung im analysierten Zeitraum ist der buchhalterischen Kreativität bei der Kostenart 34 „Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung“ zuzuordnen, wo mit Einnahmen Rückstellungen gebildet wurden, die im Zusammenhang mit einem Heimfall stehen.

Fonctionnement - Subventions redistribuées

	2006	2011
Haut-Valais	6	8
Valais central	5	3
Bas-Valais	18	18
VS - Moyenne	10	9

Laufende Rechnung - Durchlaufende Beiträge

Oberwallis
Mittelwallis
Unterwallis
Durchschnitt - VS

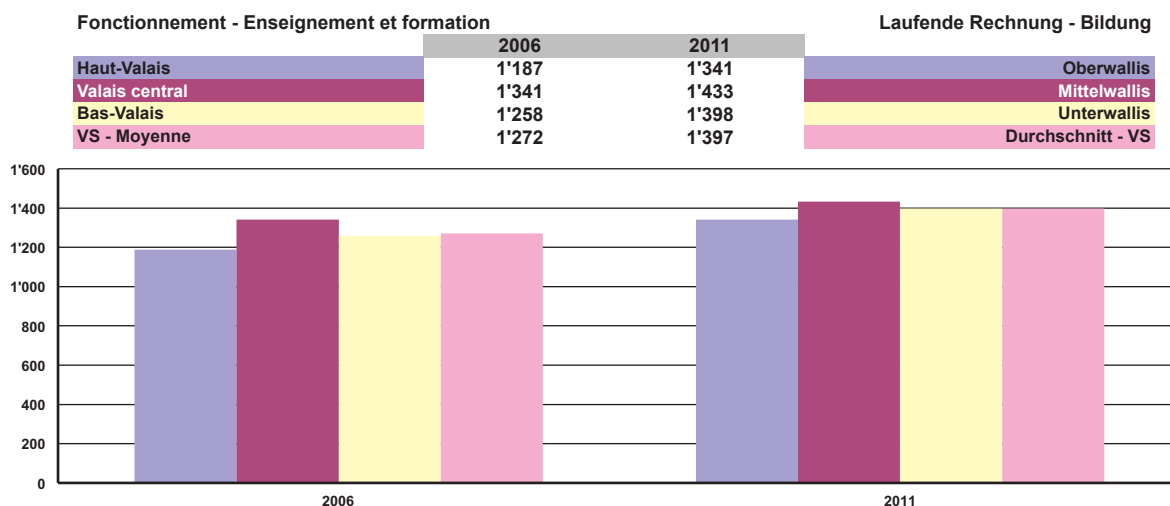


Commentaire sur la charge par nature

- A l'opposé, les subventions redistribuées se retrouvent en fin de classement avec une part moyenne de 0.2%.
- Elles enregistrent également la plus grosse amplitude entre les régions soit 571.7%.

Kommentar zu Kostenarten

- Mit einem durchschnittlichen Anteil von 0.2% liegen die durchlaufenden Beiträge am Schluss dieses Klassiments.
- Sie zeigen ebenso die grösste Abweichung unter den Regionen, d.h. 571.7%.

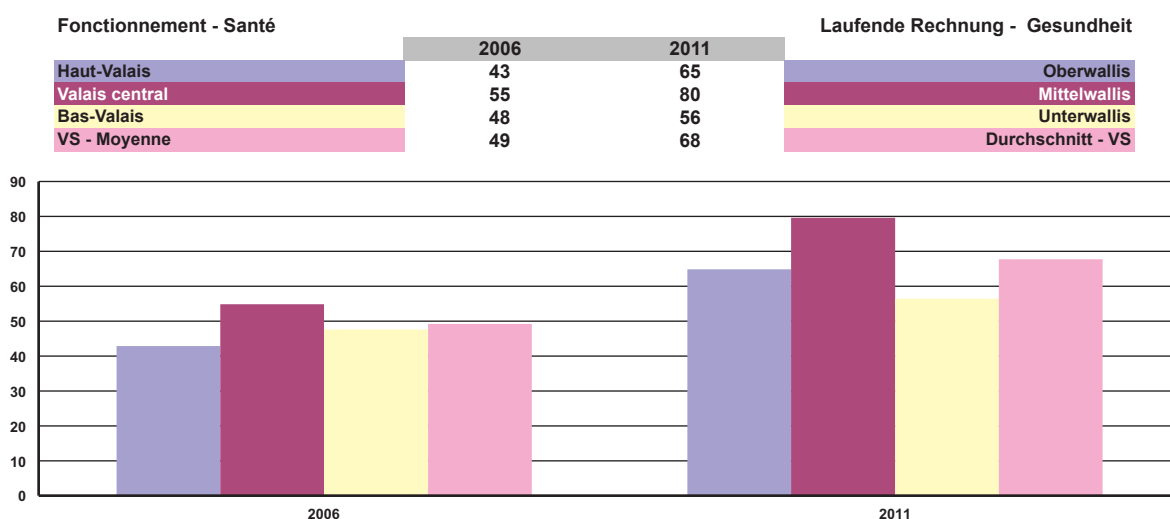


Commentaire sur la charge par fonction

- Le dicastère enseignement et formation affiche la charge de fonctionnement la plus importante avec 22.7%.

Kommentar zu Kosten nach Funktionen

- Den bedeutendsten Ausgabenbereich stellt mit 22.7% die Bildung dar.



Commentaire sur la charge par fonction

- Le dicastère santé avec une moyenne de 1.1% boucle le classement.

Kommentar zu Kosten nach Funktionen

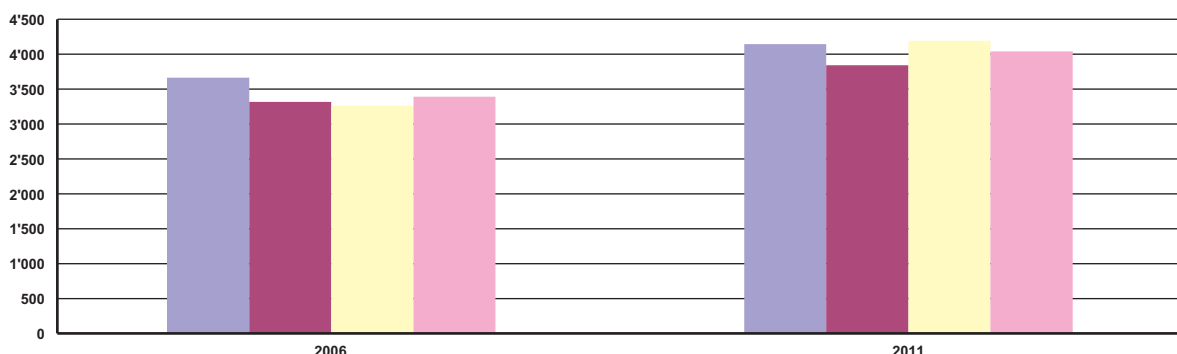
- Am Schluss des Klassements liegt der Bereich Gesundheit mit durchschnittlich 1.1%.

Fonctionnement - Finances et impôts

	2006	2011
Haut-Valais	3'665	4'142
Valais central	3'315	3'840
Bas-Valais	3'261	4'193
VS - Moyenne	3'392	4'041

Laufende Rechnung - Finanzen und Steuern

	2006	2011
Oberwallis	3'665	4'142
Mittelwallis	3'315	3'840
Unterwallis	3'261	4'193
Durchschnitt - VS	3'392	4'041



Commentaire sur les revenus par nature

- Les revenus fiscaux (50.5%) constituent dans toutes les régions la principale ressource
- A l'opposé, les subventions à redistribuer, miroir de la charge subventions distribuées, se retrouvent en fin de classement avec une part moyenne de 0.1%.
- L'amplitude la plus importante se retrouve dans la nature 44 «Parts à des recettes et contributions sans affectation».
- La progression la plus forte est enregistrée dans la nature 41 «Patentes et concessions».

Kommentar zu Einnahmenarten

- Die Steuereinnahmen (50.5%) stellen bei allen Regionen die Haupteinnahmequelle dar.
- Im Gegenzug liegen die durchlaufenden Beiträge mit einem Anteil von durchschnittlich 0.1% am Schluss des Klassements.
- Die grösste Abweichung finden wir in der Einnahmenart 44 „Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung“ vor.
- Die stärkste Zunahme ist bei der Kontoart 41 „Regalien und Konzessionen“ festzustellen.

Investissements - Protection et aménagement de l'environnement

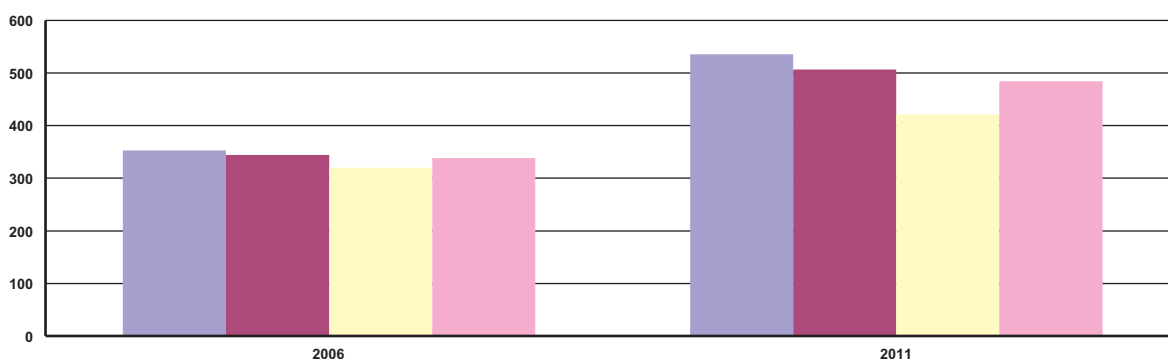
	2006	2011
Haut-Valais	353	536
Valais central	344	507
Bas-Valais	320	421
VS - Moyenne	338	484

Investitionsrechnung -

	2006	2011
Oberwallis	353	536
Mittelwallis	344	507
Unterwallis	320	421
Durchschnitt - VS	338	484

Umwelt und Raumordnung

	2006	2011
Oberwallis	353	536
Mittelwallis	344	507
Unterwallis	320	421
Durchschnitt - VS	338	484



Commentaire sur la dépense par fonction

- La fonction «Protection et aménagement de l'environnement» est financièrement la plus gourmande (31.3%). Elle bénéficie aussi du plus de recettes (53.5%)

Kommentar zu Ausgaben nach Funktionen

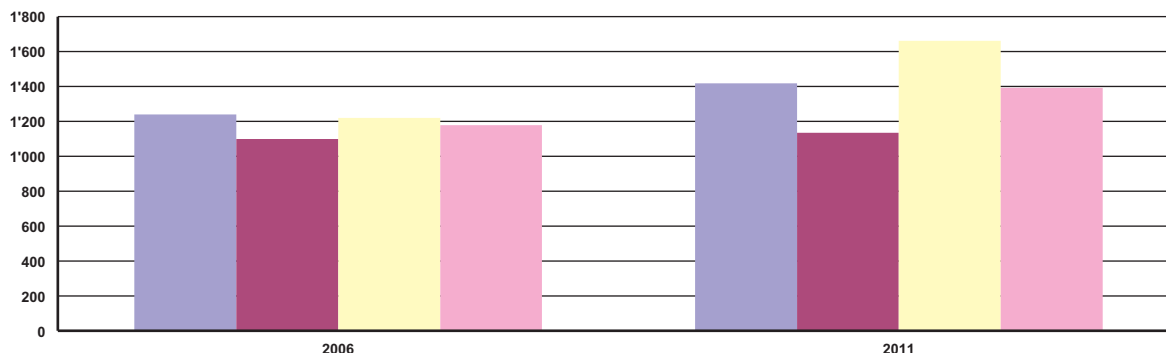
- Die Funktion „Umwelt und Raumordnung“ verschlingt die meisten finanziellen Mittel (31.3%). Sie profitiert auch am meisten von den Einnahmen (53.5%).

Résultat - Marge d'autofinancement

	2006	2011
Haut-Valais	1'240	1'419
Valais central	1'099	1'135
Bas-Valais	1'221	1'661
VS - Moyenne	1'178	1'391

Ergebnis - Selbstfinanzierungsmarge

	2006	2011
Oberwallis	1'240	1'419
Mittelwallis	1'099	1'135
Unterwallis	1'221	1'661
Durchschnitt - VS	1'178	1'391

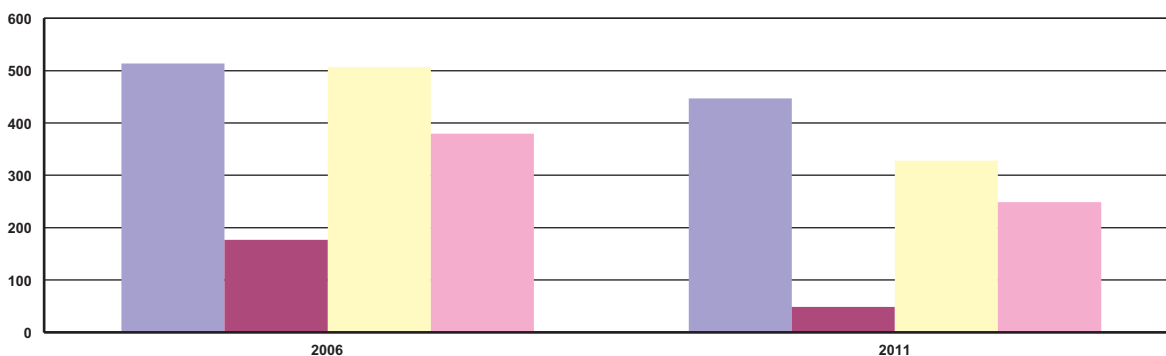


Résultat - Excédent de financement

	2006	2011
Haut-Valais	513	447
Valais central	177	49
Bas-Valais	507	328
VS - Moyenne	379	249

Ergebnis - Finanzierungsüberschuss

	2006	2011
Oberwallis	513	447
Mittelwallis	177	49
Unterwallis	507	328
Durchschnitt - VS	379	249



Commentaire

- Les marges d'autofinancement (MA) des 3 régions évoluent positivement sur la période analysée.
- La progression de la MA du Bas-Valais est liée aux revenus extraordinaires du retour des concessions du Nant de Drance.
- Les excédents de financement se tassent vu les importants volumes des investissements.

Kommentar

- Die Selbstfinanzierungsmarge der 3 Regionen entwickelt sich positiv im analysierten Zeitraum.
- Die Steigerung der Selbstfinanzierungsmarge im Unterwallis steht im Zusammenhang mit ausserordentlichen Einnahmen aus dem Heimfall Nant de Drance.
- Angesichts der grossen Investitionsvolumen verkleinert sich der Finanzierungsüberschuss.

4.18 Conclusions

L'exercice 2011 boucle avec des chiffres records, soit plus de Fr. 435 millions de marge d'autofinancement, plus de Fr. 146.5 millions d'excédent de revenu, des investissements bruts à hauteur de Fr. 483.3 millions, respectivement nets pour Fr. 357.2 millions. Nous notons que l'excédent de revenus est un peu biaisé par la comptabilisation, vu les bons résultats et c'est de bonne guerre, des amortissements complémentaires pour près de Fr. 63 millions. Le seul chiffre qui ne porte par le label record est celui de l'excédent de financement de Fr. 77.7 millions.

Par rapport à l'exercice 2010, les charges financières progressent de 4.5%, les revenus financiers de 7.3% et la marge d'autofinancement de 19.2% ; les dépenses d'investissement augmentent de 6.9% alors que les recettes d'investissement évoluent de 19%.

Les plans financiers assortis de mesures d'assainissement des communes qui enregistrent un découvert au bilan sont largement respectés. Ils n'en restent plus que 2.

Tous les indicateurs obtiennent la meilleure note d'appréciation. Ils renforcent très largement et confirment sous les différents angles des chiffres consolidés, de la médiane, de la moyenne, du nombre de communes dans le «vert», du nombre d'habitants dans le «rouge» la très bonne situation financière.

REMARQUE: Les données relatives à la situation financière des Municipalités valaisannes, indicateurs-clés et éléments financiers ont été extraites des fichiers transmis par les communes. Ces données, à l'exception des coefficients d'impôts, de la population et des chiffres concernant la situation de fortune/découvert, n'ont fait l'objet d'aucun contrôle ou validation de la part des services de l'Etat.

4.18 Schlussfolgerungen

Die Rechnung 2011 schliesst mit Rekordergebnissen, d.h. mit einer Selbstfinanzierungsmarge von über Fr. 435 Mio., einem Ertragsüberschuss von über Fr. 146.5 Mio., Bruttoinvestitionen in der Höhe von Fr. 483.3 Mio. bzw. Nettoinvestitionen von Fr. 357.2 Mio. Wir stellen fest, dass man angesichts der guten Resultate zusätzliche Abschreibungen von nahezu Fr. 63 Mio. tätigte und dadurch der Ertragsüberschuss etwas tiefer ausgefallen ist. Der einzige Nicht-Rekord ist beim Finanzierungsüberschuss von Fr. 77.7 Mio. zu verzeichnen.

Im Vergleich zur Rechnung 2010 steigt der Finanzaufwand um 4.5%, der Finanzertrag um 7.3% und die Selbstfinanzierungsmarge um 19.2%; die Investitionsausgaben sind um 6.9% angewachsen, während die deren Einnahmen bei 19% liegen.

Die Finanzpläne mit Sanierungsmassnahmen der Gemeinden, welche einen Bilanzfehlbetrag verzeichnen, werden weitgehend eingehalten. Es verbleiben noch 2 Gemeinden.

Alle Kennzahlen erreichen die beste Beurteilungsnote. Anhand der konsolidierten Werte bekräftigen und bestätigen sie sehr eindrücklich aus verschiedenen Blickwinkeln die sehr gute Finanzlage. Dies zeigt sich beim Mittelwert, beim Durchschnitt, bei der Anzahl Gemeinden im „grünen Bereich“ oder bei der Anzahl Einwohner, die im «roten Bereich» leben.

BEMERKUNG: Die Daten zur Ermittlung der Finanzlage der Walliser Munizipalgemeinden, die Finanzkennzahlen und die weiteren Angaben zu den Finanzen wurden den Dateien entnommen, die von den Gemeinden übermittelt wurden. Diese Daten, mit Ausnahme der Steuerkoeffizienten, der Bevölkerungszahlen und des Eigenkapitals/Bilanzfehlbetrages, wurden durch die kantonalen Behörden weder kontrolliert, noch auf ihre Richtigkeit hin überprüft.

Auteur et éditeur

Département des finances, des institutions et de la santé
Service des affaires intérieures et communales

Rédaction

Section des finances communales

Distribution

Le présent rapport peut être téléchargé à partir de l'adresse:

[www.vs.ch](#) > [Accès direct](#) > [Finances communales](#) > [Statistiques et rapports](#)

Autor und Herausgeber

Departement für Finanzen, Institutionen und Gesundheit
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Redaktion

Sektion Gemeindefinanzen

Verteilung

Der vorliegende Bericht kann im Internet heruntergeladen werden unter der Adresse:

[www.vs.ch](#) > [Direkter Zugang](#) > [Gemeindefinanzen](#) > [Statistiken und Berichte](#)

